

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 29 SEPTEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 29 septembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	15	3

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/09/246

**DECLARATION DE PROJET
ET AVIS SUR L'INTERET
GENERAL DU PROJET DANS
LE CADRE DE LA
PROCEDURE DE
DECLARATION D'UTILITE
PUBLIQUE ET
D'AUTORISATIONS POUR LA
REMISE EN EXPLOITATION
DE LA SOURCE SAINT
ANTOINE A TOULON**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Isabelle MONFORT, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Véronique BERNARDINI, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Robert BENEVENTI ayant donné pouvoir à Mme Delphine GROSSO, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène BILL, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT ayant donné pouvoir à M. Cheikh MANSOUR, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS ayant donné pouvoir à Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO.

ABSENTS :

Mme Nadine ESPINASSE, Mme Chantal PORTUESE, Mme Béatrice BROTONS.

Séance Publique du 29 septembre 2022

N° D' O R D R E : 22/09/246

**O B J E T : DECLARATION DE PROJET ET AVIS SUR L'INTERET
GENERAL DU PROJET DANS LE CADRE DE LA
PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
ET D'AUTORISATIONS POUR LA REMISE EN
EXPLOITATION DE LA SOURCE SAINT ANTOINE A
TOULON**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L123-3, L123-6, L 126-1, L214-1 à L214-6, L215-13 et R214-1 et suivants et R126-3,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L1321-1 à L1321-10 et R1321-1 à R1321-8,

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°18/11/367 du 23 novembre 2018 modifiée par délibération n°21/09/307 du 30 septembre 2021 relative à l'engagement par la Métropole, nouvellement compétente, de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique et d'autorisations environnementales pour la remise en exploitation de la Source Saint-Antoine à Toulon,

VU le dossier d'enquête publique unique avec enquête parcellaire conjointe réalisée du 29 novembre 2021 au 17 décembre 2021, relative à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de la Source St-Antoine en vue de la consommation humaine, l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine, l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, et de l'acquisition si nécessaire par voie d'expropriation au profit de la Métropole TPM des biens compris dans son périmètre de protection immédiate,

VU le rapport favorable du commissaire enquêteur Mr Bertrand NICOLAS du 14 janvier 2022 et ses avis, sur l'enquête publique unique avec enquête parcellaire conjointe réalisée du 29 novembre 2021 au 17 décembre 2021, relative à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine, l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine, l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et de l'acquisition si nécessaire par voie d'expropriation avec cessibilité au profit de la Métropole TPM des biens compris dans son périmètre de protection immédiate,

VU l'avis du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques(CODERST) du 09/03/2022 sur l'enquête publique unique avec enquête parcellaire conjointe réalisée du 29 novembre 2021 au 17 décembre 2021, relative à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine, l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine, l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et de l'acquisition si nécessaire par voie d'expropriation au profit de la Métropole TPM des biens compris dans son périmètre de protection immédiate,

VU l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité du 13 septembre 2022,

CONSIDERANT que la Métropole a envisagé par délibération n°18/11/367 du 23 novembre 2018 et délibération modificative n°21/09/307 du 30 septembre 2021 de réaliser des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine dans la Source Saint-Antoine,

CONSIDERANT que ces prélèvements ainsi que l'utilisation à des fins de consommation humaine de l'eau prélevée doivent être autorisés par un arrêté préfectoral pris à l'issue d'une enquête publique unique et parcellaire conjointe en vertu des dispositions du Code de l'Environnement, de la Santé Publique et de l'expropriation et préalable à la déclaration d'utilité publique du projet,

CONSIDERANT que cette enquête s'est déroulée du 29 novembre au 17 décembre 2021,

CONSIDERANT l'avis favorable sans recommandation ni réserve du commissaire enquêteur Mr Bertrand NICOLAS en date du 14/01/2022,

CONSIDERANT que les parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiate de la Source Saint-Antoine ont été maîtrisées par la Métropole postérieurement à la clôture de l'enquête publique, excluant la nécessité de recourir à l'expropriation,

CONSIDERANT la nécessité de prononcer la déclaration de projet conformément à l'article L 126-1 du Code de l'environnement,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE PRENDRE ACTE du rapport et annexes du 14/01/2022, des conclusions et avis favorables du Commissaire Enquêteur, ci-annexés, relatifs à :

- La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source St-Antoine ;
- La DUP relative à l'instauration des périmètres de protection immédiat, rapprochée, disjoints amont et aval, et éloigné ;
- L'autorisation de prélever l'eau de la source St Antoine au titre des articles L.214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement;
- L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;
- La DUP en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiat conformément à l'Art. L 1321-2 du Code de la Santé Publique ;
- La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiat au titre de l'Art. L1321-2 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 2

DE CONFIRMER l'intérêt général du projet relatif à la régularisation de l'exploitation de la source St-Antoine à Toulon pour lequel des avis favorables sans réserve ont été formulés par le Commissaire Enquêteur dans son rapport pour :

- La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source St-Antoine ;
- La DUP relative à l'instauration des périmètres de protection immédiat, rapprochée, disjoints amont et aval, et éloigné ;
- L'autorisation de prélever l'eau de la source St-Antoine au titre des articles L.214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement;
- L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;
- La DUP en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiat conformément à l'art. L 1321-2 du Code de la Santé Publique ;
- La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiat au titre de l'art. L1321-2 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 3

DE PRONONCER la déclaration de projet relative à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine, l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine, l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, et de l'acquisition si nécessaire par voie d'expropriation au profit de la Métropole TPM des biens compris dans son périmètre de protection immédiate.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes les dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette délibération.

ARTICLE 5

DE PROCEDER aux mesures de publicité de la présente délibération et d'information prévues à l'article R126-2 du Code de l'environnement, à savoir :

- Affichage au siège de la Métropole TPM et en Mairie de Toulon et du Revest-Les-Eaux,
- Publication sur le site internet de la Métropole TPM.

La présente délibération sera à disposition du public à l'accueil des sièges de la Métropole TPM et des mairies de Toulon et du Revest-les-Eaux, de même que le rapport et les avis du Commissaire Enquêteur.

La présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement de la dernière mesure de publicité.

ARTICLE 6 :

D'AFFECTER les éventuelles dépenses nécessaires sur le budget 40 annexe eau.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Basma BOUCHKARA.

Département du Var
Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE
avec une enquête parcellaire conjointe
préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

RAPPORT D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE
29 novembre au 17 décembre 2021

Commissaire enquêteur : B. NICOLAS

Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon
N° E21000058/83 du 15 octobre 2021
rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde, le 14 janvier 2022

Le commissaire enquêteur



Sommaire

1) GENERALITES

- 11) Objet de l'enquête : objectifs et motivations
- 12) Cadre juridique
- 13) Nature et caractéristiques du projet : pétitionnaire, Métropole, la source saint Antoine et le programme, utilité publique, enquête parcellaire, travaux et financement, moyens d'alerte et de surveillance
- 14) Composition du dossier d'enquête
- 15) Concertation préalable
- 16) Avis des services, compatibilité du projet

2) ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

- 21) Désignation du commissaire enquêteur, arrêté préfectoral
- 22) Modalités de l'enquête, calendrier et permanences
- 23) Rencontres diligentées par le commissaire enquêteur
- 24) Information effective du public, publicité
- 25) Incidents relevés avant et au cours de l'enquête
- 26) Clôture de l'enquête et modalité de transfert des dossiers et registres
- 27) Notification du procès-verbal des observations et mémoire en réponse

3) ANALYSE DES OBSERVATIONS

- 31) Dossier d'enquête
- 32) Analyse des observations
 - 321) Bilan et climat de l'enquête
 - 322) Observations propres au commissaire enquêteur
 - 323) Analyse des observations

4) CLOTURE DE L'ENQUETE ET TRANSMISSION DU DOSSIER

5) ANNEXES

25 annexes

6) CONCLUSIONS MOTIVEES : voir dans les 6 documents séparés annexes 3 à 8

1) **GENERALITES**

11) **Objet de l'enquête : objectifs et motivations**

La source saint Antoine située à Toulon est exploitée depuis le XVIIIème siècle mais ne répond pas aux dispositions légales et réglementaires applicables à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est compétente en matière de production et de distribution d'eau potable. Elle a entrepris de régulariser la situation administrative et la modernisation des installations de la source saint Antoine afin de se mettre en conformité avec la réglementation, pour exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique de cette source.

Le captage des eaux souterraines de la source saint Antoine est soumis aux dispositions du Code de la Santé Publique, du Code de l'Environnement, du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et requièrent d'obtenir, en particulier en l'espèce :

- La déclaration d'utilité publique (D.U.P.), après enquête publique, au titre du Code de l'Environnement et du Code de la Santé Publique pour
 - Des travaux de dérivation et de prélèvement des eaux,
 - Des périmètres de protection du captage (immédiate, rapprochée et éloignée),
- L'autorisation sanitaire de traiter et distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, au titre du Code de la santé publique,
- La déclaration de création du captage et l'autorisation de prélèvement d'eaux souterraines au titre du code de l'Environnement (Autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'eau),
- Et, afin de pouvoir procéder aux acquisitions et à l'instauration des servitudes d'utilité publique indispensables à la protection du captage, après enquête parcellaire portant sur les propriétés impactées et menée ici conjointement conformément au Code de l'Expropriation.

12) **Cadre juridique**

La pièce A6 du dossier donne l'ensemble des textes régissant la procédure qui concernent les codes de l'Environnement, de la Santé Publique, de l'Expropriation, de l'Urbanisme et des Collectivités Territoriales.

Au titre des dispositions du Code de l'Environnement

Les articles L.214-1 à 6 et R. 214-1 et suivants sont relatifs aux conditions de déclaration de création du captage et d'autorisation de prélèvement d'eaux souterraines (Autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'Eau), après enquête publique, au-delà de certains seuils de débit, autorisation dont relève le présent projet en fonction du seuil de débit envisagé.

Les articles L.181-1 à 31 et R.122-2 et 3 et annexes sont relatifs à l'évaluation environnementale du projet et à l'avis de l'Autorité environnementale.

L'article L.215-13 est relatif à la déclaration d'utilité publique après enquête publique,

- des travaux de dérivation et de prélèvement des eaux,
- des périmètres de protection du captage.

Au titre du Code de la Santé Publique

Les articles L1321-1 à L1321-10 et articles R1321-1 à R1321- 63 sont relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine et notamment :

Les articles L.1321-7 et R.1321-6 à R.1321-14 et R.1321-42 sont relatifs à l'autorisation sanitaire de traiter et distribuer l'eau destinée à la consommation humaine.

Les articles L.1321- 2 et 3 sont relatifs à la déclaration d'utilité publique après enquête publique :

- des travaux de dérivation et de prélèvement des eaux,
- des périmètres de protection du captage (immédiate, rapprochée et éloignée).

Les article R 1321-13-1 sont relatif à la publicité de l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines mentionné à l'article L. 1321-2.

Au titre du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique

Les articles L.1 et L.121-1 et suivants sont relatifs à l'acquisition, si nécessaire par voie d'expropriation à défaut d'accord amiable, des parcelles et/ou de parties de parcelles constitutives du périmètre de protection immédiate du captage dont la maîtrise foncière est imposée par les articles L.1321-2 et L.1321-3 du Code de la santé publique.

Les articles L.121-1 à L122-7 et R.121-1 à R.122-7 sont relatifs à la Déclaration d'Utilité Publique du projet.

Les articles L131-1 à L132-4 sont relatifs à l'enquête parcellaire portant sur les propriétés impactées par le projet.

Les articles R.131-1 à R.132-4 et notamment l'article R.131-14 sont relatifs à l'enquête parcellaire portant sur les propriétés impactées par le projet.

Les articles L.132-1 à L132-4 sont relatifs à la déclaration de cessibilité des parcelles de terrains à acquérir dans la cadre du projet.

L'article L.122-1 est relatif à la Déclaration de Projet obligatoire prévue à l'article L.126-1 du code de l'environnement en matière de déclaration d'utilité publique

des opérations susceptibles d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement.

Au titre du Code de l'Urbanisme

L'article L.153-60 est relatif à l'annexion des servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnées à l'article L. 1321-2 du Code de la Santé Publique aux plans locaux d'urbanisme des Communes concernées.

Au titre du Code Général des Collectivités Territoriales

Les articles L.2224-7-1 et L.5217-1 à L.5217-19 sont relatifs à la compétence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en matière de distribution d'eau potable.

Au titre du Code Civil

Les article 545 du Code Civil sont relatif à l'acquisition si nécessaire par voie d'expropriation, à défaut d'accord amiable et en vertu des articles L.1 et L.121-1 et suivants du Code de l'expropriation, des parcelles et/ou de parties de parcelles constitutives du périmètre de protection immédiate du captage dont la maîtrise foncière est imposée par les articles L.1321-2 et L.1321-3 du Code de la santé publique.

- 13) **Nature et caractéristiques du projet** : le pétitionnaire, la métropole, la source saint Antoine et le programme, impact environnemental, utilité publique, enquête parcellaire, financement.

131) Pétitionnaire

Le projet est porté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) qui est responsable de la production et de la distribution de l'eau au titre de ses compétences et qui sera le bénéficiaire des autorisations et des déclarations d'utilité publique. C'est la direction de l'eau et de l'assainissement de MTPM qui est responsable du dossier.

L'exploitation a été confiée en délégation de service public à la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat de délégation de service public pour la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2021 pour la production d'eau potable et pour la période de 1990 à 2021 pour la distribution d'eau potable. La consultation pour la conclusion d'un nouveau contrat de délégation de service publique de production et de distribution d'eau potable est en cours.

132) Présentation de l'alimentation en eau de l'agglomération Toulonnaise

Selon les données de l'INSEE, la population de la commune de Toulon a été estimée à 178 065 habitants en 2021. L'alimentation en eau potable est assurée actuellement à partir des usines de La Valette et de Dardennes.

En ce qui concerne la distribution, la Ville de Toulon et la société VEOLIA, ont défini conjointement un plan d'action pluriannuel afin de diminuer les pertes en

eau avec un objectif de rendement supérieur à 80% à fin 2019. Ce rendement était de 85,7 % pour l'exercice 2020.

Concernant la consommation

Le volume introduit dans le réseau de la ville de Toulon est de : 12 473 512 m³/an (2020) pour 68 095 abonnés ainsi que les ventes en gros aux autres collectivités et à la Marine Nationale.

La consommation actuelle ressort à 135 l/j/habitant. Les variations saisonnières importantes de la consommation d'eau potable sont liées : au tourisme, aux activités portuaires (port de commerce, Marine Nationale) et à l'arrosage municipal.

Concernant la ressource

Les ressources en eau alimentant l'agglomération toulonnaise sont :

- Le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole, deux rivières qui serpentent dans des terrains majoritairement karstiques ainsi que par la source d'Ajonc d'origine karstique. La capacité de stockage du barrage avoisine les 8 millions de m³.
- Le barrage de Dardennes d'une capacité de stockage de 1,1 million de m³, est alimenté par des sources karstiques dont la principale est le Ragas.
- La Métropole TPM achète pour 3,2 millions de m³ d'eau à la Société du Canal de Provence (SCP) (moyenne des années 2014 à 2020). Il s'agit d'une eau de surface provenant du Verdon.
- Et ponctuellement et à ce jour de façon temporaire par la source de saint Antoine par arrêté préfectoral renouvelé le 10/09/2021 pour une durée de 6 mois donc jusqu'au 09/03/2022.

En période estivale, la demande en eau potable augmente (tourisme et piscines des particuliers) alors que les stocks des deux barrages diminuent. Cette diminution est due d'une part à l'évaporation et d'autre part à l'absence de réalimentation des ouvrages par les sources pour l'un et les rivières pour l'autre. De plus, le maintien d'un débit réservé dans le Las pour Dardennes et dans le Caramy pour Carcès, implique une diminution du prélèvement.

Afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable à ses administrés et de parer à toute éventualité aussi bien climatique ou de contamination bactériologique, la Métropole TPM se doit de disposer et d'utiliser toutes les ressources existantes sur son territoire et d'œuvrer à l'amélioration du réseau d'adduction et de distribution.

Capacités hydrauliques de la source de saint Antoine

Les volumes annuels de la source sont très variables. Le débit moyen de la source a été estimé à 155 l/s. L'usine de saint Antoine était capable de traiter 125 l/s.

Après études de l'évolution mensuelle des débits et des volumes prélevables et compte tenu :

- des capacités des ouvrages de la station de saint Antoine (125 l/s avant son arrêt et 150 l/s projetés),
- des capacités de la source,
- de la proposition de laisser de tout temps, à l'aval de la prise d'eau, un débit minimum de 25 l/s,

la Métropole TPM établit la demande de prélèvement sur les bases suivantes :

- débit d'exploitation de 150 l/s,
- débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s,
- volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³.

L'usine de traitement est située à proximité de la résurgence de la source, en bordure de l'avenue des Moulins (D46) sur la parcelle communale cadastrée section EW n° 87. Sa capacité nominale est de 150 l/s. L'usine reçoit l'eau de la source par l'intermédiaire d'une dérivation située dans la galerie maçonnée.

133) La source saint Antoine et le programme

La source saint Antoine est une résurgence qui est située à l'extrémité d'un réseau karstique développé dans les calcaires du Jurassique qui constituent le flanc méridional de la structure du mont Faron.

Cette source qui a longtemps servi à alimenter les toulonnais en eau potable représente une ressource hydrique importante. Son exploitation s'est arrêtée en 1997 suite à une contamination aux hydrocarbures issus d'un garage automobile situé à proximité immédiate. Cet incident a entraîné l'arrêt de l'exploitation de la source.

Suite à l'évènement polluant de 1997, des travaux ont été menés sur le site. En effet une dalle en béton a été mise en place au droit du fontis pour éviter une quelconque infiltration d'eau (polluée) au droit de l'effondrement et une dépollution des zones impactées a été effectuée. Aucune contamination n'a été détectée depuis sur les eaux de la source de saint Antoine.

Depuis 2002, des arrêtés provisoires d'autorisation successifs ont permis l'exploitation de la ressource à un débit limité de 20 l/s environ. En l'absence d'arrêté complémentaire, la ressource de saint Antoine n'était plus exploitée depuis 2010.

Un arrêté préfectoral d'exploitation temporaire a été établi en date du 09/03/2021 puis renouvelé le 10/09/2021 pour une durée de 6 mois donc jusqu'au 09/03/2022. Ce nouvel arrêté permet une reprise ponctuelle de l'utilisation de cette ressource, mais seule la présente enquête publique permettra d'en pérenniser l'utilisation à l'effet de compléter l'éventail de ressources propres à assurer une réponse durable aux besoins en eau des Toulonnais.

Par ailleurs, une gestion équilibrée de cette ressource permettrait de soulager les prélèvements effectués dans les autres ressources (Carcès, Dardennes).

Le dernier point fort de cette ressource est sa qualité stable et bonne. Légèrement sulfatée, les teneurs en chlorures, nitrates (10 mg/l) et nitrites (0.003 mg/l) sont conformes aux normes.

Remettre en service les prélèvements sur la source de saint Antoine et en augmenter sa capacité de production par rapport aux prélèvements d'avant 2010, apparaît comme une manière logique d'équilibrer la distribution en cas de besoin, d'autant plus que la situation des réservoirs alimentés par la ressource permet une mobilisation rapide des volumes dans le bas étage toulonnais.

L'usine reçoit l'eau de la source par l'intermédiaire d'une dérivation située dans la galerie maçonnée. Pour la reprise de l'exploitation, l'ensemble des installations et en particulier les pompes de refoulement ont été adaptés pour traiter un débit de 150 l/s (540m³/h).

La filière de traitement des eaux de la source est composée :

- d'une désinfection aux ultraviolets (U.V.) située en amont de la bache de contact,
- d'une chloration avec injection de chlore dans la bache de contact,
- et enfin d'une chloration avec injection de chlore dans le réservoir de saint Antoine inférieur.

Un hydrogéologue agréé a émis plusieurs avis hydrogéologique successifs pour la source saint Antoine. Le dernier rapport, qui annule les précédents, a été établi le 29 juillet 2021.

Il a permis de mettre en évidence les besoins de protection du point d'eau, notamment avec l'ensemble des traçages réalisés dans les massifs nord toulonnais.

La vulnérabilité intrinsèque de la ressource est forte par suite de la perméabilité du réservoir de type karstique à l'origine des eaux de la source saint Antoine. Cette vulnérabilité a fait l'objet d'une analyse multicritères par le bureau Artelia permettant d'obtenir une carte de la vulnérabilité de l'aquifère.

Il en ressort que les zones les plus sensibles sont celles qui constituent le bassin d'alimentation des sources du Ragas et du mont Faron qui présentent des formations calcaires perméables en grand ainsi que la zone de pertes du Las qui sont en lien avec la source saint Antoine.

Les sources de pollution possible retenues par Artelia concernent :

- l'assainissement,
- l'occupation du sol,
- la circulation routière,

- les activités industrielles.

Il a été ainsi possible de déterminer les périmètres de protection :

Le périmètre de protection immédiate (PPI) comprend l'accès à la galerie et à l'exutoire, dans ce périmètre toute activité ou fait autre que ceux qui sont nécessités par l'entretien des ouvrages sont interdits. Seuls seront autorisés les travaux d'entretien nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages par le personnel autorisé.

Ce périmètre doit être entretenu régulièrement et mécaniquement. L'utilisation d'herbicides est interdite.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est délimité en fonction des critères géologiques, à savoir lithologie (calcaires karstifiés perméables en grand), structuraux (failles et contacts anormaux jouant le rôle de drain) et en fonction des critères hydrogéologiques (circulations souterraines connues et prouvées.).

En tenant compte de tous ces critères le périmètre de protection rapprochée de la source saint Antoine recouvre pratiquement les calcaires et marno calcaires bathoniens ainsi qu'en partie les calcaires dolomitiques du jurassique supérieur constituant les contreforts du mont Faron.

La zone des pertes du Las en relation plus ou moins rapide avec la source saint Antoine doit également être incluse dans un périmètre de protection rapprochée disjoint.

Dans le périmètre rapproché, toutes les activités pouvant nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux du sous-sol sont interdites. Les installations ou activités existantes sont tenues de prendre les dispositions nécessaires afin de ne pas polluer les eaux souterraines.

Au-delà de ces prescriptions générales, des interdictions et des servitudes sont instituées sur les terrains des périmètres de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe 25.

Le périmètre de protection éloignée (PPE) correspond à son bassin d'alimentation qui est également, à l'exception du mont Faron, celui des sources de Dardennes. Le périmètre de protection éloignée de la source saint Antoine est limité au seul massif du mont Faron.

Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée. En particulier, les dépôts sauvages doivent être supprimés et les assainissements autonomes des différents établissements ou constructions recensés dans ce périmètre éloigné sont soumis à vérification et éventuellement mis en conformité.

134) Environnement

Le projet, qui a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas par le pétitionnaire la Métropole TPM auprès de l'Autorité Environnementale (AE), n'a pas été soumis à étude d'impact par décision de l'AE en date du 12 janvier 2018.

Cependant, la dérivation d'une partie des eaux de la source de saint Antoine, implique une procédure d'autorisation au titre du code de l'environnement et de la loi sur l'eau et à leurs décrets d'application rédigés conformément aux exigences des rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubrique 1.1.2.0 : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume prélevé étant :

1° : Supérieur ou égal à 200 000 m³/an (max 4,73 Mm³), le projet est soumis à une procédure d'autorisation.

Aussi, il est sollicité une autorisation d'exploitation par dérivation d'une partie des eaux de la source de Saint Antoine, conformément à l'article R.214-6 du code de l'environnement.

Le prélèvement par dérivation des eaux de la source de saint Antoine est le dernier point de prélèvement déclaré et connu des eaux de cette ressource souterraine. L'incidence du prélèvement sur le milieu hydraulique superficiel n'est pas significative car il n'y a pas d'usage recensé des eaux de la source à l'aval de la dérivation. Le projet est basé sur des considérations environnementales et mené en limitant les incidences sur son milieu.

Les activités présentant des risques de pollution sont listées dans la pièce B1 du dossier.

Dans le périmètre de protection rapprochée ou éloignée

Une seule industrie affiliée au secteur de la chimie est recensée en rive droite du Las. Il s'agit d'une savonnerie artisanale.

Les activités impliquant le secteur de la mécanique (carrosserie, réparation, entretien) représentent quasi-exclusivement la seule source de pression polluante liée aux activités industrielles dans le bassin du Las situé en aval de la retenue de Dardennes. Les garages sont des ICPE soumises à la réglementation concernant la protection de l'environnement (articles R 211-60 à R 211-62 du Code de l'Environnement).

Le mémorial du débarquement de Provence

Il s'agit d'un établissement recevant le public, des toilettes sont disponibles pour les visiteurs. Le bâtiment dispose d'une filière d'assainissement autonome qui a

été diagnostiquée par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Métropole TPM comme étant aux normes en vigueur.

Selon le service vétérinaire du département du Var, les activités de pacage sont concentrées sur les communes de Signes, Solliès-Toucas et la Valette-du-Var.

Zones de dépôts sauvages

Deux zones ont été identifiées :

- sur la route communale n° 100, reliant la commune du Revest-les-Eaux à la carrière SOMECA, au dernier virage avant la carrière : petit dépôt de gravats, ferrailles et plastiques,
- sur la même route reliant l'aire de stockage à la carrière, au niveau du ravin du Cierge, petit dépôt de déchets verts, gravats et plastiques.

Afin d'éviter ce genre de dépôts sauvages, il est recommandé par l'ARS de mettre en place de lourds enrochements dans les délaissés existants.

Assainissement non collectif (ANC)

Le gisement d'assainissement non collectif en dehors de la Métropole TPM ne représente aucun risque au niveau du bassin d'alimentation de la source de saint Antoine où l'habitat y est presque inexistant.

Parmi 10 installations défectueuses recensées aucune ne se situe dans le périmètre de protection rapprochée.

Toutefois, il n'a pas été possible d'obtenir d'information sur la nature et l'état de la filière d'assainissement du restaurant le Drap d'Or, ni du zoo. Les démarches administratives ont été apparemment entreprises pour effectuer le contrôle par le Service Public ANC (SPANC) de la Métropole TPM. Ces deux établissements se situent au sommet du mont Faron. Il est donc impératif que le SPANC oblige les propriétaires de ces habitations à mettre en conformité leur installation ANC.

Assimilable au risque d'assainissement non collectif, la présence de centres équestres est recensée sur l'impluvium. Le centre situé en rive gauche du Las ne représente pas de risque particulier étant donné sa taille très réduite. Quatre autres centres équestres sont implantés en rive droite du Las, à l'aval du Val d'Aigues. La relation entre le Las et la source de saint Antoine a été prouvée par traçage chimique. Il est donc impératif de surveiller la pollution pouvant provenir de ces centres en particulier une pollution aux nitrates.

Axes de circulation

Afin de pallier au risque d'un accident et de pollution, l'ARS demande que soit mis en place un panneau de réduction de vitesse sur la route départementale D 46 qui suit le cours du Las sur un tronçon d'environ 1km.

De même, afin de réduire le risque de pollution chronique liée au ressuyage de la route par les eaux de superficielles, les eaux de ruissellement doivent être récupérées dans des cunettes avant d'être renvoyées au réseau pluvial.

En dehors du périmètre de protection éloignée

Carrière

La société SOMECA exploite au lieu-dit «Fierraquet», sur le territoire de la commune du REVEST, une carrière de calcaire.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) demande que les prescriptions suivantes soient spécifiées dans l'arrêté d'exploitation :

- la mise en place d'un programme annuel de surveillance de la qualité des eaux stockées dans les bassins de rétention,
- la réutilisation et le rejet dans le milieu naturel des eaux stockées sont conditionnés à l'obtention de résultats d'analyses conformément à des limites fixées,
- l'exploitant de la carrière s'engage à informer immédiatement l'ARS de tout incident,
- la remise en état du site ne pourra se faire qu'à partir de matériaux inertes,
- la mise en place d'une surveillance des particules en suspension dans l'environnement,
- la mise en place effective de mesures compensatoires suffisantes permettant de limiter les émissions de poussières.

Installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Tourris

Il n'existe aucune décharge autre que celle des déchets inertes (SDI) exploitée par la société gestionnaire SOTEM. Il s'agit de deux centres de valorisation et d'enfouissement des déchets inertes du bâtiment. Des travaux qui devaient être effectués sous réserve d'une prorogation du permis d'exploitation, ne l'ont pas été. Il s'agit du re-talutage du talus situé au sud et la création du bassin de rétention des eaux de ruissellement, qui devaient donc contenir les eaux transitant par ce talus.

Le bureau d'études EKOS, en charge du dossier de demande d'autorisation d'exploiter du site, a transmis le rapport d'étude de stabilité des terres réalisé par Antea. En 2008, Antea a préconisé la stabilisation du talus par la mise en place d'une banquettes sur le flanc du talus pour renforcer sa sécurité et affecter à l'ensemble du talus une pente maximale de 30°.

En 2013 la société SOTEM avait en projet de redessiner la géométrie du talus en rajoutant des matériaux depuis le pied de versé pour essayer de réduire les pentes du talus ainsi que la mise en place d'un bassin de collecte des eaux au pied de ce même talus.

Sites militaires de Tourris

C'est une ICPE soumise à un contrôle triennal par le Contrôle Général des Armées.

Les lieux de vie sont équipés de dispositifs d'assainissement non collectif qui sont régulièrement contrôlés et entretenus.

Un chenil est raccordé à une fosse septique.

Mis à part les véhicules qui ne peuvent rouler sur la voie publique (moins de 10), les véhicules ne sont pas entretenus sur le site.

135) Utilité publique

La déclaration d'utilité publique est nécessaire et demandée :

- pour les travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, au titre du code de l'environnement et du code de la santé publique,
- pour l'instauration des périmètres de protection du captage (immédiate, rapprochée et éloignée), au titre du code de l'environnement et du code de la santé publique,
- pour l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre du code de la santé publique,
- afin de pouvoir procéder aux acquisitions et à l'instauration des servitudes d'utilité publiques indispensables à la protection du captage, après enquête parcellaire conjointe portant sur les propriétés impactées, au titre du code de l'expropriation,

et pour obtenir

- l'autorisation sanitaire de traiter et distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, au titre du code de la santé publique,
- la déclaration de création du captage et l'autorisation de prélèvement d'eaux souterraines au titre du code de l'Environnement.

Les pièces du dossier présentent la demande de déclaration d'utilité publique :

Pièce B1 pour la mise en place des périmètres de protection et les travaux de dérivation et de prélèvement, pour la demande d'autorisation de prélèvement d'eau au titre du code de l'environnement,

Pièce B2 pour la mise en place des périmètres de protection et les travaux de dérivation et de prélèvement, pour la demande d'autorisation de prélèvement et de distribution de l'eau au titre du code de la santé publique,

Pièce B3 pour la mise en place des périmètres de protection du captage et les travaux de dérivation et de prélèvement des eaux de la source, pour l'acquisition du périmètre de protection immédiate et servitudes d'utilité publique des périmètres de protection du captage, au titre du code de l'expropriation.

Afin d'exploiter la source de saint Antoine, les éléments suivants sont donnés dans les pièces du dossier pour justifier de l'utilité publique.

C'est d'abord une démarche de régularisation de mise en conformité réglementaire pour l'exploitation de la source de saint Antoine qui a été initiée par la ville de Toulon puis reprise par la Métropole TPM.

C'est l'obligation de mettre en place des périmètres de protection autour de cette ressource pour la sécuriser.

C'est pour répondre à la demande en eau potable des toulonnais qui augmente en période estivale en raison de la fréquentation touristique en particulier durant les mois de juillet et août.

C'est pour répondre à la raréfaction de la ressource en raison des changements climatiques et afin de diversifier l'alimentation de la ressource.

C'est pour réduire les volumes prélevés à partir de la retenue de Carcès classé en zone de répartition des eaux (ZRE zone présentant une insuffisance des ressources par rapport aux besoins) permettant une gestion équilibrée des prélèvements.

C'est pour détenir la maîtrise foncière des parcelles impactées par le périmètre de protection immédiate de la source saint Antoine qui est une obligation imposée par le code de la santé publique.

C'est pour permettre l'établissement d'une servitude d'utilité publique sur les périmètres de protection du captage qui impose des interdictions et réglementations.

136) Enquête parcellaire

L'enquête parcellaire est conjointe avec la demande de déclaration d'utilité publique.

Cette enquête a pour but de déterminer avec précision les terrains et immeubles affectés par la réalisation du projet et d'aviser leurs propriétaires en amont de l'arrêté les déclarant ou cessibles au bénéfice de la Métropole TPM ou fixant les servitudes d'utilité publique les contraignant désormais.

L'engagement de la procédure a été voté et approuvé au conseil métropolitain de la Métropole TPM le 23 novembre 2018 et a été complété par une délibération modificative prise le 30 septembre 2021, délibération précisant le périmètre de la DUP suite à la modification de la délimitation du périmètre de protection immédiat par l'hydrogéologue agréé en date du 29 juillet 2021.

L'emprise de la déclaration d'utilité publique concerne l'ensemble des parcelles impactées par le projet, soit un total de 93 parcelles ou emprises dépendant du domaine public et non cadastrées, réparties entre 45 propriétaires sur le territoire des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux.

Ce projet ne nécessite pas de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme(PLU) des communes concernées avec le projet.

Le périmètre de protection immédiate (PPI) d'une superficie d'environ 6 700 m² est constitué de 3 parcelles en section EW.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est constitué :

- d'un premier périmètre principal PPR P incluant le périmètre de protection immédiate d'une surface d'environ 34 ha sur le territoire de Toulon constitué de 77 parcelles en section EW,
- de deux périmètres de protection rapprochée disjoints sur la commune du Revest-les-Eaux,
 - le PPR DM disjoint amont d'une superficie d'environ 1,4 ha constitué de 5 parcelles en section AR et de 4 en section AS,
 - le PPR DV disjoint aval d'une superficie d'environ 1,5 ha constitué de 5 parcelles en section AP et de 2 en section AR.

137) Travaux, Financement

Les travaux sont situés :

Dans la zone du périmètre de protection immédiate (PPI) :

- pour la clôture d'au moins 2,5 m de haut du périmètre de protection immédiate et la mise en place d'un système de vidéosurveillance afin de sécuriser les point d'accès à l'eau (gouffre, galerie et station de pompage),
- pour la remise en état du bâtiment de l'usine de traitement et modification et la mise en place des systèmes de traitement et de transport de l'eau avec la mise en place d'un système de surveillance de la qualité de l'eau.

Ces travaux sont compatibles avec les règles d'urbanisme définies dans les zones UC et Nc concernées, notamment dans le secteur Nc où les extensions mineures liées aux constructions et installations nécessaires au service public sont autorisées.

Dans la zone du périmètre de protection rapprochée disjoint aval

- pour la mise en place d'un système d'alerte sur la qualité de l'eau du Las.

Le financement

La pièce B3 du dossier donne une estimation sommaire des dépenses engendrées par l'opération.

Il est ainsi estimé

Désignation	€
Analyses et études préalables	17 600
Frais de géomètre	2 232
Frais de saisines des services de la publicité foncière	1 432
Frais accessoires	1 000
Coût de la remise en service de la source	380 600 HT
Coût des acquisitions foncières	25 000
Total estimé	427 864 €

Il n'a pas été prévu d'indemnisation au regard de la mise en place de la servitude d'utilité publique au vu des faibles contraintes que génèrent les périmètres de protection instaurés à l'égard des parcelles concernées.

Le coût total des études, des travaux, des mesures protection et des acquisitions foncières s'élève à environ 427 864 €. Le financement des coûts induits par cette opération est prévu au budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.

Au printemps 2021, des travaux destinés à la sécurisation des falaises dominant la source saint Antoine et le magasin carrefour market ont débuté sur la parcelle EW 0263 (constituant le périmètre de protection immédiate de la source saint Antoine) afin de conforter le front de taille de l'ancienne carrière et de purger les blocs instables.

138) Moyen de traitement, de surveillance et d'alerte

La filière de traitement des eaux de la source sera composée : d'une désinfection aux ultraviolets (U.V.) située en amont de la bache de contact, d'une chloration avec injection de chlore dans la bache de contact, d'une chloration avec injection de chlore dans le réservoir de saint Antoine inférieur.

La mesure du carbone organique total (COT) sera effectuée avec un "COT mètre" qui permet de mesurer toute forme de pollution organique : industrielle, humaine et agricole. La mesure du COT se fera en continu.

La turbidité de l'eau sera mesurée à l'aide d'un turbidimètre très sensible pouvant détecter des valeurs aussi faibles que 0.001 NTU. La turbidité de l'eau sera mesurée en continu.

Ces équipements de contrôle de la qualité de l'eau seront complétés d'une mesure de pH et de T°, d'une mesure de conductivité et d'un biodétecteur type Truotest.

Un débitmètre est installé sur la lame en aval du captage, il mesure en continu l'eau brute laissée au milieu naturel à l'aval du prélèvement. Il sera muni, d'un module de commande de réduction de la dérivation en période d'étiage.

Un compteur installé dans l'usine permet la mesure du débit de l'eau prélevée.

Les points de prélèvement retenus pour les analyses du contrôle de la qualité de l'eau sont les suivants :

- EB : Eau brute - prélèvement dans la galerie, sur l'arrivée gravitaire,
- ERU : Eau Refoulée Usine - Prélèvement en sortie de la bache de contact,
- ED : Eau de Distribution - L'eau chlorée de Saint Antoine est mélangée à l'eau de Dardennes ; prélèvement en sortie du réservoir inférieur.

L'ensemble des analyseurs qui permettent de détecter la moindre détérioration de la qualité de l'eau traitée est doté d'alarme en cas de valeurs anormales. Toutes les alarmes sont transmises directement à l'agent d'astreinte 24h/24h qui prévient immédiatement la hiérarchie.

Des mesures anti-intrusion sont prises sur chacune des installations afin de se prémunir de tout acte de malveillance qui sont complétés par un dispositif de vidéosurveillance.

En cas d'anomalie détectée (intrusion, alarme traitement), l'usine est automatiquement arrêtée et les agents d'exploitation interviennent pour vérifier et contrôler la situation.

14) **Composition du dossier d'enquête**

Le dossier a été réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils au profit du maître d'ouvrage.

Il comprend 3 parties :

- A : Préambule et résumé non technique,
- B : Dossier enquête de déclaration d'utilité publique,
- C : Dossier d'enquête parcellaire.

La partie A est composée du résumé non technique et de 7 annexes.

Le résumé non technique de 11 pages identifie le demandeur, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) et le responsable du projet, la direction de l'Eau et de l'Assainissement de la MTPM. Il est fait une présentation sommaire du projet, des objectifs et du contenu du dossier.

L'annexe 1, de 13 pages, donne les délibérations de MTPM approuvant le projet du 23 novembre 2018 et du 30 septembre 2021.

Les annexes 2, 4 et 5 sont les plans des périmètres de protection et le schéma régissant la procédure.

L'annexe 3, de 23 pages, constitue le rapport de l'expert hydrogéologue agréé du 29 juillet 2021 (ce document annule et remplace les rapports du 2 mars 2018, du 4 décembre 2020 et du 8 avril 2021) qui délimite les périmètres de protection de la source saint Antoine.

L'annexe 6, de 15 pages, rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

L'annexe 7 est un glossaire d'abréviation.

La partie B, dossier d'enquête d'utilité publique, comporte 3 volets, le volet B1 au titre du code de l'environnement, le volet B2 au titre du code de la santé publique et le volet B3 au titre du code de l'expropriation.

Le volet B1 constitue la demande d'autorisation de prélèvement au titre du code de l'environnement et comprend une notice de présentation de 70 pages avec 9 annexes, 39 figures et 7 tableaux.

Dans cette notice, il est rappelé la présentation générale du projet, l'environnement du captage, le contexte géologique, hydrologique, les incidences du prélèvement et enfin les mesures de protection et les moyens d'alerte et de surveillance.

L'annexe B1-1 est un extrait de la carte géologique au 1/50 000e du BRGM.

L'annexe B1-2 est une note de 2 pages du service interarmées des munitions sur le site militaire de Tourris.

L'annexe B1-3 constitue le dossier synthétique de 21 pages du site Natura 2000 pour le Site d'Intérêt Communautaire (SIC) identifié FR9301608 et la Zone de Protection Spéciale (ZPS) identifiée FR9312016.

L'annexe B1-4 est l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2018 qui décide après étude au cas par cas que le projet n'est pas soumis à étude d'impact.

L'annexe B1-5, de 23 pages, constitue le rapport de l'expert hydrogéologue agréé du 29 juillet 2021 (ce document annule et remplace les rapports du 2 mars 2018, du 4 décembre 2020 et du 8 avril 2021) qui délimite les périmètres de protection de la source saint Antoine.

L'annexe B1-6, de 13 pages, donne les délibérations de MTPM approuvant le projet n°18/11/367 du 23 novembre 2018 et n° 21/09/307 du 30 septembre 2021.

L'annexe B1-7, de 8 pages, présente les résultats des analyses des eaux brutes du 1 janvier 2000 au 31 décembre 2010.

Les annexes B1-8-1 à B1-8-5 présentent les plans des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

L'annexe B1-9, de 11 pages, présente les arrêtés préfectoraux du 9 mars 2021, du 10 septembre 2021 portant autorisation d'exploitation temporaire d'utilisation d'eau prélevée en vue de la consommation humaine à partir de la source saint Antoine.

Le volet B2 constitue la demande d'autorisation de prélèvement et de traitement de l'eau au titre du code de la santé publique et comprend une notice de présentation de 70 pages avec 7 annexes, 39 figures et 7 tableaux.

Dans cette notice, il est rappelé la présentation générale du projet, l'environnement du captage, le contexte géologique, hydrologique, les incidences du prélèvement et enfin les mesures de protection et les moyens d'alerte et de surveillance.

L'annexe B2-1 est un extrait de la carte géologique au 1/50 000e du BRGM.

L'annexe B2-2 est une note de 2 pages du service interarmées des munitions sur le site militaire de Tourris.

L'annexe B2-3, de 23 pages, constitue le rapport de l'expert hydrogéologue agréé du 29 juillet 2021 (ce document annule et remplace les rapports du 2 mars 2018, du 4 décembre 2020 et du 8 avril 2021) qui délimite les périmètres de protection de la source saint Antoine.

L'annexe B2-4, de 13 pages, donne les délibérations de MTPM approuvant le projet n°18/11/367 du 23 novembre 2018 et n° 21/09/307 du 30 septembre 2021.

L'annexe B2-5, de 8 pages, présente les résultats des analyses des eaux brutes du 1 janvier 2000 au 31 décembre 2010.

Les annexes B2-6-1 à B2-6-5 présentent les plans des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

L'annexe B2-7, de 11 pages, présente les arrêtés préfectoraux du 9 mars 2021, du 10 septembre 2021 portant autorisation d'exploitation temporaire d'utilisation d'eau prélevée en vue de la consommation humaine à partir de la source saint Antoine.

Le volet B3 traite des aspects liés à l'expropriation et comprend une notice de présentation de 69 pages avec 15 annexes.

Cette notice est composée d'une présentation générale du projet et de six parties. La partie 1 détaille la notice explicative et la justification de l'utilité publique du projet.

La partie 2 donne le plan de situation.

La partie 3 présente les plans des périmètres de protection, le plan général des travaux et de mesures de sécurisation, les plans délimitant le périmètre des immeubles concernés par la DUP.

La partie 4 présente les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants.

La partie 5 donne une appréciation sommaire des dépenses avec une estimation du coût total et de son financement.

La partie 6 rappelle l'organisation de l'enquête publique et ses effets.

L'annexe B3-1, de 13 pages, donne les délibérations de MTPM approuvant le projet n°18/11/367 du 23 novembre 2018 et n° 21/09/307 du 30 septembre 2021.

L'annexe B3-2, de 23 pages, constitue le rapport de l'expert hydrogéologue agréé du 29 juillet 2021 (ce document annule et remplace les rapports du 2 mars 2018, du 4 décembre 2020 et du 8 avril 2021) qui délimite les périmètres de protection de la source saint Antoine.

Les annexes B3-3-1 à B3-3-5 présentent les plans des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

Les annexes B3-5 et B3-6-1 à B3-6-3 sont les plans de situation et des travaux.

Les annexes B3-7-1 et B3-7-2 donnent le document d'arpentage et de division de la parcelle EW 235.

L'annexe B3-8 est l'arrêté de dispense d'étude d'impact.

Les annexes B3-9-1 à B3-9-4 sont les plans parcellaires PPI, PPR et PPE.

L'annexe B3-10 est l'arrêté de la DUP du barrage de Dardennes.

L'annexe B3-11 présente le détail du montant des travaux.

L'annexe B3-12 est l'évaluation sommaire et globale de France Domaine.

L'annexe B3-13 rappelle les textes régissant la procédure.

L'annexe B3-14, de 11 pages, présente les arrêtés préfectoraux du 9 mars 2021, du 10 septembre 2021 portant autorisation d'exploitation temporaire d'utilisation d'eau prélevée en vue de la consommation humaine à partir de la source saint Antoine.

L'annexe B3-15 donne le schéma de la procédure de captage.

La partie C, compose le dossier d'enquête parcellaire, la notice explicative, de 19 pages, comprend 3 parties : l'objet de l'enquête, les plans parcellaires et les états parcellaires.

La partie 1 présente l'objet de l'enquête et sa justification, les objectifs et le cadre réglementaire de l'enquête parcellaire ;

L'annexe CP1-1 reprend les délibérations de la MTPM du 23/11/2018 et du 30/09/2021.

Les annexes CP1-2 et CP1-3 sont les 7 plans de situation et des périmètres de protection.

La partie 2 est constituée des plans parcellaires indiquant l'ensemble des parcelles à acquérir, potentiellement par voie d'expropriation, dans le périmètre de protection immédiate et localisant les parcelles grevées par les périmètres de protection rapprochée.

Les annexes CP2-1 et CP2-2 constituent les 9 plans parcellaires du dossier d'enquête parcellaire.

La partie 3 présente et explique la forme de l'état parcellaire qui pour chaque parcelle indique l'ensemble des renseignements de la parcelle concernée.

Les annexes CP3-1 et CP3-2 constituent les 4 états parcellaires relatifs à la maîtrise foncière et aux parcelles grevées par les servitudes d'utilité publique des périmètres de protection rapprochée.

15) **Concertation préalable**

Le projet n'a pas fait l'objet d'une procédure de concertation préalable.

16) **Avis des services et compatibilité du projet**

161) La direction départementale des territoires et de la mer du Var (DDTM) a adressé un courrier le 6 octobre 2021 à la Préfecture du Var qui rappelle les avis des services et organismes consultés lors de l'instruction :

- l'ARS PACA a donné un avis favorable, avec observations,
- l'Office Français de la Biodiversité a donné un avis favorable, avec observations,
- la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA a donné un avis réputé favorable,
- le Service Prospectives et Planifications, bureau risques de la DDTM a donné un avis réputé favorable.

Le projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de l'Autorité Environnementale qui, par décision du 12 janvier 2018, ne l'a pas soumis à étude d'impact.

162) L'Agence Régionale de Santé PACA a émis un rapport de 15 pages le 6 octobre 2021.

Il est rappelé que la démarche de régularisation de mise en conformité réglementaire de la source de saint Antoine a été initiée par la ville de Toulon puis reprise par MTPM. Et que Les débits de prélèvement demandés sur la source saint Antoine sont les suivants :

- débit de prélèvement : 150 l/s,
- débit journalier maximum : 12 960 m3/j,
- débit de prélèvement annuel : 4,73 millions de m3/an.

Ce rapport donne quelques éléments justifiant l'utilité publique comme l'augmentation de la demande en eau potable pendant la fréquentation touristique, le besoin de diversifier la ressource et la possibilité d'une gestion plus équilibrée en soulageant les prélèvements effectués dans les autres ressources (Carcès et Dardennes).

Il est ensuite donné les caractéristiques du réseau, des ouvrages, du traitement et des périmètres de protection de la source saint Antoine.

Les travaux de sécurisation du site, notamment pour la réalisation du merlon ont mis à jour des macro déchets qui ont révélé des teneurs anormales en cadmium, plomb cuivre et zinc. Il a été proposé un protocole pour gérer l'enlèvement des déchets.

L'expert hydrogéologue agréé a émis le 1 juin 2021 un avis pour la poursuite de l'exploitation de la source saint Antoine avec les réserves suivantes :

- mettre en place un drain de récupération des éventuelles eaux de ruissellement entre l'amont du merlon et le pied de falaise avec raccordement au réseau pluvial en dehors du périmètre de protection immédiate,
- informer immédiatement le maître d'ouvrage, l'exploitant et l'ARS en cas de contamination accidentelle des terres et/ou des eaux (définition d'un protocole d'alerte au préalable).

163) Compatibilité du projet

Si aucun SAGE ni aucun contrat de rivière ne s'applique à la source de saint Antoine ni au Las, le SDAGE 2016 Rhône-Méditerranée et Corse, en vigueur jusqu'à fin 2021, a défini 9 orientations fondamentales de la politique de l'eau sur le Bassin.

L'exploitation des eaux de la source de saint Antoine est en accord avec le SDAGE Rhône-Méditerranée et Corse 2016 - 2021.

Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables de la commune de Toulon et de la commune du Revest-les-Eaux.

2) ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

21) Désignation du commissaire enquêteur, arrêté préfectoral

Le commissaire enquêteur a été désigné par la désignation du président du Tribunal Administratif de Toulon N° E21000058/83 du 15 octobre 2021, rectifiée par décision du 25 octobre 2021.

L'enquête publique unique avec l'enquête parcellaire conjointe ont été prescrites par l'arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021 rectifié par arrêté préfectoral en date du 29 octobre 2021.

22) Modalités de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 29 novembre 2021 à 0h00 au 17 décembre 2021 à 24h00 soit 19 jours consécutifs.

Le commissaire enquêteur a assuré l'accueil du public en mairie :

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Les autres jours un dossier d'enquête publique était accessible en mairie de Toulon, siège des enquêtes publiques et du Revest-les-Eaux ainsi que sur le site de la préfecture.

Lieux des enquêtes	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Du lundi au vendredi	9h à 12h 14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Du lundi au vendredi	8h30 à 12h 14h00 à 17h30

Les observations et propositions écrites pouvaient être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes, ou formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante : sourcesaintantoine@administrations83.net.

Ces courriels étaient consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet de la préfecture.

23) **Rencontres diligentées par le commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur a rencontré les responsables des services instructeurs le jeudi 18 novembre 2021 :

- monsieur Assanté, chargé de mission ressource du service des eaux et de la biodiversité à la Direction Départementale des Territoire et de la Mer du Var,
- madame Boyé, ingénieure d'études sanitaires à l'Agence Régionale de Santé du Var.

Monsieur Sannier, chef de service du service travaux et sécurisation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a effectué une présentation du projet et la visite des lieux le mardi 23 novembre 2021.

Visite des lieux

La visite des lieux, l'accès à la source à Toulon et les pertes sur le Revest-les-Eaux, s'est déroulée le mardi 23 novembre 2021.

24) **Information effective du public, publicité**

Il n'y a pas eu de concertation préalable.

L'information a été effectuée par plusieurs moyens : journaux, site des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux, affichage de l'avis dans les mairies et sur les endroits habituels d'affichage ainsi que sur les sites spécifiques au projet (source saint Antoine, perte amont et aval du Revest-les-Eaux), courrier aux propriétaires des périmètres de sécurité rapprochée...

Côté dématérialisation, la préfecture du Var a mis un lien donnant accès au dossier d'enquête. Les observations dématérialisées pouvaient être adressées par le public sur une adresse mail dédiée.

L'ensemble de ces formalités est conforme aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral et à la réglementation.

25) **Incidents relevés avant et au cours de l'enquête**

Avant le début de l'enquête il y a eu une modification de l'horaire d'ouverture de la mairie de la commune du Revest-les-Eaux à 14h00 au lieu de 13h30, sur l'avis et sur un document adressé par la Métropole TPM. Ce document a été inséré dans les dossiers de la Préfecture et des mairies de Toulon et du Revest-les-Eaux.

Pendant l'enquête, il a été constaté un dysfonctionnement de l'adresse électronique de la préfecture dû au formatage de l'adresse informatique. Cette anomalie a été corrigée le 17 décembre 2021 et l'adresse de substitution du responsable de la Métropole TPM a permis de recevoir le mail pendant l'enquête publique.

26) **Clôture de l'enquête et modalité de transfert des dossiers et registres**

La clôture de l'enquête s'est déroulée normalement le vendredi 17 décembre 2021 à 16h30 pour la permanence de la mairie de Toulon et à 17h30 pour la mairie du Revest-les-Eaux, et à 24h00 pour la réception des courriers et pour la réception des mails.

27) **Notification du procès-verbal des observations et mémoire en réponse**

Le procès-verbal des observations (voir annexe 1) a été adressé par le commissaire enquêteur le vendredi 24 décembre 2021 au responsable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le mémoire en réponse de la Métropole TPM (voir annexe 2) a été adressé le vendredi 7 janvier 2022.

L'ensemble des questions et réponses est donné en annexe du rapport.

3) **ANALYSE DES OBSERVATIONS**

31) **Dossier d'enquête**

Le dossier de l'enquête publique unique, réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils et remis en forme par les services de la Métropole TPM, mis à la disposition du public comprend 3 parties : partie A un préambule et un résumé non technique, partie B un dossier enquête de déclaration d'utilité publique, partie C un dossier d'enquête parcellaire.

Par nécessité des différentes procédures, les parties et les annexes du dossier sont redondantes avec 5 notices de présentations et 38 annexes pour un total d'environ 600 pages. La pièce A6 est particulièrement détaillée et complète, elle rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

Les différentes parties sont très bien structurées, facilement identifiables dans les sommaires. Non présents initialement dans le dossier, les avis des services instructeurs, la direction départementale des territoires et de la mer du Var et l'agence régionale de santé du Var, y ont été intégrés.

32) **Analyse des observations**

321) **Bilan et climat de l'enquête**

La participation du public a été limitée et peu dense, 16 personnes. La répartition est assez équilibrée entre la mairie de Toulon (10) et celle du Revest-les-Eaux (5), une observation a été adressée par mail et par courrier.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitudes d'utilité publique.

322) Observations propres au commissaire enquêteur

Dans le procès-verbal de synthèse, le commissaire enquêteur a sollicité un complément d'information concernant la délégation de service public, les travaux réalisés, les prescriptions particulières demandées pour les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et enfin sur l'économie possible sur le coût d'achat d'eau à la société Canal de Provence.

323) Analyse des observations

Le maître d'ouvrage a remis par mail du 7 décembre 2021 son mémoire de 93 pages en réponse au procès-verbal de synthèse. Les réponses ont repris la même nomenclature que les questions du PV de synthèse ce qui facilite leur recherche.

Observations du public

2) Le maître d'ouvrage prend en compte la difficulté de gestion du compteur d'eau du propriétaire de la parcelle EW 241 en le déplaçant.

Pour les autres propriétaires, la difficulté d'accès sur leur parcelle par la voie 3850 fermée par un portail demande à être réglée. La Métropole TPM étudie une solution qui sera, après contact, proposée aux propriétaires.

La réponse règle en partie le problème

3) Le coût des travaux de busage de 500 000 € pour les 250 m à buser entre la parcelle AR 157 et le premier regard sur chaussée est trop important dans le cadre de la remise en service de la source saint Antoine.

La réponse est satisfaisante

4) Le maître d'ouvrage a répondu point par point aux questions, sur les prescriptions proposées pour le périmètre de protection rapprochée, de M. et Mme Costa, propriétaires des parcelles EW 68, 69, 125 et 128, situées en zone UEp.

Concernant l'abandon d'ouvrage (anciens puits) il est rappelé que l'évaluation de la détérioration et les travaux de rebouchage sont de la responsabilité du propriétaire.

La réponse est satisfaisante.

Concernant l'ouverture d'excavations interdites au-delà de 2 mètres de profondeur, le maître d'ouvrage précise que la limitation de profondeur n'empêche pas la réalisation de piscines ni la constructibilité mais les fondations devront seulement être adaptées à la disposition de la servitude d'utilité publique. Ainsi, il ne peut être demandé un dédommagement du potentiel constructible.

Le commissaire enquêteur rappelle que lorsque la servitude d'utilité publique (SUP) sera instituée, elle devra figurer en annexe du PLU. Cette SUP constituera une charge qui aboutit à une limitation à l'exercice par les propriétaires de leur droit de construire. Actuellement, le règlement de la zone UEp ne limite pas la construction en raison d'une ouverture d'excavation mais en cas de conflit entre la SUP et le règlement du PLU, c'est la règle la plus sévère qui prévaudra pour la délivrance d'une autorisation d'urbanisme.

En l'état la réponse est à reconsidérer en attente de la réponse de l'ARS sur une possible rédaction complémentaire de cette prescription permettant de concilier la protection de la ressource et le respect des possibilités de construire.

Concernant les dépôts, le maître d'ouvrage indique que les déchets permettant de réaliser du compostage ne sont pas concernés par l'interdiction.

La réponse est satisfaisante.

Concernant les épandages et les rejets, le maître d'ouvrage indique que les installations d'assainissements non collectifs (ANC) existants peuvent être conservées. Il est rappelé la réglementation de l'arrêté du 7 septembre 2009 sur le respect des prescriptions techniques et l'obligation de contrôle des installations.

De même, le coût de la réhabilitation d'un assainissement non collectif si elle s'avère nécessaire, est à la charge du propriétaire qui en a l'obligation dans un délai de 4 ans suivant le contrôle du Service Public ANC.

La réponse est complète, précise et détaillée.

Observations du commissaire enquêteur

5) Un nouveau contrat de délégation de service public d'eau du secteur centre a été approuvé par délibération n° 21/09/283 du conseil Métropolitain du 30/09/2021.

La réponse est satisfaisante

6) Les travaux de remise en service et de modernisation de l'usine saint Antoine ont été réalisés en 2019 pour le remplacement des équipements électromécaniques et en 2020-2021 pour l'installation de réacteurs de désinfection UV permettant la reprise de la production pour un montant de 502 400 € HT.

La mise en service de l'installation a été autorisée par l'ARS en avril 2021 à la suite du contrôle de la qualité des eaux traitées.

La réponse est précise et complète.

7) L'acquisition des parcelles du périmètre de protection immédiate est en cours.

La partie de la parcelle EW 235 de 72 m² a eu un vote à l'unanimité de l'assemblée générale de la copropriété et est en cours de transfert de propriété chez le notaire.

Les parcelles EW 263 et 267 comprises dans le PPI, sont en cours de transfert en pleine propriété et déjà transférées en gestion à la Métropole TPM. Le dossier est sur le point d'être transmis au notaire de la Métropole.

La réponse est suffisante même si la finalité est à confirmer.

8) La mise en place d'un drain de récupération des éventuelles eaux de ruissellement entre l'amon de merlon et le pied de falaise avec raccordement au réseau pluvial en dehors du PPI a été réalisé en deux temps en 2020 et mai 2021 ;

La réponse est satisfaisante.

9) Les éléments d'alerte sont précisés dans le cadre du Plan Intercommunal de Sauvegarde et les modalités de gestion des crises sont donnés en annexe 7 du mémoire en réponse.

La réponse est complète et détaillée.

10) Le panneautage de réduction de vitesse sur la route départementale D 46 limite la vitesse à 50 km/h que sur une partie du tronçon d'environ 1 km. Le reste est limité à 70 km/h. Le maire de la commune du Revest-les-Eaux ne serait pas opposé à ce que la totalité du tronçon soit limitée à 50 km/h.

La réponse est un constat de fait, en complément il serait intéressant de faire une proposition pour limiter la vitesse à 50 km/h sur tout le tronçon.

11) Il est demandé que le long du tronçon d'un km le long de la RD 46, les eaux de ruissellement soient récupérées par des cunettes avant d'être envoyées au réseau pluvial. Actuellement, la récupération par un caniveau à ciel ouvert ne répond pas à cette demande.

Le maître d'ouvrage ne répond pas à la demande.

12) La sécurisation de l'accès de l'avenue du Ragage du mont Faron par une trappe d'accès sécurisée simple, battant double, en remplacement de l'actuel capot métallique est une solution satisfaisante. Son installation devrait être effective fin du 1^{er} semestre 2022.

La réponse est très satisfaisante par sa solution.

13) Les démarches de contrôles par le Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) du restaurant le Drap d'Or et du zoo situés sur le mont Faron pour la mise en conformité de leur installation ANC sont relancées en 2022.

Les éléments de réponse reportent la proposition de solution au cours de l'année 2022.

14) Les contraintes du périmètre de protection éloignée du rapport de l'hydrogéologue sont celles des dispositions réglementaires déjà en vigueur que tout propriétaire se doit de respecter.

La réponse est satisfaisante.

15) Les deux zones de dépôts sauvages ont été débarrassées des déchets et sécurisées par la mise en place d'enrochements.

La réponse est satisfaisante car complète.

16) Le Val d'Aigues est situé en aval des zones d'infiltration du Las donc sans influence sur la source. Le contrôle du taux de nitrate se fait régulièrement et réglementairement avec des valeurs conformes à la norme de 50 mg/l fixée pour la potabilité de l'eau.

La réponse est satisfaisante.

17) La Métropole TPM n'est pas compétente pour faire intégrer les huit prescriptions qui garantissent la qualité de l'eau et demandées par l'Agence Régionale de Santé dans l'arrêté d'exploitation de la société SOMECA.

La réponse est pertinente mais il est nécessaire que cette demande soit reprise par les services de la Préfecture.

18) La société SOTEM confirme que les travaux du bassin de rétention, les pentes des talus et le fossé ceinturant ont été réalisés en 2013 après contrôle par les services de la DDTM du Var fin octobre 2013.

La réponse est satisfaisante.

19) Le maintien d'un débit réservé dans le Las de 45 l/s fait référence à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2021 qui est en fait relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et des périmètres de protection de la retenue de Dardennes et de la source du Ragas et non du Las. Le débit de 25 l/s reste le débit réservé du Las.

La réponse est satisfaisante.

20) L'exploitation de la source saint Antoine est de nature à diminuer le montant de l'achat d'eau à la société Canal de Provence, mais cette ressource restera d'une part un moyen de limiter le prélèvement de la ressource de la retenue de Carcès et d'autre part d'adapter la ressource à la demande, notamment en période estivale. Le montant de l'ordre de 2 millions €/an est toutefois à mettre en regard des 502 400 € qui ont été nécessaires pour les travaux.

La réponse est acceptable.

21) Les travaux concernant les barrages de Dardennes et de Carcès vont limiter la ressource en eau brute de l'aire toulonnaise pendant certaines périodes, notamment lors des vidanges des retenues, nécessitant un achat plus important d'eau à la SCP et justifiant pleinement l'exploitation de la source saint Antoine.

Les périodes critiques sont :

- pour le barrage de Dardennes jusqu'à mai 2022,
- pour le barrage de Carcès de fin 2022 à début 2023 et de 2025 à 2027.

La réponse est satisfaisante.

4) CLOTURE DE L'ENQUETE ET TRANSMISSION DU DOSSIER

L'enquête publique a été clôturée le vendredi 17 décembre 2021 à 16h30 pour la permanence de la mairie de Toulon et à 17h30 pour la mairie du Revest-les-Eaux, et à 24h00 pour la réception des courriers et pour la réception des mails.

Les registres d'enquête et les différentes pièces des dossiers, le rapport et ses conclusions ont été remis au représentant de la Préfecture du Var.

5) ANNEXES

- Annexe 1 : Procès-verbal de synthèse
- Annexe 2 : Mémoire en réponse de MTPM
- Annexe 3 : Conclusions DUP travaux source St Antoine TLN
- Annexe 4 : Conclusions DUP périmètres et SUP St Antoine TLN
- Annexe 5 : Conclusions autorisation prélever l'eau St Antoine TLN
- Annexe 6 : Conclusions Utiliser l'eau St Antoine TLN
- Annexe 7 : Conclusions DUP acquisition PPI St Antoine TLN
- Annexe 8 : Conclusions cessibilité PPI St Antoine TLN
- Annexe 9 : État des envois et retours notifications individuelles
- Annexe 10 : Constat huissier
- Annexe 11 : Avis CM 17 12 2021 Toulon
- Annexe 12 : Avis CM le Revest les Eaux
- Annexe 13 : Complément dossiers St Antoine
- Annexe 14 : Désignation CE 15 10 2021
- Annexe 15 : Désignation CE 25 10 2021
- Annexe 16 : Certificat début affichage Toulon
- Annexe 17 : Certificat début affichage Le Revest les Eaux
- Annexe 18 : Certificat fin affichage Toulon
- Annexe 19 : Certificat fin affichage courriers Toulon
- Annexe 20 : Avis 23 11 2021
- Annexe 21 : Parutions presses 12 11 2021 La Marseillaise
- Annexe 22 : Parutions presses 12 11 2021 Var Matin
- Annexe 23 : Parutions presses 29 11 2021 La Marseillaise
- Annexe 24 : Parutions presses 29 11 2021 Var Matin
- Annexe 25 : Prescriptions proposées pour le PPR

6) **CONCLUSIONS MOTIVEES**

Voir les 6 documents séparés annexes 3 à 8

ANNEXE 1

Département du Var

Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE avec une enquête parcellaire conjointe préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapproché et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

Procès-verbal des observations 29 novembre au 17 décembre 2021

Commissaire enquêteur : B. NICOLAS


Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon
N° E21000058/83 du 15 octobre 2021
rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde le 24 décembre 2021

M. Bertrand NICOLAS
Commissaire enquêteur



Le représentant de la Métropole
Toulon-Provence-Méditerranée

d. SARRIER (Service Protection et Régulation Structures)


Déroulement de l'enquête publique

En application de l'article R123-18 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur remet ce procès-verbal de synthèse des observations reçues pendant l'enquête publique unique prescrite par l'arrêté préfectoral du Var en date du 27 octobre 2021, rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021 relative à la mise en conformité de la source saint Antoine de Toulon.

L'enquête publique a été close le vendredi 17 décembre 2021 à 16h30 à la mairie de Toulon et à 17h30 à la mairie du Revest-les-Eaux pour les permanences, les observations sur les registres et pour la réception du courrier et à 24h00 pour le registre dématérialisé clos par les soins de la préfecture du Var.

1) Bilan comptable des observations

La participation du public a été la suivante :

- 15 personnes se sont déplacées afin de notifier des observations dans les registres, pour remettre un document. Les visites ont eu lieu uniquement pendant les permanences du commissaire enquêteur ;
- 1 mail reçu ;
- 1 courrier avec accusé de réception (identique au mail) ;
- 1 document déposé.

Ce sont 16 personnes qui se sont manifestées au cours de l'enquête publique, dont 10 à la mairie Toulon, 5 à la mairie du Revest-les-Eaux et 1 par mail et courrier.

Aucun propriétaire des parcelles concernées par une superficie d'emprise pour cession nécessaire à la réalisation des travaux ne s'est présenté aux permanences, ni n'a adressé un document.

Parmi les observations relevées, aucune personne n'a prononcé un avis défavorable sur la remise en exploitation de la source saint Antoine.

2) Synthèse des observations

21 Participation du public et climat de l'enquête

La participation du public a été peu dense et assez imitée par rapport au nombre de propriétaires concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée. Le contact est resté courtois avec une préoccupation principale pour chaque intervenant.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Ce courrier par sa forme et ses références au code de l'expropriation a suscité de fortes inquiétudes auprès des personnes peu habituées à ce type de rédaction. Le plan joint indiquait uniquement le périmètre de protection rapprochée sans distinction du périmètre de protection immédiate.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle EW 235 (A) de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a fortement insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitude d'utilité publique.

Le commissaire enquêteur donne ci-dessous l'ensemble des observations, des remarques et des demandes.

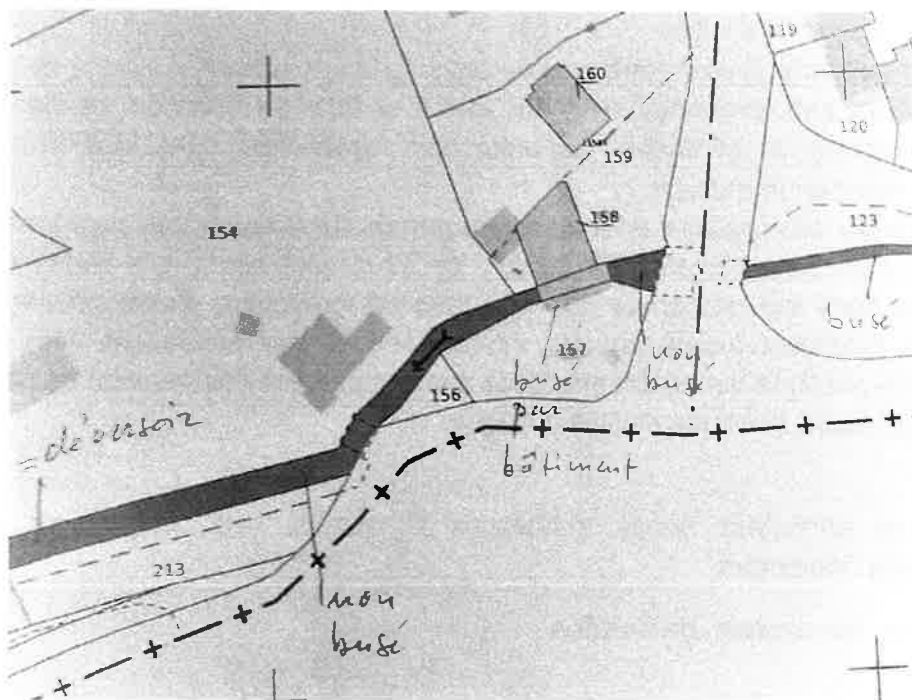
22 Observations, remarques, demandes

221 Du public

- 1) Plusieurs propriétaires se sont présentés afin d'être renseignés sur l'exactitude du contenu du courrier reçu dans le cadre de la mise en conformité de l'exploitation de la source saint Antoine. Sept propriétaires pour le périmètre de protection rapprochée (PPR) de Toulon sont venus, notamment le syndic de la copropriété « Le Mont des Eaux », et quatre propriétaires pour le PPR du Revest-les-Eaux.
- 2) Un portail fermé par un cadenas est en place sur la voie 3850, qui est une voie privée ouverte à la circulation appartenant à la Métropole TPM, au niveau est des parcelles EW 74 et EW 241. Aussi, les propriétaires des parcelles EW 70, 72, 74, 75, 241 et 251 ne peuvent plus accéder à leur terrain.
M. et Mme Terrin signalent, de plus, que leur compteur d'eau situé après le portail au niveau nord-est de la parcelle EW 241 ne peut plus être relevé.
- 3) M. Arnaubec est propriétaire des parcelles AR 157 et 158 sur la commune du Revest-les-Eaux sur lesquelles un garage, NVA pneu, existe depuis 1963. Ce garage d'environ 200 m² n'est soumis ni à déclaration, ni à autorisation au titre d'une installation classée pour l'environnement (ICPE). Il respecte l'élimination des déchets industriels banals (DIB) et souillés (DIS).
Il a adressé un document d'une page avec un plan dans lequel il explique que les eaux de ruissellement qui coulent sur les zones de parking se jettent ensuite

dans un déversoir qui traverse ses parcelles sous le garage. Ce déversoir est en fait busé sur le côté est mais pas sur le côté ouest.

Aussi pour mieux répondre à l'obligation n°15 des prescriptions pour le PPR « Épandages et rejets » figurant en annexe 2 du rapport de l'ARS, il est favorable à ce que le déversoir soit tuyauté dans sa partie ouest.



- 4) M. et Mme Claude COSTA, propriétaires des parcelles EW 68, 69, 125 et 128 sur la commune de Toulon ont adressé un courrier AR de 2 pages, ainsi qu'un mail, dans lequel ils posent des questions et demandent des explications sur les prescriptions, proposées pour les périmètres de protection rapprochée et données en annexe 2 du rapport de l'Agence Régionale de Santé.

Ainsi, il est demandé pour les activités :

- Abandon d'ouvrage : concernant les puits anciens.
Qui et comment est-il déterminé qu'ils sont détériorés ? Et qui paie le « rebouchage dans les règles de l'art » ?
- Excavation : concernant l'ouverture d'excavation autre que les carrières et les gravières interdites au-delà de 2 m de profondeur.
Les nouvelles piscines particulières seront-elles autorisées dans les modifications apportées au PLU suite à cette mise en conformité ?
Si non, qui dédommage la moins-value en cas de vente de la propriété ?
Si oui, quelles seront les normes de construction demandées (notamment / imperméabilité par rapport au sol et produits d'entretien utilisés pour le traitement de l'eau) et quelles seront les dimensions autorisées ?
À ce jour, le PLU nous permettrait de construire un immeuble ou plusieurs maisons sur notre terrain, les 2 m de profondeur maximum empêcheront ou

limiteront, avec les modifications du futur PLU, le potentiel important de nos parcelles.

- Dépôts : les dépôts de déchets type ordures ménagères seront interdits : les composts en particulier (épluchures de légumes, marc de café...) que nous avons le droit de faire et qui nous permettent de faire de l'engrais naturel et biologique et du terreau pour notre potager seront-ils toujours autorisés ?
- Épandage et rejets : il est dit que les épandages d'assainissements non collectifs existants à la date du présent arrêté ne sont pas concernés donc pas interdits, ni à remettre en conformité mais à la page 9 alinéa 5-2-3 du rapport de l'ARS, il est écrit « toutes les activités pouvant nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux du sous-sol sont interdites, les installations et activités existantes sont tenues de prendre les dispositions nécessaires afin de ne pas polluer les eaux souterraines. »
Que comprendre concernant les fosses septiques anciennes donc non conformes aux nouvelles normes écologiques ?
Qui prendra en charge les coûts de remises aux normes ou au raccordement au tout à l'égout (TAE) en cas de futures obligations dans le PLU puisque la loi en vigueur actuelle sur ce sujet n'impose aucune obligation aux propriétaires sauf en cas de vente (et elle s'applique aux futurs acquéreurs dans un délai d'un an après la signature de l'acte authentique) ?

222 Du commissaire enquêteur

- 5) L'exploitation en délégation de service public à la société Véolia dans le cadre d'un contrat de délégation de service public se termine le 31 décembre 2021 pour la production et pour la distribution d'eau potable.
Quelle est la suite donnée à la consultation pour la conclusion d'un nouveau contrat de délégation de service publique de production et de distribution d'eau potable ?
- 6) Les travaux de l'usine de traitement des eaux de la source et de l'installation de la station d'alerte au niveau des pertes de Dardenne ont déjà été effectués. Quelles sont les modalités d'exécution de ces réalisations : maître d'œuvre, descriptif sommaire des travaux, date, durée, coûts, contrôles et validation de la mise en fonctionnement...

Le rapport de l'hydrogéologue agréé du 29 juillet 2021 a émis des prescriptions particulières à respecter, reprises dans le rapport de l'Agence Régionale de Santé.

Il est demandé pour le périmètre de protection immédiate :

- 7) Dans le périmètre de protection immédiate, la Métropole TPM doit acquérir une partie de parcelle, identifiée EW 235 (A) d'une surface de 72 m² appartenant à la copropriété assise sur la parcelle EW 235 et obtenir le transfert de gestion des parcelles EW 263 et 267 de la commune de Toulon vers la Métropole TPM.

Il est demandé un point de situation sur l'avancement de ces procédures qui doivent permettre à la Métropole TPM d'être en pleine possession du périmètre de protection immédiate.

- 8) Suite aux travaux de la phase préliminaire de terrassement et de la réalisation d'un merlon, en raison de l'analyse de l'eau et de l'évacuation des déchets polluants, l'hydrogéologue a émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation de la source saint Antoine sous réserve de la mise en place d'un drain de récupération des éventuelles eaux de ruissellement entre l'amont du merlon et le pied de falaise avec raccordement au réseau pluvial en dehors du PPI. Cet aménagement a-t-il été réalisé ?
- 9) En cas de contamination accidentelle, il est demandé de définir un protocole d'alerte pour informer immédiatement le maître d'ouvrage, l'exploitant et l'Agence Régionale de Santé. Ce protocole a-t-il été élaboré ? Si oui quels sont les intervenants, la procédure et les moyens d'alerte...

Il est demandé pour le périmètre de protection rapprochée :

- 10) Qu'un panneautage soit installé pour réduire la vitesse des véhicules sur la route départementale D46 qui suit le cours d'eau du Las sur un tronçon d'environ 1 km sur la commune du Revest-les-Eaux (annexe 4 du rapport de l'ARS).
- 11) Pour réduire le risque de pollution chronique liée au ressuyage de la route D46 par les eaux superficielles, les eaux de ruissellement doivent être récupérées dans des cunettes avant d'être renvoyées au réseau pluvial.
- 12) Les tracages réalisés à partir de la cavité du Ragage sur le massif du mont Faron ont révélé des connexions plus ou moins rapides avec la source saint Antoine. Le temps de transit entre cette cavité ouverte et la source saint Antoine est de l'ordre de 5 jours.

La cavité est actuellement recouverte d'une dalle bétonnée munie d'un capot métallique. Elle est facilement accessible et constitue un point sensible et vulnérable vis à vis des eaux de la source saint Antoine.

Aussi, le rapport de l'hydrogéologue, repris par le rapport de l'ARS, demande que cette cavité soit entièrement obstruée par la mise en place d'une dalle bétonnée.

Il est demandé dans le périmètre de protection éloignée :

- 13) Il n'a pas été possible d'obtenir d'information sur la nature et l'état de la filière d'assainissement du restaurant le Drap d'Or, ni du zoo. Les démarches administratives ont été apparemment entreprises pour effectuer le contrôle par le Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Métropole TPM. Ces deux établissements se situent au sommet du mont Faron. Il est donc impératif que le SPANC oblige les propriétaires de ces habitations à mettre en conformité leur installation ANC si nécessaire.
- 14) Les contraintes du périmètre de protection éloignée (au nombre de six) du rapport de l'hydrogéologue agréé (p16) ne sont pas reprises par le rapport de

l'Agence Régionale de Santé (p9). La recommandation générale « Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée » est-elle suffisante ?

Il est demandé en dehors du périmètre de protection éloignée

15) Deux zones de dépôts sauvages ont été identifiées :

- Sur la route communale n°100, reliant la commune du Revest-les-Eaux à la carrière SOMECA, au dernier virage avant la carrière : petit dépôt de gravats, ferrailles et plastiques,
- Sur la même route reliant l'aire de stockage à la carrière, au niveau du ravin du Cierge, petit dépôt de déchets verts, gravats et plastiques.

Afin d'éviter ce genre de dépôts sauvages, après les avoir enlevés, il est recommandé, de mettre en place de lourds enrochements dans les délaissés existants.

16) Quatre centres équestres sont implantés en rive droite du Las, à l'aval du Val d'Aigues. La relation entre le Las et la source de saint Antoine a été prouvée par traçage chimique. Existence-ils des mesures prises pour surveiller la pollution pouvant provenir de ces centres en particulier une pollution aux nitrates ?

17) La société SOMECA exploite au lieu-dit «Fierraquet», sur le territoire de la commune du REVEST, une carrière de calcaire. L'Agence Régionale de Santé (ARS) demande que soient spécifiées dans l'arrêté d'exploitation de cette société huit prescriptions (page 33 du dossier B1) qui garantissent la qualité de l'eau.

18) Dans le site de stockage de déchets inertes (SDI) de Tourris, il devait être réalisé des travaux de re-talutage pour diriger les eaux vers un bassin de rétention. En 2013 la société SOTEM avait en projet de redessiner la géométrie du talus en rajoutant des matériaux depuis le pied de verser pour essayer de réduire les pentes du talus ainsi que la mise en place d'un bassin de collecte des eaux au pied de ce même talus. Les travaux ont-ils été effectués ?

Autres

19) L'avis favorable de hydrogéologue agréé est conditionné au maintien d'un débit réservé dans le Las de 45 l/s quelle que soit la saison, il est fait référence à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2021, alors que le dossier indique qu'un débit minimum de 25 l/s correspondant au 1/10^{ème} du module interannuel mesuré entre 2012 et 2015 sera restitué au Las et constituera son débit réservé.

20) La Métropole TPM achète en moyenne pour 3,2 millions de m³ d'eau par an à la société du Canal de Provence (SCP) en provenance du Verdon. Le prélèvement maximal annuel de la source saint Antoine est évalué à 4,73 millions de m³. Quel est le montant moyen annuel du coût d'achat de l'eau à la SCP ? Le prélèvement de la source saint Antoine permettra-t-il de s'affranchir totalement ou en partie de l'achat d'eau à la SCP ?

21) Il est prévu des travaux importants liés à la sécurisation sur les barrages de Dardennes et de Carcés qui peuvent limiter l'approvisionnement en eau de

l'agglomération toulonnaise. Quelle est la nature de ces travaux, leur programmation, leur durée ? Quelles conséquences auront ces travaux sur la production en eau ?

Il vous est demandé de m'adresser sous 15 jours, conformément aux stipulations de l'article R.123-18 du Code de l'environnement, vos observations éventuelles en réponse au regard de chacun des sujets ci-dessus.



***Mise en conformité réglementaire de la source St Antoine sur le territoire de la
commune de Toulon
Enquête publique unique avec enquête parcellaire conjointe***

**Mémoire en réponse de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée (MTPM) aux
observations formalisées dans le PV remis le
24/12/2021 par le commissaire enquêteur
M. Bertrand Nicolas**

A Toulon, le 7 janvier 2022

Le Directeur Général des Services
Techniques
Territoires et Proximité

Didier GOUBÉ

➤ Observation du public n°2 (page 3 sur 8)

- 2) Un portail fermé par un cadenas est en place sur la voie 3850, qui est une voie privée ouverte à la circulation appartenant à la Métropole TPM, au niveau est des parcelles EW 74 et EW 241. Aussi, les propriétaires des parcelles EW 70, 72, 74, 75, 241 et 251 ne peuvent plus accéder à leur terrain.

M. et Mme Terrin signalent, de plus, que leur compteur d'eau situé après le portail au niveau nord-est de la parcelle EW 241 ne peut plus être relevé.

Réponse MTPM :

La Métropole prend bonne note de cette observation, sans lien direct toutefois avec le présent dossier. En effet, le portail situé sur cette voie 3850 à l'entrée du chemin d'exploitation menant au réservoir Saint Antoine supérieur existe historiquement.

La situation soulevée par les propriétaires cités fait ainsi l'objet d'une étude approfondie par les services fonciers et techniques de la Métropole afin de leur répondre au plus vite et solutionner, après analyse, la problématique qu'ils soulèvent. Une prise de contact va être organisée rapidement avec les propriétaires des fonds concernés.

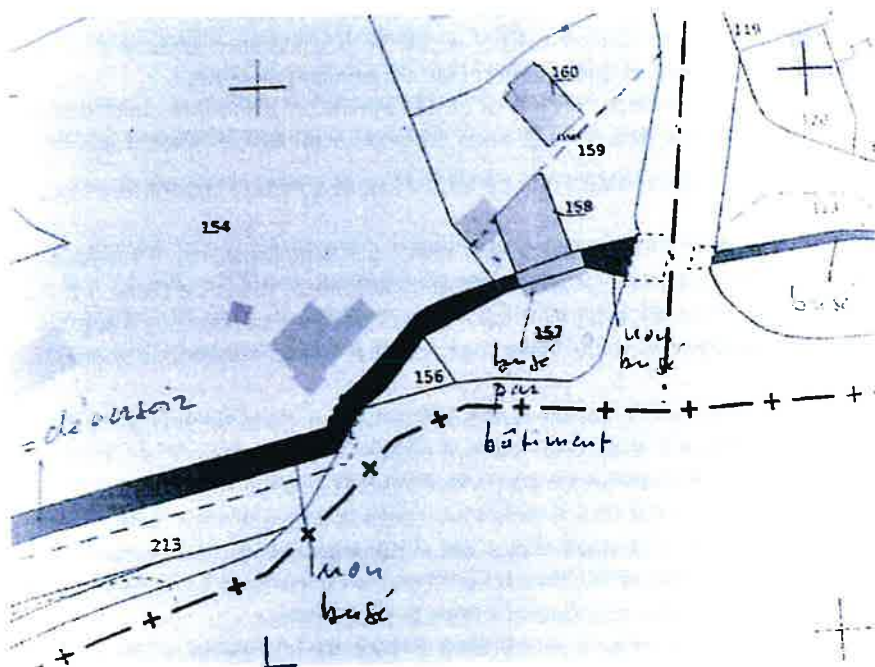
Concernant la gestion du compteur d'eau situé au niveau du portail Nord-Est : Il existe effectivement historiquement un compteur d'eau juste après le portail en bordure de la parcelle EW 241. La Métropole TPM propose de faire déplacer par le délégataire début janvier 2022 ce compteur dans une niche juste avant le portail afin qu'il soit accessible par le propriétaire.

➤ Observation du public n°3 (page 3 et 4 sur 8)

- 3) M. Arnaubec est propriétaire des parcelles AR 157 et 158 sur la commune du Revest-les-Eaux sur lesquelles un garage, NVA pneu, existe depuis 1963. Ce garage d'environ 200 m² n'est soumis ni à déclaration, ni à autorisation au titre d'une installation classée pour l'environnement (ICPE). Il respecte l'élimination des déchets industriels banals (DIB) et souillés (DIS).

Il a adressé un document d'une page avec un plan dans lequel il explique que les eaux de ruissellement qui coulent sur les zones de parking se jettent ensuite dans un déversoir qui traverse ses parcelles sous le garage. Ce déversoir est en fait busé sur le côté est mais pas sur le côté ouest.

Aussi pour mieux répondre à l'obligation n°15 des prescriptions pour le PPR « Épandages et rejets » figurant en annexe 2 du rapport de l'ARS, il est favorable à ce que le déversoir soit tuyauté dans sa partie ouest.



Réponse MTPM :

Sur le secteur objet de la demande il n'existe pas de réseau pluvial canalisé sur l'intégralité de la RD46, mais un caniveau à ciel ouvert entretenu par le département du Var. A cela s'ajoute un séparateur hydrocarbure qui existe sur la route de Toulon au niveau de la Ripelle qui a été curé la semaine n°51 de 2021.

Concernant la demande de busage, le service pluvial de l'antenne technique de TPM responsable de ce secteur a été interrogée sur le sujet et a effectué une première estimation des travaux. En mesurant le linéaire entre la parcelle AR 157 et le 1^{er} regard sur chaussée, il y a environ 250 mètres à buser soit au ratio linéaire de 2000€/m un budget rapidement estimé de 500 000€. Au regard des montants, il n'est pas prévu d'engager ces travaux dans le cadre de l'opération de remise en service de la source St Antoine.

➤ Observation du public n°4 (page 4 et 5 sur 8)

- 4) M. et Mme Claude COSTA, propriétaires des parcelles EW 68, 69, 125 et 128 sur la commune de Toulon ont adressé un courrier AR de 2 pages, ainsi qu'un mail, dans lequel ils posent des questions et demandent des explications sur les prescriptions, proposées pour les périmètres de protection rapprochée et données en annexe 2 du rapport de l'Agence Régionale de Santé.

Ainsi, il est demandé pour les activités :

- Abandon d'ouvrage : concernant les puits anciens.
Qui et comment est-il déterminé qu'ils sont détériorés ? Et qui paie le « rebouchage dans les règles de l'art » ?
- Excavation : concernant l'ouverture d'excavation autre que les carrières et les gravières interdites au-delà de 2 m de profondeur.
Les nouvelles piscines particulières seront-elles autorisées dans les modifications apportées au PLU suite à cette mise en conformité ?
Si non, qui dédommage la moins-value en cas de vente de la propriété ?
Si oui, quelles seront les normes de construction demandées (notamment / imperméabilité par rapport au sol et produits d'entretien utilisés pour le traitement de l'eau) et quelles seront les dimensions autorisées ?
À ce jour, le PLU nous permettrait de construire un immeuble ou plusieurs maisons sur notre terrain, les 2 m de profondeur maximum empêcheront ou limiteront, avec les modifications du futur PLU, le potentiel important de nos parcelles.
- Dépôts : les dépôts de déchets type ordures ménagères seront interdits : les composts en particulier (épluchures de légumes, marc de café...) que nous avons le droit de faire et qui nous permettent de faire de l'engrais naturel et biologique et du terreau pour notre potager seront-ils toujours autorisés ?
- Épandage et rejets : il est dit que les épandages d'assainissements non collectifs existants à la date du présent arrêté ne sont pas concernés donc pas interdits, ni à remettre en conformité mais à la page 9 alinéa 5-2-3 du rapport de l'ARS, il est écrit « toutes les activités pouvant nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux du sous-sol sont interdites, les installations et activités existantes sont tenues de prendre les dispositions nécessaires afin de ne pas polluer les eaux souterraines. »
Que comprendre concernant les fosses septiques anciennes donc non conformes aux nouvelles normes écologiques ?
Qui prendra en charge les coûts de remises aux normes ou au raccordement au tout à l'égout (TAE) en cas de futures obligations dans le PLU puisque la loi en vigueur actuelle sur ce sujet n'impose aucune obligation aux propriétaires sauf en cas de vente (et elle s'applique aux futurs acquéreurs dans un délai d'un an après la signature de l'acte authentique) ?

Réponse MTPM :

Concernant l'abandon d'ouvrage (les puits anciens), l'appréciation de détérioration du puits et de son fonctionnement reste sous la responsabilité et à l'appréciation du propriétaire. Les travaux de rebouchage de ces puits restent sous la responsabilité et à la charge exclusive des propriétaires concernés.

Concernant l'ouverture d'excavation autre que les carrières et les gravières interdites au-delà de 2 mètres de profondeur :

La limitation de profondeur d'excavation telle que préconisée dans la notice de l'ARS n'empêche pas la réalisation de piscines ni de réduire la constructibilité permise à ce jour par les dispositions du PLU. Les fondations des constructions projetées devront seulement être adaptées afin de respecter cette nouvelle disposition protectrice de la ressource exploitée.

De ce fait, la question d'un dédommagement au regard d'une dépréciation de la valeur des parcelles citées en raison d'une limitation du potentiel constructible est sans objet.

Une proposition de rédaction complémentaire permettant de concilier la protection de la ressource et le respect des possibilités de construire actuelles dans les périmètres de protection rapprochée du captage a toutefois été soumise à l'ARS, fort de cette remarque.

Concernant les dépôts :

Les prescriptions présentées dans le dossier soumis à l'enquête publique interdisent uniquement le dépôt de déchets susceptibles d'altérer la qualité des eaux (Déchets de types ordures ménagères, produits radioactifs, immondices, ...), les déchets de types épluchures de légumes et marc de café précisés pouvant-être compostés et participant à la réalisation de composts naturels ne sont donc pas concernés.

Concernant les épandages et rejets :

De façon détaillée concernant sur les écrits de Mr et Mme COSTA, il convient de préciser certains points :

- Concernant la partie du courrier *« Il est dit que les épandages d'assainissements non collectifs existants à la date du présent arrêté ne sont pas concernés donc pas interdits, ni à remettre en conformité mais à la page 9 aliéna 5-2-3 du rapport de l'ARS, il est écrit « toutes les activités pouvant nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux du sous-sol sont interdites, les installations et activités existantes sont tenues de prendre les dispositions nécessaires afin de pas polluer les eaux souterraines. » » :*

Les éléments précisés dans le dossier présenté à l'enquête publique et dans le rapport de l'ARS sont compatibles. En effet, les installations ANC existantes peuvent-être maintenues.

Ces installations doivent, dans tous les cas respecter la réglementation en vigueur et notamment l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/lj de DBO5 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, et précisant dont son Art. 4 : *« Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique. ...Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine... »*

Le contrôle des installations ANC est également réglementé et obligatoire. Il s'établit sur la base de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales qui précise notamment une obligation de contrôle pour les collectivités compétentes des ANC avant le 31/12/2012. Et en cas de non-conformité des installations, le propriétaire de l'ANC dispose d'un délai :

- de 4 ans afin de réhabiliter leur ANC (Cette obligation de réhabilitation dans un délai de 4 ans suivant le contrôle du SPANC découle du L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique),
 - d'1 an en cas de vente afin de réhabiliter leur ANC.
- Concernant la partie du courrier « *que comprendre concernant les fosses anciennes donc non conformes aux nouvelles normes écologiques* » :
- « Ancienne » ne signifie pas « non conforme », le SPANC de la Métropole TPM a vocation de s'assurer de la conformité de l'ANC vis-à-vis de la réglementation au moment de l'installation et de l'absence de nuisances et/ou danger.
- Concernant la partie du courrier « *qui prendra en charge le cout de mise aux normes ou de raccordement au tout-à-l'égout ...* »

Le cout de la réhabilitation d'un ANC est à la charge du propriétaire (de l'acquéreur en cas de vente cf. réponse ci-avant).

Le cout du branchement neuf est à la charge du propriétaire.

- Concernant la partie du courrier « *...en cas de future obligation dans le PLU* »

L'ensemble des parcelles de Mr et Mme COSTA est déjà en zone U (Uep). Le PLU précise les éléments ci-dessous.

Extrait du PLU de Toulon p.57 Point UE4 :

2°) Assainissement

1) Eaux usées

Un terrain doit être desservi par un réseau public d'assainissement soit directement soit par l'intermédiaire d'un réseau privé sous réserve de capacités techniques suffisantes.

Toute construction à usage d'habitation ou abritant des activités, doit évacuer ses eaux et matières usées sans aucune stagnation par des canalisations souterraines raccordées au réseau public collectif d'assainissement, conformément aux règlements en vigueur.

Les eaux résiduaires non domestiques doivent être évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

L'évacuation des eaux et matières usées dans les fossés est interdite.

En cas de plusieurs constructions sur un même terrain, un seul branchement au réseau public sera autorisé sauf impossibilité technique.

2) Eaux pluviales = se référer aux dispositions communes applicables à l'ensemble des zones

En outre c'est l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique qui fixe l'obligation de raccordement et pas le PLU.

- Concernant la partie du courrier « *puisque la réglementation en vigueur actuelle n'impose aucune obligation aux propriétaires sauf en cas de vente* »

Ce point n'est pas exact.

L'obligation de réhabilitation dans un délai de 4 ans suivant le contrôle du SPANC découle du L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique, et l'obligation de réhabilitation dans l'année en cas de vente (dont ils parlent dans leur courrier) découle lui de l'article L.271-4 du Code de la Construction et de l'Habitat.

Il est à noter que sur les parcelles propriétés de Mr et Mme COSTA référencées EW 68, 69, 125 et 128 il n'y a qu'une seule habitation et aucune installation ANC n'est référencée par le service SPANC de la métropole TPM. De plus cette habitation n'apparaît pas comme assujettie à la redevance d'assainissement ce qui signifie qu'il ne semble pas que cette habitation soit raccordée au réseau d'assainissement collectif. La métropole TPM invite donc Mr et Mme COSTA à prendre attache auprès du SPANC (au 04 94 93 70 76 et spanc@metropoletpm.fr) pour qu'une visite de son ANC soit réalisée.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°5 (page 5 sur 8)

- 5) L'exploitation en délégation de service public à la société Véolia dans le cadre d'un contrat de délégation de service public se termine le 31 décembre 2021 pour la production et pour la distribution d'eau potable.

Quelle est la suite donnée à la consultation pour la conclusion d'un nouveau contrat de délégation de service publique de production et de distribution d'eau potable ?

Réponse MTPM :

Un nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'eau du secteur centre comprenant les communes de Toulon, du Revest-Les-Eaux, du Pradet et de la Valette-du-Var et le périmètre de l'EX SIAE « La Valette-du-var, la Garde, le Pradet » a été approuvé par délibération n° 21/09/283 du Conseil Métropolitain du 30/09/2021 (copie jointe en annexe 1).

La société CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE-PROCEDES MP OTTO pour la concession sous forme de délégation de service public relative à l'exploitation du service de production et de distribution d'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, le Revest-les-Eaux, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE la Valette-du-Var, la Garde et le Pradet à compter du 1^{er} janvier 2022 pour s'achever le 31 décembre 2033, soit une durée de 12 ans.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°6 (page 5 sur 8)

- 6) Les travaux de l'usine de traitement des eaux de la source et de l'installation de la station d'alerte au niveau des pertes de Dardenne ont déjà été effectués. Quelles sont les modalités d'exécution de ces réalisations : maître d'œuvre, descriptif sommaire des travaux, date, durée, coûts, contrôles et validation de la mise en fonctionnement...

Réponse MTPM :

Les travaux de remise en service et de modernisation de l'usine Saint Antoine, à l'arrêt depuis 2010, ont été réalisés par le concessionnaire Veolia dans le cadre des avenants n° 3 et n° 6 au contrat de délégation de service public courant jusqu'au 31/12/2021, sous le contrôle de la Métropole TPM.

Ces travaux d'un montant total de 502 400,00 € HT ont été réalisés en deux temps :

- En 2019, au titre de l'avenant 3 consistant au remplacement des équipements électromécaniques (pompes d'exhaure, pompes de reprise) et des équipements de désinfection (chloration), à la réfection de l'étanchéité de la bache de reprise et installation d'une centrale d'alerte pour un montant de 121 800 € HT. Ces travaux ont été réceptionnés le 14/11/2019 (Constat de réalisation des travaux Saint Antoine AVT 3 joint en annexe 2).
- En 2020-2021, au titre de l'avenant 6 consistant à l'installation de réacteurs de désinfection UV, au remplacement de l'armoire de commande, et la réalisation des travaux de sécurisation et installation centrale d'alerte sur le Las pour un montant des travaux pour un montant de 380 600 € HT. Ces travaux ont été réceptionnés le 13/12/2021 (Constat de réalisation des travaux Saint Antoine AVT 6 joint en annexe 3).

La mise en service de l'installation a été autorisée par l'ARS en avril 2021, dans le cadre d'une autorisation temporaire, à la suite du contrôle de la qualité des eaux traitées.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°7 (page 5 sur 8)

- 7) Dans le périmètre de protection immédiate, la Métropole TPM doit acquérir une partie de parcelle, identifiée EW 235 (A) d'une surface de 72 m² appartenant à la copropriété assise sur la parcelle EW 235 et obtenir le transfert de gestion des parcelles EW 263 et 267 de la commune de Toulon vers la Métropole TPM.

Réponse MTPM :

Concernant l'acquisition foncière d'une partie de la parcelle EW n° 235 d'une surface de 72 m² est en cours de transmission chez le notaire en vue d'un transfert de propriété imminent. L'acceptation de l'offre d'achat proposée par la Métropole TPM pour l'acquisition de cette partie de parcelle a en effet été formalisée par un vote à l'unanimité effectué lors l'Assemblée Générale de la copropriété de l'immeuble à Toulon sis 804 avenue des Moulins du 15/11/2021 à 14h00 (voir copie du PV joint annexe 4). Le document d'arpentage permettant d'identifier la parcelle du PPI à acquérir a également été réalisé et notifié au syndic (voir documents joint annexe 4).

Concernant les parcelles communales EW 263 et 267 comprises dans le PPI :

Ces parcelles sont en cours de transfert en pleine propriété à la Métropole TPM et d'ores et déjà transférées en gestion à cette dernière en vertu des dispositions suivantes :

- Décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'effet d'exercer les compétences prévues à l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales dont la présente opération ressort (production et distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine).
- Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Toulon en date du 28.03.2019 et du Conseil Métropolitain n° 19/10/286 du 03.10.2019 approuvant la mise à disposition de la Métropole des biens et équipements dévolus à la compétence Service Public d'eau potable.
- Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Toulon en date du 17.12.2020 et du Conseil Métropolitain n° 20/11/228 du 10 novembre 2020 approuvant le transfert en pleine propriété des biens et équipements relatifs à la compétence précitée entre la Ville de Toulon et la Métropole TPM.
- Procès-verbal du 22.02.2021 listant les parcelles affectées à la compétence susvisée comme devant être transférées à la Métropole TPM, dont la présente.

L'acquisition de ces parcelles en pleine propriété est en cours, le dossier est ainsi sur le point d'être transmis également au notaire de la Métropole.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°8 (page 6 sur 8)

- 8) Suite aux travaux de la phase préliminaire de terrassement et de la réalisation d'un merlon, en raison de l'analyse de l'eau et de l'évacuation des déchets polluants, l'hydrogéologue a émis un avis favorable à la poursuite de l'exploitation de la source saint Antoine sous réserve de la mise en place d'un drain de récupération des éventuelles eaux de ruissellement entre l'amont du merlon et le pied de falaise avec raccordement au réseau pluvial en dehors du PPI. Cet aménagement a-t-il été réalisé ?

Réponse MTPM :

Ces aménagements ont bien été réalisés. Ils ont été réalisés en deux temps :

- Temps 1 : La réalisation de l'avaloir pluvial et son raccordement au réseau pluvial existant au niveau de l'avenue des Moulins ont été réalisés en 2020 par l'entreprise SADE, lors des travaux de création de confortement de la piste d'accès située sur la parcelle EW 263. Le plan de recollement est également joint en annexe 5. Ces travaux ont été réceptionnés le 9/09/2020.
- Temps 2 : Réalisation du drain de récupération des éventuelles eaux de ruissellement entre l'amont du merlon et le pied de falaise avec raccordement à l'avaloir EP créé en 2020 a été réalisé en 2021 par le groupement CAN/NGE FONDATIIONS / HYDROKARST/GUINTOLI. Le plan de recollement est joint en annexe 6. Ces travaux ont été réceptionnés le 25/05/2021.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°9 (page 6 sur 8)

- 9) En cas de contamination accidentelle, il est demandé de définir un protocole d'alerte pour informer immédiatement le maître d'ouvrage, l'exploitant et l'Agence Régionale de Santé. Ce protocole a-t-il été élaboré ? Si oui quels sont les intervenants, la procédure et les moyens d'alerte...

Réponse MTPM :

Un protocole d'alerte a été élaboré par la Métropole dans le cadre du Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) en collaboration avec les services de secours (Sapeurs-Pompiers, PC Sécurité Toulon, polices municipales,...), les services de l'état et les délégataires de services publics.

Le protocole sera complété à l'issue de la procédure d'autorisation en cours des données spécifiques à la protection de la ressource de Saint Antoine.

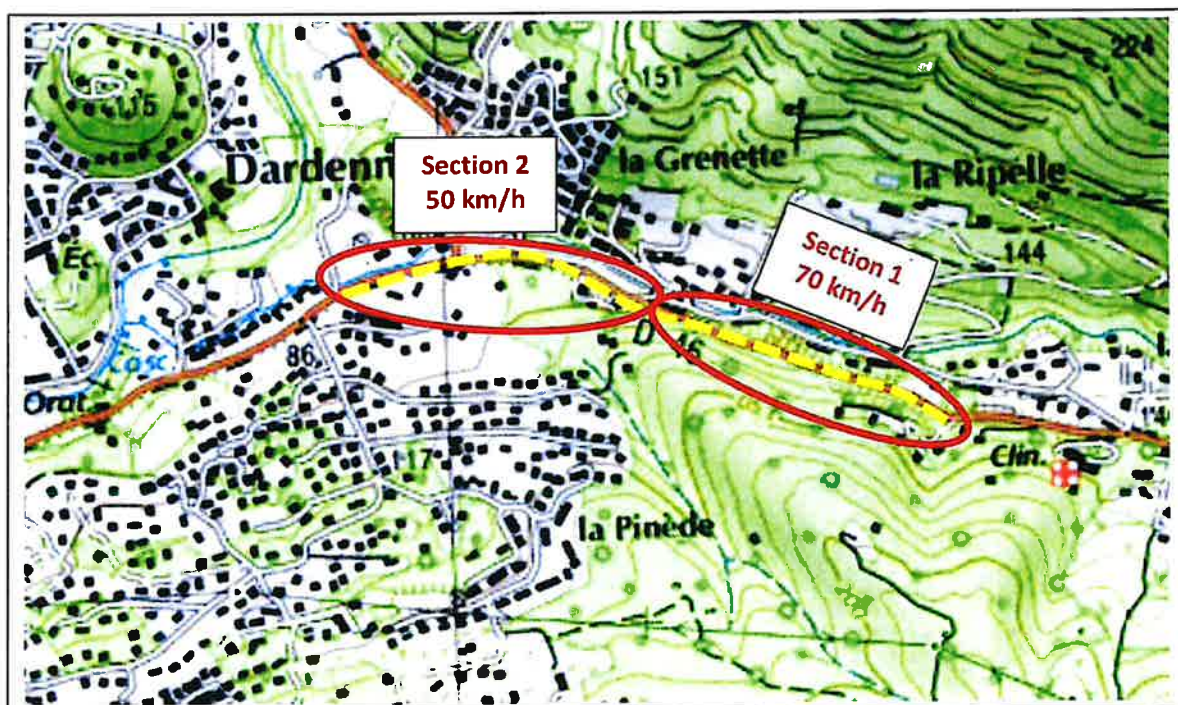
Les modalités de gestion des crises par la personne responsable de la production ou de la distribution de l'eau (PRPDE) sont décrites dans l'annexe 7.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°10 (page 6 sur 8)

10) Qu'un panneau soit installé pour réduire la vitesse des véhicules sur la route départementale D46 qui suit le cours d'eau du Las sur un tronçon d'environ 1 km sur la commune du Revest-les-Eaux (annexe 4 du rapport de l'ARS).

Réponse MTPM :

Sur le tronçon précisé en annexe 4 du rapport de l'ARS la vitesse des véhicules est déjà réduite à 70 km/h sur la section 1 (cf. plan ci-dessous) et à 50 km/h sur la section 2.



➤ Observation du commissaire enquêteur n°11 (page 6 sur 8)

- 11) Pour réduire le risque de pollution chronique liée au ressuyage de la route D46 par les eaux superficielles, les eaux de ruissellement doivent être récupérées dans des cunettes avant d'être renvoyées au réseau pluvial.

Réponse MTPM :

Sur le secteur objet de la demande, le service pluvial de la Métropole de l'Antenne Toulon compétente sur ce secteur, confirme qu'il n'existe pas de réseau pluvial canalisé sur l'intégralité de la RD46, mais un réseau d'eau pluvial sous la forme d'un caniveau à ciel ouvert entretenu par le département du Var à cela s'ajoute un séparateur hydrocarbure qui existe sur la route de Toulon au niveau de la Ripelle qui a été curé la semaine n°51 de 2021.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°12 (page 6 sur 8)

12) Les tracés réalisés à partir de la cavité du Ragage sur le massif du mont Faron ont révélé des connexions plus ou moins rapides avec la source saint Antoine. Le temps de transit entre cette cavité ouverte et la source saint Antoine est de l'ordre de 5 jours.

La cavité est actuellement recouverte d'une dalle bétonnée munie d'un capot métallique. Elle est facilement accessible et constitue un point sensible et vulnérable vis à vis des eaux de la source saint Antoine.

Aussi, le rapport de l'hydrogéologue, repris par le rapport de l'ARS, demande que cette cavité soit entièrement obstruée par la mise en place d'une dalle bétonnée.

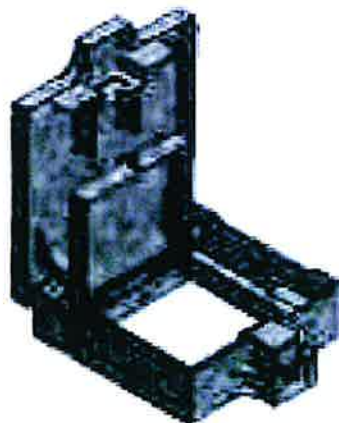
Réponse MTPM :

L'aven du Ragage sur le massif du mont Faron, est effectivement aujourd'hui protégée par une dalle béton munie d'un capot métallique (cf. photo ci-dessous). La sécurisation de cet accès sera renforcée par la mise en place d'une trappe d'accès sécurisée simple battant double répondant aux exigences LPCB (Dispositifs certifiés haute sécurité) niveau 4 ou EN ISO167, en remplacement de l'actuel capot métallique.

Selon les délais d'approvisionnement (assez long en ce moment en raison des difficultés actuelles), son installation pourrait être envisagée fin du 1er semestre 2022 par le nouveau délégataire.



Trappe d'accès sécurisée simple battant double répondant aux exigences LPCB (Dispositifs certifiés haute sécurité) niveau 4 ou EN ISO167



➤ Observation du commissaire enquêteur n°13 (page 6 sur 8)

13) Il n'a pas été possible d'obtenir d'information sur la nature et l'état de la filière d'assainissement du restaurant le Drap d'Or, ni du zoo. Les démarches administratives ont été apparemment entreprises pour effectuer le contrôle par le Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Métropole TPM. Ces deux établissements se situent au sommet du mont Faron. Il est donc impératif que le SPANC oblige les propriétaires de ces habitations à mettre en conformité leur installation ANC si nécessaire.

Réponse MTPM :

- Concernant le Drap d'or, la Métropole TPM (anciennement Communauté d'Agglomération) a saisi par courriers des 24/11/2011 et 08/06/2015, M. BERHENT en qualité de gérant du restaurant (voir copie du courrier joint en annexe 8). Pour le moment cette sollicitation est restée lettre morte. De nouvelles opérations de relance sont prévues pour 2022.
- Concernant le Zoo, la sollicitation date également de la campagne de diagnostic de 2011-2012, sans plus de résultat, mais dans ce cas-là le courrier n'était pas nominatif (envoi en nombre) seul l'étiquetage des enveloppes était personnalisé. De plus il semble que des travaux aient été entrepris. Une nouvelle opération de relance et de contrôle sera réalisée en 2022.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°14 (page 6 et 7 sur 8)

14) Les contraintes du périmètre de protection éloignée (au nombre de six) du rapport de l'hydrogéologue agréé (p16) ne sont pas reprises par le rapport de l'Agence Régionale de Santé (p9). La recommandation générale « Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée » est-elle suffisante ?

Réponse MTPM :

Pour la métropole TPM, la recommandation générale précisée par l'ARS dans son rapport en page 9 semble suffisante car les contraintes énoncées pour le périmètre de protection éloigné figurant dans le rapport de l'hydrogéologue (voir extrait ci-dessous) reprennent des dispositions réglementaires déjà en vigueur que tout propriétaire se doit de respecter.

Extrait du rapport de l'Hydrogéologue

- Les constructions nouvelles seront autorisées en conformité avec le PLU et sous réserve de leur raccordement au réseau public d'assainissement
- Les forages seront soumis à autorisation préalable.
- L'installation de canalisations, réservoirs dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques ou de produits radioactifs sera soumise à étude préalable et accord des administrations en charge,
- L'ouverture de carrières, la mise en dépôt de matériaux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux souterraines seront soumises à études préalables et accord avec les services concernés.
- Les dépôts sauvages devront être supprimés.
- Les assainissements autonomes des différents établissements ou constructions recensés dans ce périmètre éloigné seront soumis à vérification et éventuellement mis en conformité.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°15 (page 7 sur 8)

15) Deux zones de dépôts sauvages ont été identifiées :

- Sur la route communale n°100, reliant la commune du Revest-les-Eaux à la carrière SOMECA, au dernier virage avant la carrière : petit dépôt de gravats, ferrailles et plastiques,
- Sur la même route reliant l'aire de stockage à la carrière, au niveau du ravin du Cierge, petit dépôt de déchets verts, gravats et plastiques.

Afin d'éviter ce genre de dépôts sauvages, après les avoir enlevés, il est recommandé, de mettre en place de lourds enrochements dans les délaissés existants.

Réponse MTPM :

Après contrôle sur les sites concernés le 31 décembre 2021, voici le bilan des deux zones concernées :

- Sur la route communale n°100, reliant la commune du Revest-Les-Eaux à la carrière SOMECA, au dernier virage avant la carrière, il n'y a aucun dépôt de déchets constaté. De plus le site a été sécurisé par la mise en place d'enrochements Voir photo ci-dessous.



- Sur la même route, reliant l'aire de stockage à la carrière, au niveau du Ravin du Cierge, aucun dépôt de déchets n'a été constaté. De plus le site a été sécurisé par la mise en place d'enrochements Voir photo ci-dessous.



➤ Observation du commissaire enquêteur n°16 (page 7 sur 8)

16) Quatre centres équestres sont implantés en rive droite du Las, à l'aval du Val d'Aigues. La relation entre le Las et la source de saint Antoine a été prouvée par traçage chimique. Existente-ils des mesures prises pour surveiller la pollution pouvant provenir de ces centres en particulier une pollution aux nitrates ?

Réponse MTPM :

Le Val d'Aigues se situe à l'aval des zones d'infiltration du Las et ne représente donc pas un risque de contamination pour les eaux de Saint Antoine.

Il n'y a pas de mesure spécifique prise par notre délégataire pour la surveillance de la pollution aux nitrates en dehors des analyses réalisées à fréquence régulière dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux de consommations humaines pilotée par l'ARS. Durant la période de remise en exploitation temporaire ces analyses n'ont jamais fait apparaître de teneurs en nitrates anormales.

Vous trouverez ci-dessous les résultats des analyses de Nitrates, transmis par notre délégataire, obtenus sur Saint-Antoine, ainsi que l'analyse Officielle réalisée dans le cadre du contrôle sanitaire en mars 2021, en annexe 9. Ces résultats permettent de confirmer que ces paramètres sont bien contrôlés et que les valeurs obtenues sont conformes à la norme de 50mg/l fixée pour la potabilité de l'eau.

Date	Nitrates (mg/l)
19/12/2018	8,9
19/01/2021	9,6
17/03/2021	7,8
26/01/2021	9

➤ Observation du commissaire enquêteur n°17 (page 7 sur 8)

- 17) La société SOMECA exploite au lieu-dit «Fierraquet», sur le territoire de la commune du REVEST, une carrière de calcaire. L'Agence Régionale de Santé (ARS) demande que soient spécifiées dans l'arrêté d'exploitation de cette société huit prescriptions (page 33 du dossier B1) qui garantissent la qualité de l'eau.

Réponse MTPM :

La métropole TPM n'est pas compétente pour faire modifier l'arrêté d'exploitation de cette société.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°18 (page 7 sur 8)

18) Dans le site de stockage de déchets inertes (SDI) de Tourris, il devait être réalisé des travaux de re-talutage pour diriger les eaux vers un bassin de rétention. En 2013 la société SOTEM avait en projet de redessiner la géométrie du talus en rajoutant des matériaux depuis le pied de versé pour essayer de réduire les pentes du talus ainsi que la mise en place d'un bassin de collecte des eaux au pied de ce même talus. Les travaux ont-ils été effectués ?

Réponse MTPM :

La société SOTEM interrogée le 30/12/2021 par courriel le 30/12/2021 (Voir copie du courriel joint en annexe 10) et a répondu le 03/01/2022 par courriel (Voir copie jointe en annexe 11)

La réponse de la SOTEM, dont un extrait est précisé ci-après permet de confirmer que l'ensemble des travaux ont été réalisés et leur conformité contrôlée par la DDTM du Var.

Extrait de la réponse jointe en annexe 11

« La SAS SOTEM est effectivement exploitante de l'installation de stockage de déchets inertes du bâtiment sur le plateau de Tourris, dite ISDI Tourris Nord.

Cette exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 8 avril 2013, sous la condition de réalisation d'aménagements avant son ouverture.

Les travaux d'aménagements dont la gestion des eaux de ruissellement ont été réalisés entre avril et octobre 2013, selon le détail que nous joignons en pièce jointe.

La conformité des travaux a été contrôlée par les services de la DDTM du Var en fin octobre 2013, avec avis favorable. L'ouverture de l'ISDI de Tourris-Nord a alors été autorisée par arrêté préfectoral du 6 novembre 2013.

En réponse à l'observation n°18 nous pouvons donc affirmer que les travaux du bassin de rétention, les pentes des talus et le fossé ceinturant ont été réalisés en 2013. »

➤ Observation du commissaire enquêteur n°19 (page 7 sur 8)

- 19) L'avis favorable de hydrogéologue agréé est conditionné au maintien d'un débit réservé dans le Las de 45 l/s quelle que soit la saison, il est fait référence à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2021, alors que le dossier indique qu'un débit minimum de 25 l/s correspondant au 1/10^{ème} du module interannuel mesuré entre 2012 et 2015 sera restitué au Las et constituera son débit réservé.

Réponse MTPM :

L'avis de l'hydrogéologue intègre un renvoi en bas page noté « ² » sur ce point. (Voir extraction ci-dessous) sur ce maintien d'un débit réservé dans le Las de 45l/s quelle que soit la saison. Renvoi sur l'arrêté préfectoral du 3/03/2021 joint en annexe 12, arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté du 31/07/2019 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et des périmètres de protection de la retenue de DARDENNES et de la source du RAGAS sur la commune du Revest-les-Eaux.

Département du Var commune de Toulon source Saint Antoine version 2021

- Mise en place au niveau des pertes du Las d'un dispositif d'alerte matérialisé par l'installation de sondes COT, hydrocarbures, conductivité et turbidité connectées au réseau de surveillance,
- Maintien d'un débit réservé dans le Las de 45l/s quelle que soit la saison.²

Nous donnons un avis favorable à la remise en exploitation de la source Saint Antoine pour un volume annuel maximal de 4.73 millions de m³.


29 juillet 2021

R CAMPREDON
Hydrogéologue agréé
En matière d'eau et d'hygiène publique
Département du Var

² Arrêté préfectoral du 03/03/2021

Périmètre protection SOURCE SAINT ANTOINE R. Campredon 2010-2021

Page 17

Le débit de 25 l/s correspondant au 1/10ème du module interannuel mesuré entre 2012 et 2015 sera restitué au Las et constituera bien son débit réservé.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°20 (page 7 sur 8)

20) La Métropole TPM achète en moyenne pour 3,2 millions de m³ d'eau par an à la société du Canal de Provence (SCP) en provenance du Verdon. Le prélèvement maximal annuel de la source saint Antoine est évalué à 4,73 millions de m³. Quel est le montant moyen annuel du coût d'achat de l'eau à la SCP ? Le prélèvement de la source saint Antoine permettra-t-il de s'affranchir totalement ou en partie de l'achat d'eau à la SCP ?

Réponse MTPM :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (la Métropole TPM), est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 en matière de production et de distribution d'eau potable destinée à la consommation humaine et développe à ce titre un plan d'actions volontariste à destination de la protection de l'environnement et de la préservation des ressources naturelles.

Ce plan d'actions passe notamment par la régularisation de la situation administrative et la modernisation des installations de production d'eau, la recherche de ressources souterraines alternatives pérennes ou la mise en conformité réglementaire de l'exploitation des ressources jusqu'ici utilisées. Dans ce contexte, la Métropole TPM souhaite pouvoir poursuivre la démarche initiée par la Ville de Toulon avant la création de la Métropole tendant à exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique que constitue la Source Saint Antoine. Cette source est en effet utilisée à des fins d'alimentation en eau potable de la population Toulonnaise à minima depuis le XVIII^{ème} siècle mais ne bénéficie cependant que d'autorisations d'exploitation temporaires jusqu'à ce jour.

Le coût moyen des achats d'eau à la SCP est de l'ordre de 2 millions d'€/an dont 1,4 millions de souscriptions (part fixe proportionnelle aux débits souscrits) et 0,6 millions de consommation (part variable proportionnelle aux m³ achetés).

Au-delà de la diminution des achats d'eau, la ressource de Saint Antoine participe à une démarche environnementale du fait de l'adaptation des volumes potentiellement prélevables sur la ressource de la retenue de Carcès, suite à la notification de l'AP de modification du débit réservé imposant un volume de restitution plus important au milieu naturel sensible.

➤ Observation du commissaire enquêteur n°21 (page 7 et 8 sur 8)

21) Il est prévu des travaux importants liés à la sécurisation sur les barrages de Dardennes et de Carcès qui peuvent limiter l'approvisionnement en eau de l'agglomération toulonnaise. Quelle est la nature de ces travaux, leur programmation, leur durée ? Quelles conséquences auront ces travaux sur la production en eau ?

Réponse MTPM :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (la Métropole TPM), s'est engagée depuis la prise de compétence eau à remettre en sécurité les deux barrages de Dardennes et de Carcès, principales ressources en eau brute de l'aire toulonnaise.

Concernant le barrage de Dardennes, les travaux de mise en sécurité démarrés depuis octobre 2020 pour une durée de 20 mois consistent :

- à l'augmentation de la capacité de l'évacuateur de crue de 110 m³/s à 240 m³/s. Ces travaux ont consisté à élargir l'évacuateur existant (Travaux réalisés d'octobre 2020 à septembre 2021).
- Et à la réalisation d'une recharge avale en pied de barrage permettant d'améliorer la stabilité de l'ouvrage (réalisés d'octobre 2021 à mai 2022) afin qu'il soit en capacité de résister à un des événements extrêmes (crue de 400 m³/s). Ces travaux sont actuellement en cours depuis le mois d'octobre 2021 et seront terminés avant l'été 2022.

Concernant le barrage de Carcès, les études de mise en sécurité ont démarré depuis 2020 dès la notification d'un marché de maîtrise d'œuvre. Le planning prévisionnel et la nature des travaux du barrage ne sont à ce jour pas entièrement précisés et seront définis après la réalisation d'un examen exhaustif de l'ouvrage programmé fin 2022 - début 2023. Dans tous les cas, les premiers éléments connus de 2015, laissent entrevoir un programme de travaux sur une durée de 18 à 24 mois que la métropole TPM envisage de programmer de 2025 à 2027.

Les principales conséquences de ces travaux, sont les vidanges des retenues nécessaires durant certaines phases de travaux et d'études (examen exhaustif de Carcès et travaux de confortement du barrage – réalisation de la recharge avale). Les volumes d'eau brute stockés par ces deux retenues respectivement de 1 M de m³ (DARDENNES) et de 8 M m³ (CARCES) ne sont alors plus disponibles et nécessitent la mise en œuvre d'achat d'eau auprès de la Société du Canal de Provence.

ANNEXE

- 1- Délibération n° 21/09/283 du Conseil Métropolitain du 30/09/2021 (Nouvelle DSP)



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20210930-lmc1179991-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 4 octobre 2021
Date d'affichage : 01/10/2021

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
jeudi 30 septembre 2021**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE convoqué le jeudi 30 septembre 2021, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Madame Béatrice VEYRAT-MASSON

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	13	6
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 21/09/283</p> <p>CHOIX DU DELEGATAIRE DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE DU SECTEUR CENTRE COMPRENANT LES COMMUNES DE TOULON, DU REVEST-LES-EAUX, DU PRADET ET DE LA VALETTE-DU-VAR ET LE PERIMETRE DE L'EX SIAE LA VALETTE-DU-VAR, LA GARDE ET LE PRADET</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Hélène BILL, M. Laurent BONNET, Madame Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, Monsieur Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVARD, M. Anthony CIVETTINI, Mme Anaïs DIR, M. Michel DURBANO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Hubert FALCO, Mme Claude GALL-ARNAUD, Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josette MASSI, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI représenté(e) par Mme Sylvie LAPORTE, Mme Nathalie BICAIS représenté(e) par M. Joseph MINNITI, M. Frédéric BOCCALETTI représenté(e) par M. Amaury NAVARRANNE, M. Pierre BONNEFOY représenté(e) par M. Mohamed MAHALI, M. Guillaume CAPOBIANCO représenté(e) par M. Cheikh MANSOUR, M. Franck CHOUQUET représenté(e) par Mme Hélène BILL, M. Laurent CUNEO représenté(e) par Mme Isabelle MONFORT, M. Jean-Pierre EMERIC représenté(e) par Mme Anne-Marie METAL, Mme Pascale JANVIER représenté(e) par Mme Valérie MONDONE, M. Emilien LEONI représenté(e) par Mme Brigitte GENETELLI, Mme Audrey PASQUALI-CERNY représenté(e) par Mme Amandine LAYEC, M. Christian SIMON représenté(e) par Mme Geneviève LEVY, Mme Kristelle VINCENT représenté(e) par Mme Corinne CHENET

ABSENTS :

M. Jean-Pierre COLIN, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, Mme Chantal PORTUESE, Mme Christine SINQUIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE

Séance Publique du 30 septembre 2021

N° D' O R D R E : 21/09/283

**OBJET: CHOIX DU DELEGATAIRE DE SERVICE
PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE
PUBLIC DE L'EAU POTABLE DU SECTEUR
CENTRE COMPRENANT LES COMMUNES
DE TOULON, DU REVEST-LES-EAUX, DU
PRADET ET DE LA VALETTE-DU-VAR ET LE
PERIMETRE DE L'EX SIAE LA VALETTE-DU-
VAR, LA GARDE ET LE PRADET**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1, ainsi que des articles L.1411-1 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération 19/11/400 en date du 13 novembre 2019 approuvant le principe de la délégation de service public le choix du mode de gestion du pour l'exploitation du service d'eau potable du secteur Centre de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et caractéristiques des prestations à assurer – Communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet,

VU l'Arrêté n° AP21/6 du 25 janvier 2021 portant délégation de fonctions et de signature du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à Monsieur Robert CAVANNA, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour le représenter et mener à bien la procédure allant des négociations jusqu'à la rédaction du rapport de l'exécutif dans le cadre de cette procédure,

VU le rapport de Monsieur le Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales proposant de retenir la société CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE – PROCEDES MP OTTO en qualité de délégataire de service public d'eau potable du secteur Centre, à compter du 1^{er} janvier 2022 pour s'achever le 31 décembre 2033, soit une durée de 12 ans,

VU les documents transmis aux membres du Conseil Métropolitain en vertu de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le projet de contrat annexé et ses annexes,

VU l'avis du Comité Technique du 5 novembre 2019,

VU l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux 5 novembre 2019,

VU la décision de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 3 décembre 2020 sur les candidats admis à présenter une offre,

VU l'avis de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 26 janvier 2021 sur les candidats admis à négocier,

VU l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité du 14 septembre 2021,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration générale du 20 septembre 2021,

CONSIDERANT que les contrats actuels de délégation de service public d'eau potable arrivent à leur terme entre le 31 décembre 2021 pour Toulon production, Toulon distribution, la Valette-du-Var, le Pradet, le 30 avril 2023 pour le Revest les eaux et le 31 décembre 2026 pour l'ex SIAE (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau des communes de La Garde, La Valette et Le Pradet) dissout,

CONSIDERANT qu'un avis de concession a été adressé le 28 juillet 2020 et publié sur les supports suivants et aux dates suivantes :

- AWS (profil acheteur) paru le 30/07/2020
- BOAMP : Avis n° 20-95802 paru le 30/07/2020
- JOUE : Avis n°2020 / S 146-360349 paru le 30/07/2020
- Le moniteur : avis n° AO-2032-3285 paru le 01/08/2020,

CONSIDERANT que les candidats étaient invités à remettre leur candidature et leur offre au plus tard le 16 novembre 2020 à 16 h 00,

CONSIDERANT que suite à l'ouverture des plis de candidature le 19 novembre 2020, la Commission de Concession et de Délégation de Service Public s'est réunie le 3 décembre 2020 pour procéder à l'examen des 2 dossiers de candidature remis et a admis les deux candidats à présenter une offre, soit SUEZ EAU France et CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE – PROCEDES MP OTTO,

CONSIDERANT que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public, réunie le 3 décembre 2020 a ensuite procédé à l'ouverture des deux offres reçues des deux candidats admis précités et a considéré en première analyse que les dossiers remis par ces derniers étaient complets,

CONSIDERANT que la Commission de Concession et de Délégation de Service Public réunie le 26 janvier 2021 a rendu son avis sur les offres remises par les candidats SUEZ EAU France et CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE – PROCEDES MP OTTO, par lequel, après analyse, elle recommandait au représentant du Président de la Métropole, autorité concédante, d'engager les négociations avec les deux soumissionnaires précités,

CONSIDERANT qu'une première série de questions sur leur offre respective a été adressée le 28 janvier 2021 par courrier de la Métropole aux deux soumissionnaires qui devaient remettre une réponse pour le 19 février 2021 à 16H00,

CONSIDERANT que deux réunions de négociations ont été organisées par le représentant du Président de la Métropole en présence successivement des soumissionnaires SUEZ EAU France et CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE – PROCEDES MP OTTO, en date du 24 mars 2021,

CONSIDERANT que suite à la séance de négociations, les candidats ont été invités par courrier du 30 mars 2021 à remettre par écrit leurs réponses aux questions soulevées suite aux réunions de négociation et à une nouvelle série de questions pour le 23 avril 2021 à 16H00, puis à une dernière série de questions par courrier du 31 mai 2021 dont les réponses étaient attendues pour le 18 juin 2021 à 12h00,

CONSIDERANT qu'à la suite de ce processus, le représentant du Président de la Métropole a informé par courrier du 13 juillet 2021 les candidats que les négociations étaient arrivées à leur terme et qu'en conséquence ils devaient remettre leur offre finale reprenant le contenu de leur dernière meilleure offre sans que le candidat ne soit invité à présenter une nouvelle offre, pour le 2 août 2021,

CONSIDERANT qu'au regard des conclusions du rapport du Vice-Président, joint à la présente délibération, l'offre du candidat CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE – PROCEDES MP OTTO apparaît comme la plus intéressante financièrement, techniquement et sur le plan de la qualité de service,

CONSIDERANT le projet de contrat pour la délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE la Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet et l'ensemble de ses annexes, joints à la présente délibération,

CONSIDERANT les conditions tarifaires et financières suivantes :

Abonnement au service

Parts fixes par diamètres compteurs en mm	Tarifs par quadrimestre en € HT au 01/01/2022 (usage normal)	Tarifs par quadrimestre en € HT au 01/01/2022 (usage arrosage)
12	12,40	117,61
15	12,40	117,61
20	39,67	117,61
30/32	89,26	117,61
40	158,68	158,68
50	173,56	173,56
60/65	293,31	293,31
80	434,78	434,78
100	679,35	679,35
150 et +	793,40	793,40

Tarif par m3 consommé

Désignation	Coût (au 1er janvier 2022) Part Variable € HT/m3
Usage normal et arrosage	1,1040 € HT / m3

Le montant de chiffres d'affaire de la concession est estimé à 282 421 648 € HT,

CONSIDERANT que le tarif payé par l'utilisateur est amené à évoluer chaque année en fonction des paramètres et indices définis à l'article 7.5 du contrat,

CONSIDERANT que le Concessionnaire est autorisé à percevoir une rémunération complémentaire auprès des usagers ou de la Collectivité pour les prestations facturées sur bordereau des prix, annexe 20 du contrat. Ces prix sont révisés chaque année en fonction des paramètres et indices définis à l'Article 7.8 du contrat,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER le choix de la société CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE – PROCEDES MP OTTO pour la concession sous forme de délégation de service public relative à l'exploitation du service de production et de distribution d'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE La Valette-du-Var, la Garde et Le Pradet à compter du 01 janvier 2022 pour s'achever le 31 décembre 2033, soit une durée de 12 ans. Le contrat ne pourra pas être reconduit par tacite reconduction.

ARTICLE 2

D'APPROUVER l'économie générale et le projet de contrat de concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation du service de production et de distribution d'eau potable du secteur centre comprenant les communes de Toulon, le Revest-les-Eaux, Le Pradet, la Valette-du-Var et le périmètre de l'ex-SIAE Valette-du-Var, La Garde et Le Pradet et les documents qui y sont annexés.

ARTICLE 3

D'APPROUVER les conditions tarifaires et financières du Contrat de Délégation de Service Public de production et de distribution d'eau potable telles que rappelées dans le rapport du Vice-Président ci annexé.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM, ou son représentant, à signer ledit contrat de concession sous forme de Délégation de Service Public pour la gestion du Service Public de production et de distribution d'eau potable et ses actes en découlant avec la société CEO COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE – PROCEDES MP OTTO.

ARTICLE 5

D'APPROUVER le rapport du Vice-Président ci-annexé.

ARTICLE 6

DE CHARGER Monsieur le Président de la Métropole TPM de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 30 septembre 2021

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 69

CONTRE : 2

M. Anthony CIVETTINI, M. Philippe LEROY

ABSTENTION : 4

M. Frédéric BOCCALETI, Madame Basma BOUCHKARA,
M. Amaury NAVARRANNE, Mme Rachel ROUSSEL

ANNEXE

2- Constat de réalisation des travaux Saint Antoine AVT 3

Constat de réalisation des travaux Saint Antoine

AVENANT 3 DSP production d'eau

Le 14 novembre 2019

Traitement au chlore suivi du chlore en continu

Station d'alerte (COT turbidimètre conductivité PH

Equipement de monitoring du plan d'eau

Etanchéité bâche

RQ En cas d'urgence et sous réserve d'un accord de l'ARS la source peut être mise en exploitation

Le 14 novembre 2019

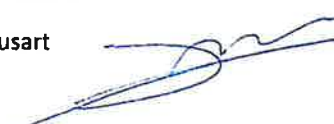
Pour MTPM

J Bailleul



Pour Véolia

D Dusart



SOCIÉTÉ des EAUX de TOULON
Agence TOULON-EST
B.P. 80120
83957 LA GARDE cedex
Tél : 04.94.08.67.45 - Fax : 04.94.21.05.47

Observations réserves éventuelles

L'ozonateur est hors service mais il n'a pas été évacué

Le DOE est à transmettre à MTPM

ANNEXE

3- Constat de réalisation des travaux Saint Antoine AVT 6

PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION DE TRAVAUX

Établi en présence de :

Didier Dusart

Représentant l'entreprise désignée ci-contre :

Et :

Cachet de l'entreprise

SOCIÉTÉ des EAUX de TOULON

Agence TOULON-EST

B.P. 80120

83957 LA GARDE cedex

Tél. : 04.94.08.67.45 - Fax : 04.94.21.05.47

Joëlle Bailleul

Représentant le Service des Eaux de la Métropole Toulon Méditerranée Provence.

Concernant les travaux exécutés par l'entreprise citée ci-dessus en date du 13 décembre 2021

Relatifs à :

- **Avt6 – A1 : Travaux reconquête Saint Antoine**

Le Service des Eaux de la Métropole Toulon Méditerranée Provence déclare que :

☐ la réception est **prononcée sans réserve** avec effet à la date du

☒ la réception est **prononcée avec réserves** mentionnées dans l'état des réserves figurant au verso avec effet à la date du 13 décembre 2021

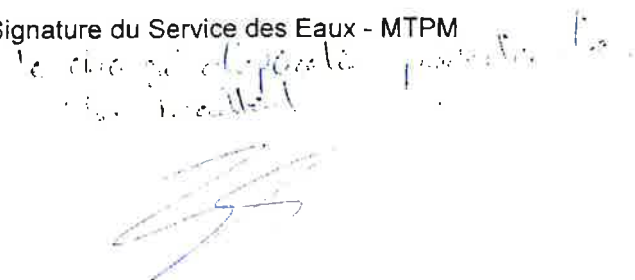
☐ la réception est **refusée** ou **différée** (rayer la mention inutile) pour les motifs suivants :

Fait à Toulon le 13 décembre 2021 en 2 exemplaires

Signature du représentant de l'entreprise



Signature du Service des Eaux - MTPM



ETAT DES RÉSERVES

	Nature des réserves	Travaux à exécuter
1	Sécurisation : Clôtures	Finaliser la pose de la clôture au droit de l'accès à la source Renforcer la clôture Nord au droit de la falaise avec la mise en place d'un barbelé
2	Sécurisation : Trappe	Poser la trappe sécurisée d'accès à la source
3	Sécurisation : Portes	Poser les portes sécurisées extérieure (1) et intérieures (2)
4	Divers	Mettre en peinture la porte extérieure de l'ancien atelier
5	DOE	A compléter des travaux de sécurisation

Suite à un retard dans la livraison des portes et trappe de sécurité, le délai pour la levée des réserves est fixé au 31 mars 2022.

Fait à Toulon, le 13 décembre 2021 en 2 exemplaires

Signature du représentant de l'entreprise

Signature Service des Eaux - MTPM

le directeur d'exploitation production des Eaux
S. Bénédict

CONSTAT DE LEVÉE DES RÉSERVES

Le Service des Eaux de la Métropole Toulon Méditerranée Provence lève les réserves après avoir constaté que l'entreprise exécutante a valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections énoncées ci-dessus

Fait à Toulon le en 2 exemplaires

Signature du représentant de l'entreprise

Signature Service des Eaux - MTPM

ANNEXE

- 4- PV AG Copropriété 804 avenue des moulins + Document d'arpentage + Courrier de notification

**COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE COPROPRIÉTAIRES
DE L'IMMEUBLE 804 AVENUE DES MOULINS À TOULON**

Les copropriétaires ou associés de l'immeuble sis à Toulon, 804 Avenue des Moulins se sont réunis en assemblée générale le 15/11 à (heure) à cette même adresse sur convocation régulière de Mme Muriel BOSCA, syndic bénévole. *22/11/20*

Après vérification de la feuille de présence, demeurée annexée au présent procès-verbal, il est constaté que sur les 7 copropriétaires membres de l'assemblée générale totalisant les 1039^e /1039^e des parties communes, les 7 copropriétaires présents ou représentés, totalisent 1039^e /1039^e des parties communes, soit 1039 voix /1039.

Sont absents sans être représentés : néant

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut valablement délibérer.

◆ ◆ ◆

À l'invitation du syndic, l'assemblée générale procède tout d'abord à la désignation du président de séance et des scrutateurs à la majorité simple de l'article 24. Sont élus à cette majorité :

- M. Jean-Pierre BOSCA, en tant que président
- M. Christian GUIZIOU, en tant que scrutateur

Mme Muriel BOSCA syndic, est chargé d'assurer le secrétariat de la séance.

Le président, le scrutateur et le secrétaire de l'assemblée procèdent à la certification de la feuille de présence.

◆ ◆ ◆

Le président donne ensuite connaissance de l'ordre du jour, qui comporte les questions suivantes :

Résolution Unique - Décision d'accepter la demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'acquiescer et clôturer le périmètre de la trappe d'accès de la source St Antoine – Accord sur les conditions proposées et habilitation donnée au syndic de signature des documents et actes relatifs à cette décision au nom des copropriétaires

Les documents suivants ont été joints à la convocation:

- Echanges avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- Plan de division annexé au document d'arpentage



- **COMPTE RENDU DES DÉCISIONS**

- **RÉSOLUTION UNIQUE**

Décision d'accepter la demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'acquérir et clôturer le périmètre de la trappe d'accès de la source St Antoine – Accord sur les conditions proposées et habilitation donnée au syndic de signature des documents et actes relatifs à cette décision au nom des copropriétaires

- Acceptation de la demande d'acquisition par la Métropole Toulon Provence Méditerranée du terrain d'assiette de l'accès à la Source Saint Antoine, soit 72 m² à distraire de la parcelle appartenant aux copropriétaires de l'immeuble 804 Avenue des Moulins (parties communes) et cadastrée Section EW n° 235, contre la somme de 22600 euros, comme figuré aux plans joints. L'ensemble des frais relatifs à cette procédure étant pris en charge par la Métropole TPM.
- La Métropole souhaitant pouvoir clôturer au plus tôt cette emprise à ses frais, accord donné à la réalisation de ces travaux en anticipation de la signature de l'acte de vente.
- Pouvoir donné au syndic d'intervenir et signer tous documents et actes en vue de rendre effective cette décision (y compris l'acte authentifiant cette vente à la Métropole TPM).

Après en avoir débattu, il a été procédé au vote.

Se sont prononcés en faveur de l'adoption de la résolution :

Décision adoptée à l'unanimité

Inscription de réserves

Avant la clôture du présent procès-verbal, le président de l'assemblée rappelle que les copropriétaires opposants peuvent formuler des observations sur la régularité des délibérations.

Clôture du procès-verbal

L'ordre du jour étant épuisé, et aucun des participants ne demandant la parole, le président de séance déclare achevée la réunion de l'assemblée générale ; la séance est levée à 16h00 heures.

Le Président de séance

Le Scrutateur

Le Secrétaire de séance

Basca

Seizias

cu

**COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
COPROPRIÉTAIRES DE L'IMMEUBLE 804 AVENUE DES
MOULINS À TOULON DU 15/11/2021 - FEUILLE DE PRESENCE**

Numéros des lots	Nom et domicile des copropriétaires ou associés	Nom et domicile, le cas échéant, des mandataires	Nombre de voix	
			Assemblée générale	Assemblée spéciale
			Votes concernant les parties communes générales (tantièmes de copropriété)	Votes concernant des parties communes spéciales (tantièmes de charges particulières L., art. 24, al. 2)
Lot n° 1	GUIZIOU Christian GUIZIOU Marie- Thérèse 804 Avenue des Moulins, 83200 Toulon		200 /1039emes	
Lot n° 2	CLEMARES Benjamin HUGUET Sarah Château St Antoine 804 Avenue des Moulins, 83200 Toulon		237 /1039emes	
Lot n° 3	BOSCA Jean-Pierre 2709 Les Hauts des Auguspins 83136 Méounes les Montrieux		119 /1039emes	
Lot n° 4	BOSCA Jean-Pierre 2709 Les Hauts des Auguspins 83136 Méounes les Montrieux		112 /1039emes	
Lot n° 5	DENIS Éric MEYER Ingrid Château St Antoine 804 Avenue des Moulins, 83200 Toulon		223 /1039emes	

Lot n° 6	BOSCA Jean-Pierre 2709 Les Hauts des Auguspins 83136 Méounes les Montrieux		109 /1039emes		
Lot n° 7	DENIS Éric MEYER Ingrid Château St Antoine 804 Avenue des Moulins, 83200 Toulon		39/1039emes		

Feuille de présence certifiée exacte par le président de l'assemblée

Le Président de séance Le Scrutateur

Le Secrétaire de séance

Bosca

Leizier

[Signature]

Commune :
TOULON (137)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 7923 K
Document vérifié et numéroté le 23/09/2021
A CDIF Toulon
Par Anne Lenoble
Technicien géomètre
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coleau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)

a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou d'ornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____

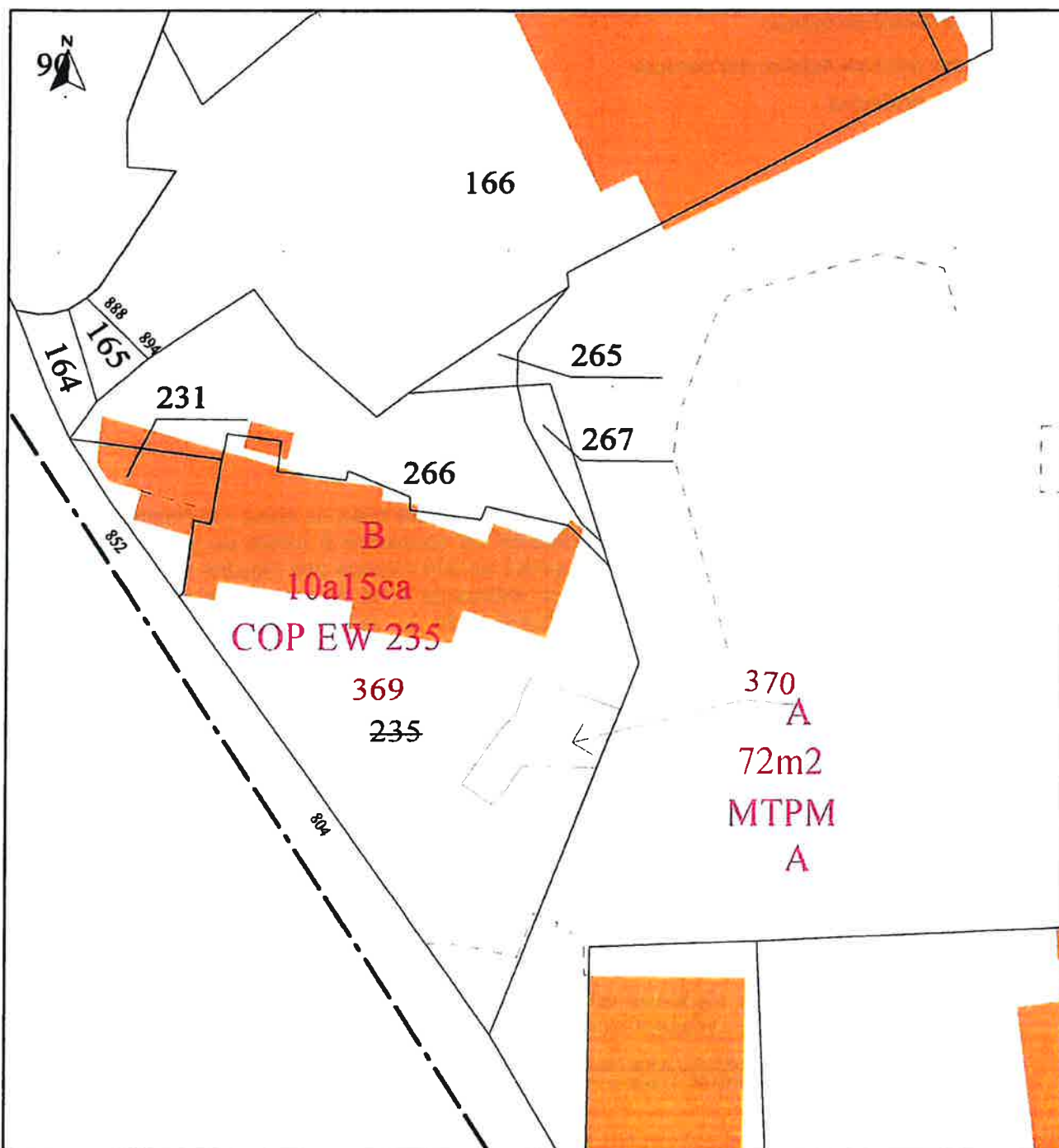
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

_____ , le _____

Section : EW
Feuille(s) : 000 EW 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 23/09/2021
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
n° 7923 K
Par **ANNE BOURRAS** (2)
Géomètre Expert
Siège social : 170 Route Départementale 97
Le Loupier - 83210 SOLLIES-VILLE
Tél : 04 94 13 51 51 | cabinet@arragon.fr

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une enquête (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité compétente, etc.).



Toulon, le 29/09/2021

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Muriel BOSCA
Syndic bénévole
2709 Les Hauts des Auguspins
83136 Méounes les Montrieux

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE

Affaire suivie par :
Anaïs COUVREUR
anicolas@metropoletpm.fr
04.94.36.33.19

N/Réf: DIF/SAF/MM/AC/2021/767 - LRAR n° 1A 150 796 0567 4

OBJET : Acquisition du périmètre de protection immédiate du captage de la Source St Antoine – Parcelle EW n° 235 pour partie – Syndicat des Copropriétaires Immeuble 804 Avenue des Moulins à Toulon.

Madame,

Comme suite à nos précédents échanges relatifs à l'affaire citée en objet, j'ai l'honneur de vous adresser les précisions vous permettant de soumettre à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de la Copropriété du 804 Avenue des Moulins que vous représentez la demande d'acquisition par la Métropole TPM du terrain d'assiette de l'accès à la Source Saint Antoine, à distraire de la parcelle appartenant aux copropriétaires précités et cadastrée Section EW n° 235.

Afin de protéger cette ressource en cours de reprise d'exploitation, la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit en effet pouvoir maîtriser en pleine propriété cet espace, à ce jour accessible via les seules parties communes de la Copropriété que vous gérez, à l'effet de le rattacher à la propriété publique connexe, cadastrée Section EW n° 263, dédiée au périmètre de protection immédiate du captage de cette source et de le clôturer.

Sur la base du plan de division établi par le cabinet de géomètre ARRAGON et joint à la présente, la Métropole sollicite l'acquisition des 72 m² de terrain teintés en vert sur le plan précité.

Suite au recueil de votre signature en date du 3 septembre dernier, le document modificatif du parcellaire cadastral correspondant, chargé d'attribuer une nouvelle

numérotation à la partie restant à la copropriété et à l'emprise à céder à la Métropole, est en cours d'enregistrement.

Je ne manquerai pas de vous le notifier à réception, sachant que les nouvelles références qui y seront indiquées ne deviendront effectives qu'après signature et publication de l'acte transférant à la Métropole la propriété de l'emprise de 72m².

En contrepartie de cette cession, la somme de 22 600 euros serait allouée aux copropriétaires concernés.

Je vous saurais donc gré de proposer une résolution en ce sens en assemblée générale et de me faire retour de la décision qui y sera prise.

Vous en remerciant par avance et espérant un vote favorable à la poursuite de cette opération majeure pour l'alimentation en eau potable de la population Toulonnaise, je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégué,


Valérie PNECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Toulon, le 28 06 2021

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Mme Muriel BOSCA
Syndic Bénévole
2709, Les Hauts des Auguspins
83 136 Méounes-les-Montrieux

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE

Affaire suivie par :
Anaïs COUVREUR
04.94.36.33.19
anicolas@metropoletpm.fr

N/Réf : DIF/SAF/MM/AC/2021/811 - LRAR n° 1A 171 842 6394 7

OBJET : Acquisition de l'accès à la galerie de la Source Saint Antoine, à Toulon - Document modificatif du parcellaire cadastral (document d'arpentage) numéroté - Copropriété EW n° 235, 804 Avenue des Moulins, à Toulon.

Madame,

En suite de nos précédents échanges relatifs au projet désigné en objet, j'ai l'honneur de vous communiquer par la présente, le document modificatif du parcellaire cadastral (document d'arpentage) n°7923K daté du 23.09.2021 comportant la nouvelle numérotation attribuée par le Cadastre Départemental à l'assiette foncière de la copropriété susvisée que vous représentez (EW n° 369) dans l'optique de la distraction de l'emprise à céder à la Métropole Toulon Provence Méditerranée (EW n° 370).

Pour rappel, ces nouvelles références ne deviendront effectives qu'après signature et publication de l'acte transférant la propriété de l'emprise de 72m² précitée à la Métropole.

Dans l'attente de la poursuite des formalités liées à cette affaire, je vous en souhaite bonne réception et vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

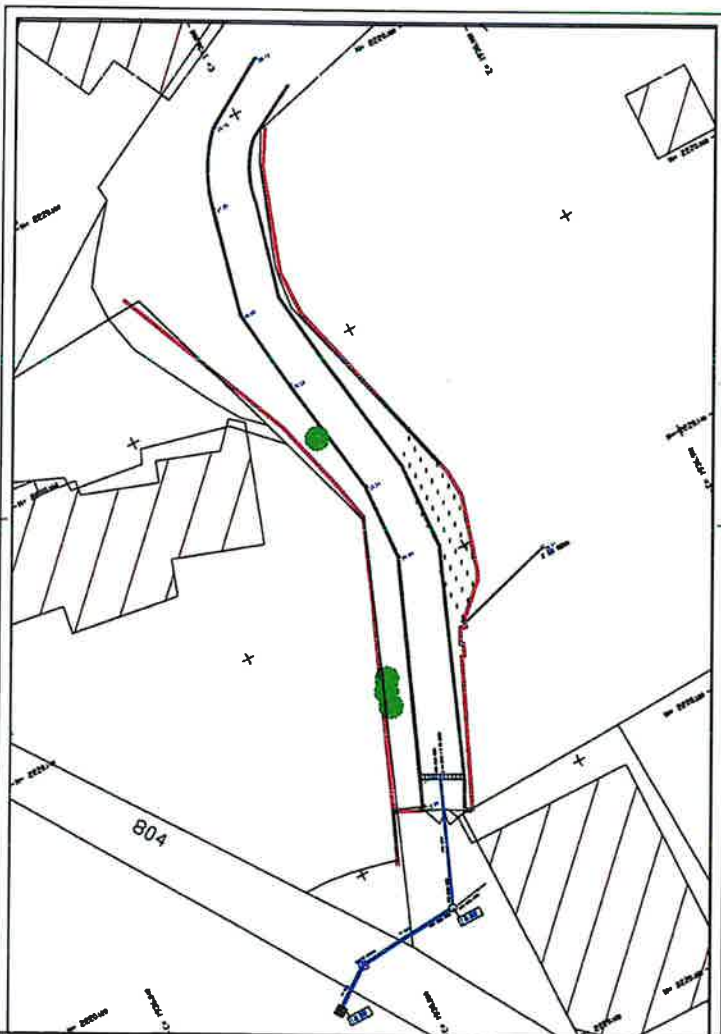
Pour le Président,
Par délégué,

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint Finances et Moyens

ANNEXE

5- Plan de recollement piste d'accès parcelle EW 263_2020



ANNEXE

6- Plan de recollement falaise St Antoine_IndB



ANNEXE

7- 3.3 Annexe - Méthodologie pour plans de gestion de crise



3.3 - Annexe : Méthodologie pour plans de gestion de crise

La gestion de crise est essentielle dans la politique à mettre en œuvre pour assurer la conformité de qualité de l'eau de la Métropole lors d'événements exceptionnels. Elle est le levier permettant de maintenir, sur une période transitoire, une situation acceptable de qualité de service malgré un environnement opérationnel dégradé.

Le présent document s'attache à porter précisément la réponse de Veolia aux questions de l'article 5.2.21 "Plan de gestion de crise" du Contrat. Il s'agit ici de **détailler la méthodologie déployée par Veolia pour produire un Plan de gestion de crise** selon trois cas :

- une rupture d'approvisionnement en eau ;
- un problème qualitatif de l'eau ;
- un problème sanitaire exogène à l'eau potable.

Veolia s'engage à remettre à la Métropole durant la période de tuilage une version initiale du plan de gestion de crise et une proposition de planning d'élaboration collaborative avec l'ensemble des parties prenantes pour aboutir à plan finalisés dans la première année du contrat.

Deux des cas de crises recensés par la Métropole, sont intégrateurs d'un ensemble de scénarios qui peuvent produire une rupture de l'approvisionnement en eau ou un problème qualitatif de l'eau.

Pour le dernier cas de crise, soit le **problème sanitaire exogène à l'eau potable**, le Plan de Continuité d'Activité en cas de pandémie, constitue en soi un plan de gestion de crise que Veolia a mis en œuvre en situation réelle de confinement pendant la période du 17 mars au 11 mai 2020. **Veolia présente son PCA Pandémie et l'adapte en fonction du retour d'expérience en collaboration avec la Métropole.**

Le plan de gestion de crise intègre les dispositions supra des plans de secours issus du département ou des collectivités concernées. Il est co-construit avec la Collectivité, soumis à l'avis de l'Agence Régionale de Santé et communiqué au SDIS pour information.

Il se présente sous forme de fiches qui en facilitent l'utilisation et la mise à jour. Certaines de ces fiches reprennent des documents déjà produits par Veolia, et extraits de son propre plan de gestion de crise :

- l'annuaire de gestion de crise qui recense tous les contacts utiles (services préfectoraux, fournisseurs et sous-traitants stratégiques mobilisables 24h/24, etc.) ;
- les fiches réflexes indiquant la conduite à tenir face à certains scénarios de crise comme une fuite de chlore, une intrusion sur un ouvrage ou la pollution d'une ressource ;
- la liste des Consommateurs sensibles (dialysés, hôpitaux, établissements scolaires, défense nationale, etc.).

1. Contenu du plan de gestion de crise

Le plan de gestion de crise comprend un document de synthèse présentant le système de production et distribution d'eau, ses caractéristiques et intégrant la cartographie du risque telle qu'explicitée ci-après.



3.3 - Annexe : Méthodologie pour plans de gestion de crise

- Le volet organisationnel développe les moyens humains et matériels, l'organisation mise en œuvre pour gérer la crise. Il contient :
 - le fonctionnement de la **cellule de crise** (Cf. annexe) qui décline le rôle des intervenants et l'organisation entre la Collectivité et le Délégué mais également avec les autres acteurs des secours en cas de crise dont la préfecture, les pompiers, les communes ;
 - l'organigramme des moyens humains du Délégué ;
 - l'inventaire des moyens matériels mobilisables par le Délégué ;
 - des fiches réflexes générales ou particulières au système de production et distribution.
- Un volet permettant d'anticiper un certain nombre de situations de crise qui contient :
 - le descriptif de scénarios de crise ;
 - le descriptif des actions à mettre en œuvre et attitudes particulières à tenir pour chaque scénario.
- Le volet démarche d'amélioration comprend :
 - des exercices annuels de gestion de crise en collaboration avec la Collectivité et bilan d'évaluation ;
 - une adaptation annuelle du plan de gestion de crise sur les volets schéma organisationnel et moyens mobilisables, fiches réflexes, scénarios de crise et modalités de traitement.

SOMMAIRE du PLAN DE GESTION DE CRISE - MTPM AEP BASSIN CENTRE	N° de fiche : F00 Page : 1/1 Date : VERSION PROJET
--	---

Titre	N° de fiche	Titre	N° de fiche
SOMMAIRE	F00	SCÉNARIOS DE CRISE ET MOYENS D'ACTION	FC
SYNTHÈSE	FS	Scénario de crise n° 1	FC01
Description Production et Distribution	FS01	Scénario de crise n° 2	FC02
Cartographie des Risques	FS02	Scénario de crise n° 3	FC03
ORGANISATION	FO	Scénario de crise n° 4	FC04
Fiche Alerte	FO01	Scénario de crise n° 5	FC05
Cellule de Crise	FO02	Scénario de crise n° 6	FC06
Organisation en Heures Ouvrables	FO03	Scénario de crise n° 7	FC07
Organisation de l'Astreinte	FO04	AMÉLIORATIONS	FA
Inventaire des Moyens Matériels	FO05	Exercice Annuel de Gestion de Crise	FA01
Fiches Réflexes Générales	FO06	Bilan d'Évaluation	FA02
Fiches Réflexes Particulières	FO07	Mise à jour du plan de gestion de crise	FA03



3.3 - Annexe : Méthodologie pour plans de gestion de crise

2. Méthodologie de rédaction du plan de gestion de crise

La méthodologie de rédaction du plan de gestion de crise se fonde sur l'expérience de Veolia en matière de gestion de crise, et intègre les préconisations de son Coordinateur National de Gestion d'Alertes et de Crises.

2.1. Recensement des données

Le Concessionnaire collecte l'ensemble des données d'ordre général et notamment les documents d'identification des risques naturels et technologiques et les plans de secours déjà existants :

- le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs dans le Var (DDRM) ;
- le Dossier d'Information Risque Nucléaire du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et le Plan Particulier d'Intervention (PPI) du Port Militaire de Toulon ;
- les Plan de Prévention des Risques Incendie (PPRIF) des communes du périmètre du Contrat ;
- les Plans de Prévention des Risques Inondation (PPRI) des bassins versants des fleuves situés sur le territoire du Contrat ;
- le Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain et d'inondations chutes de pierres et de blocs du Mont Faron sur la commune de Toulon ;
- le porter-à-connaissance (PAC) complémentaire de l'aléa submersion marine.

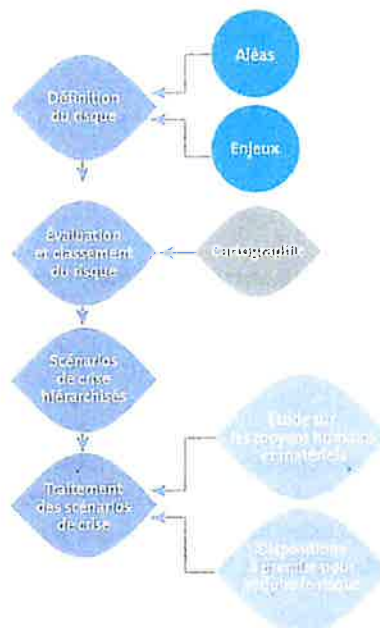
Les données spécifiques à chaque ouvrage sont également recensées, en mobilisant l'ensemble des outils dont le Délégué dispose :

- situation et descriptif des ouvrages ;
- les analyses de risque AMDEC proposées dans le cadre du Schéma Directeur de Gestion des Actifs ;
- les analyses de type HACCP provenant du déploiement de la démarche PGSSE ;
- etc.



3.3 - Annexe : Méthodologie pour plans de gestion de crise

2.2. Scénarios de crise



Les scénarios de crise étudiés résultent d'une analyse croisée d'aléas et d'enjeux.

2.2.1. Les aléas

Les aléas sont les événements générateurs de la crise, comme par exemple :

- casse d'une canalisation majeure ;
- panne générale d'une unité de production ;
- pollution chronique ou accidentelle ;
- acte de malveillance ;
- catastrophe naturelle (inondation, sécheresse, incendie, tempête, tremblement de terre, etc.) ;
- pandémie ;
- bug informatique global ;
- etc.

Les aléas sont considérés pour autant qu'ils soient à l'origine d'une pollution ou d'un problème majeur et qu'ils ne relèvent pas d'un accident ou d'une simple intervention d'urgence.

L'aléa est également caractérisé par une durée et une probabilité d'apparition qui est évaluée selon une échelle à définir en collaboration avec la Collectivité.



3.3 - Annexe : Méthodologie pour plans de gestion de crise

2.2.2. Les enjeux

Les enjeux sont principalement liés à la sensibilité de la population touchée :

- usages de l'eau potable ;
- nombre de personnes impactées ;
- potabilité vs dangerosité de l'eau distribuée ;
- etc.

2.2.3. Définition du risque

Le croisement Aléa / Enjeu permet de définir le risque. La méthode retenue par Veolia pour évaluer et classer le risque s'appuie sur une cartographie du risque.

Cette cartographie est composée comme suit :

- fond de plan : vue aérienne ;
- report du réseau et des ouvrages du système de production et distribution d'eau ;
- identification de toutes les singularités : usines, réservoirs, stations de surpression. Sur chacun de ces points sont précisés une estimation de la population desservie, ainsi que la zone alimentée ;
- report des consommateurs sensibles (dialysés, hôpitaux, établissements scolaires, établissements de la Défense Nationale, etc.) ;
- report synthétique des risques naturels et technologiques identifiés.

La superposition de ces informations permet une représentation spatialisée des risques et par là même d'envisager les scénarios des problématiques.

Sur cette base et dans les 6 mois qui suivent le démarrage du contrat, le Concessionnaire construit une liste de scénarios de crise pouvant générer une rupture d'alimentation ou un problème de qualité d'eau. Cette liste est partagée avec la Collectivité qui participe à sa hiérarchisation.

2.2.4. Traitement des scénarios de crise

Chaque scénario de crise retenu fait l'objet d'une étude spécifique des moyens humains et matériels à mettre en œuvre pour gérer la crise et retourner le plus rapidement possible vers une situation stabilisée :

- méthodologie de recherche de cause ;
- solutions provisoires à mettre en place : isolement d'ouvrages, mise en œuvre d'alimentations alternatives, appel aux ressources de secours, mobilisation de moyens extérieurs, etc.

Le scénario et les modalités de traitement font l'objet d'une fiche descriptive opérationnelle et utilisable en temps de crise par les différents acteurs.

Dans les 12 mois suivant la signature du contrat, le Délégué envisage l'élaboration de 10 fiches de traitement de scénarios à l'échelle du contrat. Ces scénarios sont définis par la Collectivité sur la base de l'analyse réalisée précédemment.



3.3 - Annexe : Méthodologie pour plans de gestion de crise

3. Communication

La fiche relative à cette thématique répond aux questions suivantes :

- quand communiquer ?
- qui communique ?
- sur quels sujets communiquer ?
- vers qui communiquer ?
- quels médias utiliser (presse, mails, système SAT, etc.) ?

Ce sujet est bien évidemment largement partagé avec la Collectivité. Tout acte de communication en période de crise, est au préalable validé par la Métropole.

4. Présentation des plans de gestion de crises

Afin de disposer d'un document unique et partagé par l'ensemble des acteurs des plans de gestion de crise tant chez le Concessionnaire que chez la Collectivité, les plans de gestion de crise se présentent sous forme informatique d'un livre numérique, stocké sur la base de données partagée de l'Hypervision 360.

5. Les exercices de simulation

Les exercices de simulation de situations d'urgence ont un double objectif :

- mettre en situation les intervenants de façon à leur permettre de "roder" leur fonctionnement et de s'approprier les éléments du plan de gestion de crise. Ceci permet également de diminuer le stress en situation, et d'acquiescer les bons réflexes ;
- mettre en évidence les points d'amélioration du plan de gestion de crise et l'actualiser en conséquence.

Annuellement en début d'année, la Collectivité définit les exercices de simulation qu'elle souhaite voir réaliser. Les exercices sont organisés par le Délégué avec la participation active de la Collectivité partie prenante, et d'autres acteurs concernés si besoin.

La méthodologie est la suivante :

- préparation du document de scénario de crise et validation avec la Collectivité ;
- diffusion du scénario aux acteurs concernés et programmation ;
- préparation sur le terrain du scénario ;
- réalisation de l'exercice de crise et mise en œuvre des actions préalablement définies ;
- réalisation d'un compte rendu de la crise faisant apparaître les points d'amélioration.

Pendant ces exercices, une attention particulière est portée sur :

- les moyens de communication entre les différents acteurs qui dans certaines conditions peuvent être fortement problématique notamment lors des catastrophes naturelles ;
- la rapidité de détection et d'intervention qui permet souvent de limiter fortement l'impact de la crise sur les infrastructures, les consommateurs et les moyens à déployer ;
- les sources d'amélioration pour ces 2 points fondamentaux, sont explorées à chaque exercice.

ANNEXE

- 8- Copie du courrier du 08/06/20215, M. BERHENT en qualité de gérant du restaurant le Drap d'or

Toulon, le

08 JUIN 2015

Valérie PAECHT LUCCIONI
Directeur Général des Services

à

Restaurant Le DRAP d'OR
8370, route du Faron
83200 TOULON

À l'attention de M. Claude BEHRENT
Propriétaire

RAR 1A10874664703

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT LUCCIONI
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

Pôle Technique
Directeur du pôle : Roland DELETTRE
Direction de l'Assainissement et des Espaces Sensibles
Service Communautaire d'Assainissement
Responsable du service : Michelle SANCHEZ

Contact :

Lionel GENSOLEN
04 94 93 70 76
lgensole@tpmed.org

N/REF : DAES/ASS/HF/VPL/RD/PG/MSP/LG/OJ/15/27106

OBJET : Pollution ANC – Le Drap d'Or – TOULON.

Monsieur,

Le restaurant « Le Drap d'Or » dont vous assurez la gestion, sis au 8370 route du Faron à Toulon (références cadastrales EX0007), n'a jamais fait l'objet d'aucune visite de la part du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Je vous rappelle qu'un tel contrôle est une obligation réglementaire pour laquelle vous avez été contacté à deux reprises en 2012.

Il semblerait que l'installation d'assainissement autonome qui dessert cet établissement puisse être à l'origine de nuisances à l'environnement.

Afin de satisfaire à l'obligation de contrôle, et de lever tout doute quant à la responsabilité de votre système d'assainissement individuel, je vous invite à prendre attache auprès du SPANC au 04 94 93 70 76 (prix d'un appel local) dès que possible. De plus, s'agissant de restauration, le SPANC sera susceptible d'être accompagné d'un représentant du Service des Rejets Non Domestiques à même de vous renseigner sur les dispositions réglementaires auxquelles sont soumis les métiers de bouches, comme par exemple la mise en place de bac dégraisseur.

S'il existe effectivement une pollution du milieu naturel, vous comprendrez très bien qu'elle ne peut perdurer, et que le nécessaire doit être entrepris dans les meilleurs délais afin de faire cesser toutes nuisances. Je vous rappelle qu'en cas de manquement de votre part, vous vous exposez aux sanctions rappelées ci-après.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Valérie PAECHT LUCCIONI
Directeur Général des Services



Copie(s) :

- Service d'Hygiène de la Commune de Toulon
- Service Communautaire de l'Environnement de la CA-TPM
- Philippe BARTOLOMEO : Directeur de la Régie d'Exploitation et de Développement des Installations du Faron (REDIF-Bd Amiral Jean Vence - 83200 TOULON)

Sanctions encourues :

- 2 ans d'emprisonnement et 75.000 € d'amende, en vertu de l'article L216-6 du Code de l'Environnement, pour tout rejet dans les eaux superficielles ou souterraines de toute substance susceptible de causer des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la faune ou la flore,
- Une amende de 3^e classe de 450 €, en vertu du décret 73-502 du 21/5/1973, pour toute infraction au règlement sanitaire départemental,
- Astreinte au paiement de la somme équivalente à la redevance instituée, majorée dans la proportion maximale de 100%, en vertu de l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique, si le propriétaire ne s'est pas conformé à l'obligation de raccordement.

De plus, ces sanctions sont cumulatives avec la mise en application des articles L2212-2 et L2212-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, permettant à la collectivité de faire procéder d'office, et à vos frais, aux travaux indispensables à ce raccordement.

ANNEXE

9- Analyses contrôle sanitaire St Antoine

CARSO - LABORATOIRE SANTÉ ENVIRONNEMENT HYGIÈNE DE LYON

Laboratoire Agréé pour les analyses d'eaux par le Ministère de la Santé



Edité le : 27/03/2021

Rapport d'analyse Page 1 / 23

VEOLIA EAU
Mme ISABELLE NEREAU
RUE DES OLIVIERS ZA LE POUVEREL
BP 80120
83957 LA GARDE Cedex .

Le rapport établi ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Il comporte 23 pages.
La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous la forme de fac-similé photographique intégral.
Dans le cas où le laboratoire n'a pas réalisé l'étape de prélèvement, les résultats s'appliquent uniquement à l'échantillon tel qu'il a été reçu.
L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, identifiés par le symbole #.
Les paramètres sous-traités sont identifiés par (*).

Identification dossier :	LSE21-38023	
Identification échantillon :	LSE2103-47305	
Nature:	Eau de ressource souterraine	
Point de Surveillance :	EXHAURE SAINT-ANTOINE	Code PSV : 0000000390
Localisation exacte :	DANS LA GALERIE	
Dept et commune :	83 TOULON	
UGE :	0278 - TPM COMMUNE DE TOULON PRODUCTION	
Type d'eau :	B - EAU BRUTE SOUTERRAINE	
Type de visite :	AU	Type Analyse : P2BCR
Nom de l'exploitant :	VEOLIA CEO PROV. MED. EST	Motif du prélèvement : S1
	RUE DES OLIVIERS	
	83130 LA GARDE	
Nom de l'installation :	SOURCE SAINT-ANTOINE	Type : CAP
Prélèvement :	Prélevé le 17/03/2021 à 09h30	Code : 000278
	Prélevé et mesuré sur le terrain par le client FABRE THOMAS - DDASS	

Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont consultables au laboratoire. Pour déclarer, ou non, la conformité à la spécification, il n'a pas été tenu explicitement compte de l'incertitude associée au résultat.

Toutes les informations relatives aux conditions de prélèvement ont été transmises par le client.
Le laboratoire n'est pas responsable de la validité des informations transmises par le client.

Date de début d'analyse le 17/03/2021 à 20h30

Paramètres analytiques	Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité	COFRAC
Mesures sur le terrain							
Température de l'eau	83P2BCR*	15.1	°C			25	
pH sur le terrain	83P2BCR*	7.43	-				
Conductivité brute à 25°C sur le terrain	83P2BCR*	513	µS/cm				
				Méthode Interne M_EZ008 v3 NF EN ISO 10523 NF EN 27888			

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Chlore libre sur le terrain	83P2BCR*	<0.05	mg/l Cl2		NF EN ISO 7393-2		
Chlore total sur le terrain	83P2BCR*	<0.05	mg/l Cl2		NF EN ISO 7393-2		
Analyses microbiologiques							
Microorganismes aérobies à 36°C réalisé à Marseille	83P2BCR*	16	UFC/ml	Incorporation	NF EN ISO 6222		#
Microorganismes aérobies à 22°C réalisé à Marseille	83P2BCR*	40	UFC/ml	Incorporation	NF EN ISO 6222		#
Bactéries coliformes réalisé à Marseille	83P2BCR*	77	UFC/100 ml	Filtration	NF EN ISO 9308-1		#
Escherichia coli réalisé à Marseille	83P2BCR*	15	UFC/100 ml	Filtration	NF EN ISO 9308-1	20000	#
Entérocoques (Streptocoques fécaux) réalisés à Marseille	83P2BCR*	5	UFC/100 ml	Filtration	NF EN ISO 7899-2	10000	#
Anaérobies sulfito-réducteurs (spores) réalisé à Marseille	83P2BCR*	1	UFC/100 ml	Filtration	NF EN 26461-2		#
Caractéristiques organoleptiques							
Aspect de l'eau	83P2BCR*	0	-	Analyse qualitative			
Odeur	83P2BCR*	0 Néant	-	Qualitative			
Saveur	83P2BCR*	0 Néant	-	Qualitative			
Couleur	83P2BCR*	0	-	Qualitative			
Turbidité	83P2BCR*	0.19	NFU	Néphélométrie	NF EN ISO 7027		#
Analyses physicochimiques							
Analyses physicochimiques de base							
Conductivité électrique brute à 25°C	83P2BCR*	549	µS/cm	Conductimétrie	NF EN 27888		#
TAC (Titre alcalimétrique complet)	83P2BCR*	23.75	° f	Potentiométrie	NF EN 9963-1		#
TH (Titre Hydrotimétrique)	83P2BCR*	28.77	° f	Calcul à partir de Ca et Mg	Méthode interne M_EM144		#
Carbone organique total (COT)	83P2BCR*	0.26	mg/l C	Oxydation par voie humide et IR	NF EN 1484	10	#
Fluorures	83P2BCR*	< 0.05	mg/l F-	Chromatographie ionique	NF EN ISO 10304-1		#
Cyanures totaux (indice cyanure)	83P2BCR*	< 10	µg/l CN-	Flux continu (CFA)	NF EN ISO 14403-2	50	#
Analyse des gaz							
Anhydride carbonique libre	83P2BCR*	16.4	mg/l CO2	Titrimétrie	Méthode interne		
Equilibre calcocarbonique							
pH à l'équilibre	83P2BCR*	7.39	-	Calcul	Méthode Legrand et Polier		
Equilibre calcocarbonique (5 classes)	83P2BCR*	2 à l'équilibre	-	Calcul	Méthode Legrand et Polier		
Cations							
Ammonium	83P2BCR*	< 0.05	mg/l NH4+	Spectrophotométrie au bleu Indophénol	NF T90-015-2	4	#
Calcium dissous	83P2BCR*	90.4	mg/l Ca++	ICP/AES après filtration	NF EN ISO 11885		#
Magnésium dissous	83P2BCR*	15.0	mg/l Mg++	ICP/AES après filtration	NF EN ISO 11885		#
Sodium dissous	83P2BCR*	9.2	mg/l Na+	ICP/AES après filtration	NF EN ISO 11885	200	#
Potassium dissous	83P2BCR*	1.0	mg/l K+	ICP/AES après filtration	NF EN ISO 11885		#
Anions							

CARSO-LSEHL

Rapport d'analyse Page 3 / 23

Edité le : 27/03/2021

Identification échantillon : LSE2103-47305

Destinataire : VEOLIA EAU

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Chlorures	83P2BCR*	17.0	mg/l Cl-	Chromatographie ionique	NF EN ISO 10304-1	200	#
Sulfates	83P2BCR*	44.0	mg/l SO4-	Chromatographie ionique	NF EN ISO 10304-1	250	#
Nitrates	83P2BCR*	7.8	mg/l NO3-	Flux continu (CFA)	NF EN ISO 13395	100	#
Nitrites	83P2BCR*	< 0.02	mg/l NO2-	Spectrophotométrie	NF EN 26777		#
Somme NO3/50 + NO2/3	83P2BCR*	0.16	mg/l	Calcul			#
Carbonates	83P2BCR*	0	mg/l CO3-	Potentiométrie	NF EN 9963-1		#
Bicarbonates	83P2BCR*	290.0	mg/l HCO3-	Potentiométrie	NF EN 9963-1		#
Métaux							
Aluminium total	83P2BCR*	< 10	µg/l Al	ICP/MS après acidification et décantation	ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2	100	#
Arsenic total	83P2BCR*	< 2	µg/l As	ICP/MS après acidification et décantation	ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2		#
Fer total	83P2BCR*	< 10	µg/l Fe	ICP/MS après acidification et décantation	ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2		#
Manganèse total	83P2BCR*	< 10	µg/l Mn	ICP/MS après acidification et décantation	ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2		#
Baryum total	83P2BCR*	0.013	mg/l Ba	ICP/MS après acidification et décantation	ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2		#
Bore total	83P2BCR*	0.023	mg/l B	ICP/MS après acidification et décantation	ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2		#
Sélénium total	83P2BCR*	< 2	µg/l Se	ICP/MS après acidification et décantation	ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2	10	#
Mercure total	83P2BCR*	< 0.01	µg/l Hg	Fluorescence après minéralisation bromure-bromate	Méthode Interne M_EM156	1.0	#
Aséniat (As V)	83P2BCR*	< 2.00	µg/l	HPLC/ICP/MS	Méthode interne		#
COV : composés organiques volatils							
BTEX							
Benzène	83P2BCR*	< 0.5	µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 11423-1		#
Solvants organohalogénés							
1,2-dichloroéthane	83P2BCR*	< 0.50	µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301		#
Chlorure de vinyle	83P2BCR*	< 0.004	µg/l	Purge and Trap /GC/MS	Méthode Interne M_ET105		#
Tétrachloroéthylène	83P2BCR*	< 0.50	µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301		#
Trichloroéthylène	83P2BCR*	< 0.50	µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301		#
Somme des tri et tétrachloroéthylène	83P2BCR*	< 0.50	µg/l	HS/GC/MS	NF EN ISO 10301		#
Epichlorhydrine	83P2BCR*	< 0.05	µg/l	Purge and Trap /GC/MS	Méthode Interne M_ET105		#
Autres							
Biphényle	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Pesticides							
Total pesticides							
Somme des pesticides identifiés hors métabolites non pertinents	83P2BCR*	< 0.500	µg/l	Calcul		5	#
Pesticides azotés							
Cyromazine	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Amétryne	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Atrazine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Atrazine 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Atrazine déséthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#

...J...

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Cyanazine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Desmetryne	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Hexazinone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Melamitron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Metribuzine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Prometon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Prometryne	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Propazine	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pymetrozine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sebuthylazine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sebumeton	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Simazine 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Terbumeton	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Terbumeton déséthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Terbuthylazine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Terbuthylazine déséthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Terbuthylazine 2-hydroxy (Hydroxyterbuthylazine)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Terbutryne	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Triéazine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Simetryne	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Dimethylametryne	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Propazine 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Triéazine 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Triéazine déséthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sébuthylazine déséthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sebuthylazine 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Alrazine déséthyl 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Simazine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Alrazine déisopropyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Alrazine déisopropyl 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Terbuthylazine déséthyl 2-hydroxy	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Cybutryne	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Clofentezine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Mesotrione	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sulcotrione	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Alrazine déséthyl déisopropyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#

CARSO-LSEHL

Rapport d'analyse Page 5 / 23

Edité le : 27/03/2021

Identification échantillon : LSE2103-47305

Destinataire : VEOLIA EAU

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Somme de la terbutylazine et de ses métabolites	83P2BCR*	<0.020	µg/l	Calcul			
Pesticides organochlorés							
Methoxychlor	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dalapon	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPIC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET116	2	#
Quintozone	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
2,4'-DDD	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
2,4'-DDE	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
2,4'-DDT	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
4,4'-DDD	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
4,4'-DDE	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
4,4'-DDT	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Aldrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Chlordane cis (alpha)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Chlordane trans (bêta)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Chlordane (cis + trans)	83P2BCR*	<0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dicofol	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dieldrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Endosulfan alpha	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Endosulfan bêta	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Endosulfan sulfate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Endosulfan total (alpha+bêta)	83P2BCR*	<0.015	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Endrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
HCB (hexachlorobenzène)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
HCH alpha	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
HCH bêta	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
HCH delta	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
HCH epsilon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Heptachlore	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Heptachlore époxyde endo trans	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Heptachlore époxyde exo cis	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Heptachlore époxyde	83P2BCR*	<0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Isodrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Lindane (HCH gamma)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Somme des isomères de l'HCH (sauf HCH epsilon)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Endrine aldéhyde	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Nitrofen	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	
DDT total (24 DDTet 44' DDT)	83P2BCR*	< 0.010	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	
Hexachlorobutadiène	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	
Somme des DDT, DDD, DDE	83P2BCR*	< 0.010	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	
Oxychlordan	83P2BCR*	< 0.05	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	
Mirex	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	
Pesticides organophosphorés							
Ométhoate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Azametiphos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Acéphate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Temefos	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Azinphos méthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Cadusafos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Chlorfenvinphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Coumaphos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Demeton S-méthyl sulfone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Dichlorvos	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Dicrotophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Ethion	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Ethoprophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Fenthion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Heptenophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Malathion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Mevinphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Monocrotophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Naled	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Phorate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Phoxime	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Profenofos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Sulfotep	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Trichlorfon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Vamidithion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Mecarbam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Fosthiazate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Methamidophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	
Oxydemeton méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Methacifos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Phenthoate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Sulprofos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Anilophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Diméthylvinphos (chlorvinphos-méthyl)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Edifenphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Famphur	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Fenamiphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Malaoxon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Mephosfolan	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Merphos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Paraoxon éthyl (paraoxon)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Piperophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Pyraclafos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Etrifos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Propaphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Cruformate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Butamifos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Amidithion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Pyridaphenthion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Tebupirifos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Isoxathion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Iprobenfos (IBP)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
EPN	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Dilalifos	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Cyanofenphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Croloxyphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Cythioate	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Chlorthiophos	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Amiprofos-méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Dithianon	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET256	2	#
Iodofenphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Phosmet	83P2BCR*	< 0.02	µg/l	GC/MS/MS après extraction LL	Méthode Interne M_ET173	2	#
Azinphos éthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Bromophos éthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Bromophos méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Carbophénouthion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Chlormephos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Chlorpyrifos éthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Chlorpyrifos méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Demeton S méthyl	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Diazinon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dichlofenthion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Diméthoate	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Disulfoton	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fenchlorphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fenitrothion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fonofos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Isazofos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Isofenphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Methidathion	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Parathion éthyl (parathion)	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Parathion méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Phosalone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Phosphamidon	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Pyrimiphos éthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Pyrimiphos méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Propetamphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Pyrazophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Quinalphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Terbufos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Tetrachlorvinphos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Tetradifon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Thiometon	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Triazophos	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Somme des parathions éthyl et méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Carbamates							
Carbaryl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Carbendazime	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Carbétamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Carbofuran	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Carbofuran 3-hydroxy	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Ethiofencarb	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Mercaptodiméthure (Methiocarbe)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Methomyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Oxamyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Pirimicarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Propoxur	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Thiofanox sulfone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Thiofanox sulfoxyde	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Carbosulfan	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Chlorbufam	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Benfuracarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Dioxacarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Formetanate	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
3,4,5-triméthacarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Aldicarbe sulfoxyde	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Diméthilan	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Iprovalicarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Promecarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Propham	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Phenmedipham	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Fenolthiocarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Dielhofencarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Bendiocarb	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Benthiocarbe (thiobencarbe)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Thiodicarbe	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Pirimicarbe desmethyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Ethiofencarbe sulfone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Aminocarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Ethiofencarbe sulfoxyde	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Methiocarbe sulfoxyde	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Pirimicarbe formamido desmethyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Indoxacarb	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Aldicarbe sulfone	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Butilate	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Cycloate	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Diallate	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Nomes	Limites de qualité	Références de qualité
Dimepiperate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
EPTC	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Fenobucarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Fenoxycarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Iodocarbe	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Isoprocarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Melolcarb	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Mexacarbate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Propamocarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Prosulfocarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Proximpham	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Pyributicarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Terbucarbe	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Tiocarbazil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Carboxine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Desmediphame	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Penoxsulam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Bufencarbe	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Karbutilate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Allyxycarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Aldicarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Benthiavalcarbe-isopropyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Propoxycarbazon-sodium (calcul)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Asulame	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode interne M_ET256	2	#
Chinométhionate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Chlorprofam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Molinate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Benoxacor	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Furathlocarbe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Triallate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Dithiocarbamates							
MITC (méthylisothiocyanate)	83P2BCR*	< 0.02	µg/l	Purge and trap et GC/MS	Méthode interne		#
Ziram	83P2BCR*	< 100	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109		#
Thiram	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Ethylène urée (métabolite du manèbe, mancozèbe, méliram)	83P2BCR*	< 0.50	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108		#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Ethylène thiourée (métabolite du manèbe, mancozèbe, métiram) Néonicotinoides	83P2BCR*	< 0.50	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108		
Acetamipride	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Imidaclopride	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Thiaclopride	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Thiamethoxam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Clothianidine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Amides et chloroacétamides							
S-Metolachlor	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après extract. SPE	Méthode Interne M_ET142		
Metolaxyl-M (metenoxam)	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après extract. SPE	Méthode Interne M_ET142		
Boscalid	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Metaxyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Isoxaben	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Zoxamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Flufenacet (flurthiamide)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Isoxafflutole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Chlorantranipirile	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Hexythiazox	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pethoxamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fluopicolide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Isofetamide	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2	#
Acétochlore	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Alachlore	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Amitraze	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Furalaxyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Métozachlor	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Napropamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Ofurace	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Oxadixyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Propyzamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Alachlore-OXA	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Acétochlore-ESA (t-sulfonyl acid)	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Acétochlore-OXA (sulfinylacetic acid)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Metolachlor-ESA (metolachlor ethylsulfonic acid)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Metolachlor- OXA (metolachlor oxalinic acid)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Metazachlor-OXA (metazachlor oxalic acid)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Flufenacet-ESA	83P2BCR*	< 0.010	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Dimethachlor-OXA	83P2BCR*	< 0.010	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Dimetachlor-CGA 369873	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
S-metolachlor-NOA 413173	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET249	2	#
Dimethenamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
2,6-dichlorobenzamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Mefenacet	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Propachlor	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Prétilachlor	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Oxadiargyl	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dimetachlor	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dichlormide	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Cyflufenamide	83P2BCR*	< 0.05	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fluxapyroxad	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Ammoniums quaternaires							
Chlorméquat	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS injection directe	Méthode Interne M_ET055	2	#
Mépiquat	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS injection directe	Méthode Interne M_ET055	2	#
Diquat	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS injection directe	Méthode Interne M_ET055	2	#
Paraquat	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS injection directe	Méthode Interne M_ET055	2	#
Anilines							
Oryzalin	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Benalaxyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Métolachlor	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Benfluraline	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Butraline	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Pendimethaline	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Trifluraline	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Azoles							
Aminotriazole	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET130	2	#
Triflconazole	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Diniconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Prothioconazole	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Imazalil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Thiabendazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Uniconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Imibenconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Tricyclazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Fenchlorazole-ethyl	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Etoazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Ipcconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Pyraflufen-ethyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Furilazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Azaconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Bitertanol	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Bromuconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Cyproconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Difenoconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Epoxyconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Fenbuconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Flusilazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Flutriafol	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Hexaconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Imazaméthabenz méthyl	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Melconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Myclobutanil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Penconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Prochloraze	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Propiconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Tebuconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Tebuconpyrad	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Tetraconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Triadimenol	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Fluquinconazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Triadimefon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Paclobutrazole	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Mefenitruconazole	83P2BCR*	< 0.03	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Benzonitriles							
Ioxynil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Bromoxynil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Chloridazone-desphényl	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Chloridazone-méthyl-desphényl	83P2BCR*	< 0.010	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Acionifen	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Chloridazone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dichlobenil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fenarimol	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Ioxynil-octanoate	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Ioxynil-méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Bromoxynil-octanoate	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Dicarboxymides							
Cyazofamide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Captafol	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Folpel (Folpet)	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Iprodione	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Procymidone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Vinchlorzoline	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Cinidon-éthyl	83P2BCR*	< 0.1	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Phénoxyacides							
Fluazifop-P-butyl	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après extract. SPE	Méthode Interne M_ET142	2	#
Dichlorprop-P	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	HPLC/MS/MS après extract. SPE	Méthode Interne M_ET142	2	#
2,4-D	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
2,4-DB	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
2,4,5-T	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
2,4-MCPA	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
2,4-MCPB	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
MCPP (Mecoprop) total	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Dicamba	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Triclopyr	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
2,4-DP (Dichlorprop) total	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Quizalofop	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Quizalofop éthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Diclofop méthyl	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Propaquizalofop	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Haloxypop P-méthyl (R)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fenoprop (2,4,5-TP)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fluroxypyr	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fluazifop	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Clodinafop-propargyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Cyhalofop butyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Flamprop-méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Flamprop-Isopropyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Haloxypol 2-éthoxyéthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fenoxaprop-ethyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Haloxypol	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fluazifop-butyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Meptyl-dinocap	83P2BCR*	< 1	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109		
fluroxypyr-métyl ester	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
MCPP-n et isobutyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPP-méthyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPP-2 ctyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPP- 2-éthylhexyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPP-2,4,4-triméthylpentyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPP-1-octyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPA-méthyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPA-éthylhexyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPA-éthyl ester	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPA-butoxyéthyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPA-1-butyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
MCPP-2-butoxyéthyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
2,4-D-méthyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
2,4-D-isopropyl ester	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Phénols							
DNOC (dinitrocrésol)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Dinoseb	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Dinoterb	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pentachlorophénol	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Dinocap	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Dichlorophene	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pyréthrinoïdes							
Azinathrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Alléthrine (depalléthrine)	83P2BCR*	< 0.03	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Alphaméthrine (alpha cyperméthrine)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Bifenthrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Bioresméthrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Cyfluthrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité	
Cyperméthrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2		#
Esfenvalérate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2		#
Fenpropathrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2		#
Lambda cyhalothrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2		#
Permethrine	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2		#
Tefluthrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2		#
Deltaméthrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2		#
Fenvalerate	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2		#
Tau-fluvalinate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2		#
Betacyfluthrine	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2		#
Etofenprox	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2		#
Zeta-cyperméthrine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2		#
Gamma cyhalothrine	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2		#
Strobilurines								
Pyraclostrobin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2		#
Azoxystrobin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2		#
Picoxystrobin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET108	2		#
Trifloxystrobin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Dimoxystrobin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Fluoxastrobin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Mandestrobin	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Kresoxim-méthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Pesticides divers								
Toxaphène	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	NCI/GC/MS	Méthode interne M_ET181			#
Cymoxanil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Bentazone	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Chlorophacinone	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Fludioxonil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Glufosinate	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPIC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET116	2		#
Quinmerac	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
AMPA	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPIC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET116	2		#
Glyphosate (incluant le sulfosate)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPIC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET116	2		#
Fosetyl	83P2BCR*	< 0.0185	µg/l	HPIC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET116	2		#
Fosetyl-aluminium (calcul)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPIC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET116	2		#
Acifluorène	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#
Fomesafen	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2		#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Tebufenozide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Coumatetralyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Diméthomorphe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Flurtamone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Imazaquin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Spiroxamine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Bromadiolone	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Mefluidide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Cycloxydime	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Flutolanil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fluazinam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Triazoxide	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Florasulam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Imazamethabenz	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fenazaquin	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fluridone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Metosulam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Triflorine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pyrazoxyfen	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Coumefene (warfarin)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Difenacoum	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Picolinafen	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Tembotrione	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pyroxulam	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Bixafen	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Spirotetramat	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Penthiopyrad	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Bensulide	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Clethodim	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Profoxydim	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Valifenalate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sedaxane	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Cyantranilprole	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fenamidone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Toclophos-methyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sethoxydim	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Difethialone	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Acibenzolar S-methyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Imazamox	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Trinexapac-ethyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Imazapyr	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Proquinazid	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Siltiopham	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Bensulfap	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Thiencarbazone-méthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Fenfuram	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Thiophanate-méthyle	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Triazamate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Spinosad (A+D)	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Spinosad A (Spinosyne A)	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Spinosad D (Spinosyne D)	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Daminozide	83P2BCR*	< 0.030	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Bifenazate	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Fenpyroximate-E	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Spirodiclofen	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Dodine	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Prohexadione-calcium (calcul)	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Thiophanate-éthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Azadirachtine	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Sulfoxaflor	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Pyrofénone	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Halauxifen-méthyl	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Flupyradifurone	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Oxathiapiprolin	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET108	2	#
Anthraquinone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Mepronil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Bifenox	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Bromopropylate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Bupirimate	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Propanil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Buprofezine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Clopyralid	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode interne M_ET256	2	#
Diphénylamine	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode interne M_ET256	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Picloram (Tordon K)	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET256	2	
Pyrimethanil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Abamectin	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET261	2	
Aminopyralid	83P2BCR*	< 0.100	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET256	2	
Milbemecline A4	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET261		
Emamectine	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET261		
Chloroneb	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Spinetoram (J+L)	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode Interne M_ET261		
Clomazone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Cloquintocet méxyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Cyprodinil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Diflufenican (Diflufenicanil)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Elthofumesate	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fenpropidine	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fenpropimorphe	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Fipronil	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Flumioxiazine	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Flurochloridone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Flurprimidol	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Lenacile	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Métaldéhyde	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET277	2	#
Bromacile	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Norflurazon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Norflurazon désméthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Nuarimol	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Oxadiazon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Oxyfluorène	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Piperonil butoxyde	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Propargite	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Pyridaben	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Pyrifénos	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Quinoxifène	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Roténone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Terbacile	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#
Acequinocyl	83P2BCR*	< 0.05	µg/l	GC/MS/MS après extraction LL	Méthode Interne M_ET173	2	#
Chlorthal-diméthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode Interne M_ET172	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Carfentrazone ethyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Mefenpyr diethyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Mepanipyrim	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Thiocyclam hydrogene oxalate	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Famoxadone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Isoxadifen-éthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Pyriproxyfen	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Tetrasul	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Tecnazene	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Flonicamid	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Metrafenone	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Fenson (fenizon)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Chlorfenson	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Pinoxaden	83P2BCR*	< 0.05	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Spiromesifen	83P2BCR*	< 0.1	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
Urées substituées							
Chlorotoluron (chlorotoluron)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Chloroxuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Chlorsulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Diflufenzuron	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Dimefuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Diuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Fenuron	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Isoproturon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Linuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Methabenzthiazuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Metobromuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Metoxuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Monuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Neburon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Triflururon	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Triasulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Thifensulfuron méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Tebuthiuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Sulfosulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Rimsulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Prosulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pencycuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Nicosulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Manolinuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Mesosulfuron méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Iodosulfuron méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Foramsulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fiazasulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Ethoxysulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Ethidimuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Difénoxuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
DCPU (1 (3,4 dichlorophenylurée)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
DCPMU (1-(3-4-dichlorophényl)-3-méthylurée)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Cycluron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Buluron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Chlorbromuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Amidosulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Siduron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Metsulfuron méthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Azimsulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Oxasulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Cinosulfuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Fluometuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Halosulfuron-méthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Bensulfuron-méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Sulfometuron-méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Ethametsulfuron-méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Chlorimuron-éthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Tribenuron-méthyl	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Triflousulfuron méthyl (trisulfuron-méthyl)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Thiazafuron (thiazfluron)	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Flupyr sulfuron-méthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Daimuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Thidiazuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Forchlorfenuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#
Pyrazosulfuron-éthyl	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode Interne M_ET109	2	#

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
IPPU (1-(4-(isopropylphényl)-uré	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
IPPMU (isoproturon-desmethyl)	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
1-(3-chloro-4-méthylphényl) urée	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Hexaflumuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Teflubenzuron	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Lufenuron	83P2BCR*	< 0.050	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Tritosulfuron	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET109	2	#
Chlorfluazuron	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172	2	#
PCB : Polychlorobiphényles PCB par congénères							
PCB 28	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 31	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 52	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 101	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 105	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 118	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 138	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 149	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 153	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 180	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 194	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 35	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 170	83P2BCR*	< 0.01	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 209	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 44	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
Somme des 7 PCB indicateurs quantifiés	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
PCB 18	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
Dérivés du phénol Chlorophénols							
2,4-dichlorophénol	83P2BCR*	< 0.020	µg/l	GC/MS après extraction LL	Méthode interne M_ET078		#
2,4 + 2,5-dichlorophénol (coélution)	83P2BCR*	< 0.02	µg/l	GC/MS après extraction LL	Méthode interne M_ET078		#
Composés divers Divers							
Acrylamide	83P2BCR*	< 0.1	µg/l	HPLC/MS/MS après injection directe	Méthode interne M_ET130		#
Phosphate de tributyle	83P2BCR*	< 0.005	µg/l	GC/MS/MS après extraction SPE	Méthode interne M_ET172		#
Médicaments							

Paramètres analytiques		Résultats	Unités	Méthodes	Normes	Limites de qualité	Références de qualité
Antiparasitaires							
Ivermectine	83P2BCR*	< 0.10	µg/l	HPLC/MS/MS après extr. SPE	Méthode interne M_ET261		
Radioactivité : l'activité est comparée à la limite de détection							
Radon 222	83P2BCR*	< 6.1	Bq/l	Spectrométrie gamma	NF EN ISO 13164-1 et -2		100 #
Radon 222 : incertitude (k=2)	83P2BCR*	-	Bq/l	Spectrométrie gamma	NF EN ISO 13164-1 et -2		#
Activité alpha globale	83P2BCR*	0.03	Bq/l	Compteur à gaz proportionnel	NF EN ISO 10704		0.1 #
activité alpha globale : incertitude (k=2)	83P2BCR*	0.02	Bq/l	Compteur à gaz proportionnel	NF EN ISO 10704		#
Activité bêta globale	83P2BCR*	0.08	Bq/l	Compteur à gaz proportionnel	NF EN ISO 10704		#
Activité bêta globale : incertitude (k=2)	83P2BCR*	0.03	Bq/l	Compteur à gaz proportionnel	NF EN ISO 10704		#
Potassium 40	83P2BCR*	0.031	Bq/l	Calcul à partir de K			
Potassium 40 : incertitude (k=2)	83P2BCR*	0.003	Bq/l	Calcul à partir de K			
Activité bêta globale résiduelle	83P2BCR*	0.052	Bq/l	Calcul			1
Activité bêta globale résiduelle : incertitude (k=2)	83P2BCR*	0.020	Bq/l	Calcul			
Tritium	83P2BCR*	< 9	Bq/l	Scintillation liquide	NF EN ISO 9696		100 #
Tritium : incertitude (k=2)	83P2BCR*	-	Bq/l	Scintillation liquide	NF EN ISO 9696		#
Dose indicative	83P2BCR*	< 0.1	mSv/an	Interprétation			0.1

83P2BCR* ANALYSE (P2BCR=P1P2+ASR+COT+RADON) EAU A LA PRODUCTION (ARS83-2021)

Rn222 : activité à la date de prélèvement

Méthode interne M_ET172 : Taux d'extraction/ionisation modifié par la présence d'interférents

Si certains paramètres soumis à des seuils de conformité ne sont pas couverts par l'accréditation alors la déclaration de conformité n'est pas couverte par l'accréditation.

Les résultats sont rendus en prenant en compte les matières en suspension (MES) sauf quand la filtration est indiquée dans les normes analytiques.

Christophe ROGER
Ingénieur de Laboratoire

ROGER

ANNEXE

10- Copie du courriel adressé à SOTEM du 30/12/2021

SANNIER Laurent

De: SANNIER Laurent
Envoyé: jeudi 30 décembre 2021 16:36
À: sotem83@groupe-garrassin.fr
Cc: NICOLAS Anais; MISSOUM Slim
Objet: Site ISDI de TOURRIS - Demande d'information dans le cadre de l'Enquête publique liée à DUP de remise en exploitation de la source St Antoine concernant des travaux reprise d'un talus et création d'un bassin de collecte des eaux de pied de ce talus

Importance: Haute

Suivi:	Destinataire	Réception
	sotem83@groupe-garrassin.fr	
	NICOLAS Anais	Remis: 30/12/2021 16:36
	MISSOUM Slim	Remis: 30/12/2021 16:36

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative à la Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source St Antoine située sur le territoire de la commune de Toulon qui s'est déroulée du 29/11/2021 au 17/12/2021, la métropole TPM a été destinataire du PV d'observation en date du 24/12/2021 établi par le commissaire enquêteur Mr Bertrand Nicolas désigné par le TA pour cette enquête publique.

Dans ce PV figure une observation n°18 concernant votre site ISDI de Tourris Nord situé route de Tourris sur le territoire de la commune du Revest dont voici l'extraction :

18) Dans le site de stockage de déchets inertes (SDI) de Tourris, il devait être réalisé des travaux de re-talutage pour diriger les eaux vers un bassin de rétention. En 2013 la société SOTEM avait en projet de redessiner la géométrie du talus en rajoutant des matériaux depuis le pied de verser pour essayer de réduire les pentes du talus ainsi que la mise en place d'un bassin de collecte des eaux au pied de ce même talus. Les travaux ont-ils été effectués ?

Pourriez-vous apporter les éléments de réponse quant à l'avancée de ces travaux ?

La métropole TPM est contrainte de répondre avant le 7/01/2022 aux observations du CE (délai réglementaire imposé). Merci par avance pour vos retours avant le 6/01/2022.

Restant à votre disposition.

Cordialement.



Laurent SANNIER

DGST - Territoires et Proximité
DEA - Service projets structurants et production (Chef de service)
DPR - Service travaux et Sécurité (Chargé d'opération Faron)

Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536
83041 Toulon Cedex 9
Tél : 04 94 36 48 60 Port 06 82 94 18 95
lsannier@metropoletpm.fr

ANNEXE

11-Réponse de la Société SOTEM du 03/01/2022 – ISDI Tourris

SANNIER Laurent

De: Bordeaux jacques henri <jhbxgg@gmail.com>
Envoyé: lundi 3 janvier 2022 16:03
À: SANNIER Laurent
Objet: Votre demande d'information sur l'Isdi Tourris-Nord
Pièces jointes: Travaux Isdi Nord.png

Bonjour monsieur.

Nous répondons à votre mail du 30 décembre 2021 concernant l'enquête publique sur le captage de la source Saint Antoine.

La sas SOTEM est effectivement exploitante de l'installation de stockage de déchets inertes du bâtiment sur le plateau de Tourris, dite ISDI Tourris Nord.

Cette exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 8 avril 2013, sous la condition de réalisation d'aménagements avant son ouverture.

Les travaux d'aménagements dont la gestion des eaux de ruissellement ont été réalisés entre avril et octobre 2013, selon le détail que nous joignons en pièce jointe .

La conformité des travaux a été contrôlée par les services de la DDTM du Var en fin octobre 2013, avec avis favorable. L'ouverture de l'ISDI de Tourris-Nord a alors été autorisée par arrêté préfectoral du 6 novembre 2013.

En réponse à l'observation n°18 nous pouvons donc affirmer que les travaux du bassin de rétention, les pentes des talus et le fossé ceinturant ont été réalisés en 2013.

Bien entendu nous restons à votre écoute pour tous renseignements complémentaires qui vous seraient utiles.

Sincèrement

Jacques Henri Bordeaux
Groupe Garrassin - Direction Générale
540 Bd Bernard Long
Z.I. Consacs
83170 Brignoles
Fixe 04 98 05 17 00
Mob 06 86 46 80 98

ANNEXE

12- Arrêté préfectoral du 3/03/2021 portant modification de l'arrêté du 31/07/2019 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et des périmètres de protection de la retenue de DARDENNES et de la source du RAGAS sur la commune du Revest-les-Eaux.



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var
Service Eau et Biodiversité**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du - 3 MARS 2021

portant modification de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et des périmètres de protection de la retenue de DARDENNES et de la source du RAGAS sur la commune du Revest-les-Eaux

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L214-1 à L214-6, L215-13, R214-1 et suivants, R214-32 ;

Vu le décret du Président de la République du 29 août 2020, nommant M. Evence RICHARD préfet du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et des périmètres de protection de la retenue de DARDENNES et de la source du RAGAS sur la commune du Revest-les-Eaux ;

Vu le code de justice administrative, notamment l'article R421-1 ;

Considérant les éléments nouveaux portés à connaissance de l'État à la suite des études réalisées par la métropole Toulon-Provence-Méditerranée concernant la gestion des eaux en aval du barrage ;

Considérant que ces éléments conduisent à améliorer la connaissance de l'hydrologie du Las en ce qu'ils permettent de garantir en tout temps le débit réservé prévu à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 susvisé ;

Considérant ainsi que la modulation selon les périodes de l'année n'est pas nécessaire, telle que définie dans l'article 4 de l'arrêté susmentionné ;

Considérant que les autres articles ne sont pas modifiés ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer :

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet de la modification

L'article quatre de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 sus-visé est ainsi modifié :

Article 4 : Débit réservé, moyens de mesure et d'évaluation

En tout temps, un débit réservé sera maintenu à l'aval immédiat de l'ouvrage, garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux.

Ce débit ne pourra pas être inférieur au débit minimal de 45 l/s, correspondant au dixième du module (débit moyen interannuel) du cours d'eau en aval de l'ouvrage.

Les moyens de mesure et d'évaluation des volumes prélevés doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Article 2 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté est affiché pendant une durée minimale de deux mois, en mairies du Revest-les-Eaux, de Signes, de Méounes-les-Montrieux, de Solliès-Toucas, de Solliès-Ville, de La Valette-du-Var et au siège de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée.

Article 3 : Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à partir de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible sur le site internet : « www.telerecours.fr ».

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le même délai. Ce recours administratif fait courir le délai du recours contentieux à compter de son rejet explicite ou implicite.

Article 4 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Var,
 - Le président de la métropole Toulon-Provence-Méditerranée,
 - les maires des communes du Revest-les-Eaux, d'Evenos, de Signes, de Méounes-les-Montrieux, de Solliès-Toucas, de Solliès-Ville et de La Valette-du-Var,
 - le délégué départemental de l'agence régionale de santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - le directeur départemental des territoires et de la mer du Var,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie de l'arrêté sera adressée pour information :

- au sous-préfet de Brignoles ;
- à la présidente du tribunal administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le **- 3 MARS 2021**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation.
le secrétaire général
Serge JACOB

Annexe 3

Département du Var

Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE avec une enquête parcellaire conjointe préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

CONCLUSIONS MOTIVEES sur la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon

Commissaire enquêteur : B.NICOLAS

Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon

N° E21000058/83 du 15 octobre 2021

rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde, le 14 janvier 2022
Monsieur Bertrand NICOLAS



1 OBJET DE L'ENQUETE ET PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La source saint Antoine située à Toulon est exploitée depuis le XVIII^{ème} siècle mais ne répond pas aux dispositions légales et réglementaires applicables à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est compétente en matière de production et de distribution d'eau potable. Elle a entrepris, comme pétitionnaire, de régulariser la situation administrative et la modernisation des installations de la source saint Antoine afin de se mettre en conformité avec la réglementation, pour exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique de cette source.

L'exploitation a été confiée en délégation de service public à la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat de délégation de service public valable jusqu'à la fin 2021.

La consommation actuelle de la ville de Toulon est d'environ 12.5 millions de m³ soit 135 l/j/habitant. Les variations saisonnières importantes de la consommation d'eau potable sont liées : au tourisme, aux activités portuaires (port de commerce, Marine Nationale) et à l'arrosage municipal.

Les ressources en eau alimentant l'agglomération toulonnaise sont le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole pour près de 64%, le barrage de Dardennes pour près de 17% et l'achat de 3.2 millions de m³ à la Société du Canal de Provence (SCP) pour le reste.

La source saint Antoine sert donc ponctuellement car elle bénéficie par arrêté préfectoral d'une autorisation d'exploitation temporaire jusqu'au 9 mars 2022. Après étude de l'évolution des débits et des volumes prélevables la Métropole TPM a établi la demande de prélèvement sur les bases d'un débit d'exploitation de 150 l/s, d'un débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s et d'un volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³. Le dernier point fort de cette ressource est sa qualité stable et bonne.

En 2021, l'avis d'un hydrogéologue agréé a permis de mettre en évidence les besoins de protection du point d'eau, notamment avec l'ensemble des tracés réalisés dans les massifs nord toulonnais.

Le périmètre de protection immédiate (PPI), d'une surface d'environ 6 700 m² sur 3 parcelles, comprend l'accès à la galerie et à l'exutoire, dans ce périmètre toute activité ou fait autre que ceux qui sont nécessités par l'entretien des ouvrages sont interdits.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est délimité en fonction des critères géologiques avec un périmètre principal d'une superficie avoisinant les 34 ha sur le territoire de Toulon sur 74 parcelles et deux périmètres disjoints sur le territoire du Revest-les-Eaux amont d'une superficie d'environ 1.4 ha sur 9 parcelles et aval d'une superficie de 1.5 ha sur 7 parcelles. Dans ce périmètre de protection rapprochée des interdictions et des servitudes sont instituées sur les terrains.

Le périmètre de protection éloignée (PPE) est limité au seul massif du mont Faron. Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée

Le projet, qui a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas par le pétitionnaire MTPM auprès de l'Autorité Environnementale (AE), n'a pas été soumis à étude d'impact. Mais il est sollicité une autorisation d'exploitation par dérivation d'une partie des eaux de la source de Saint Antoine, conformément à l'article R.214-6 du Code de l'Environnement.

Les activités pouvant présenter des risques de pollution ont été listées : une savonnerie artisanale en rive droite du Las, les activités impliquant le secteur de la mécanique en aval de la retenue de Dardennes, le mémorial du débarquement de Provence, des zones de dépôts sauvages, les structures devant mettre en conformité leur installation d'assainissement non collectif, les centres équestres, les axes de circulation, la carrière du lieu-dit «Fierraqueb», l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Tourris.

Pour l'exploitation de la source, il a été réalisé la sécurisation de la zone du PPI, la remise en état de l'usine de traitement et la mise en place des systèmes de traitement et de transport de l'eau et d'un système de surveillance de la qualité de l'eau ainsi que la mise en place d'un système d'alerte sur la qualité de l'eau du Las dans la zone du périmètre de protection rapprochée disjoint aval. La totalité des travaux a été financé par le budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.

2 CONCLUSIONS SUR LE DÉROULEMENT ET BILAN DE L'ENQUÊTE UNIQUE

2.1 Calendrier, permanences et publicité

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 29 novembre 2021 à 0h00 au 17 décembre 2021 à 24h00 soit 19 jours consécutifs, dans les mairies de Toulon, siège des enquêtes, et du Revest les Eaux.

Les 8 permanences fixées en concertation avec le prescripteur de l'enquête, le préfet du Var, ont été tenues aux jours et heures dits.

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Les formalités de publicité ont été vérifiées conformes aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 et à la réglementation (Code de l'environnement).

Il n'y a pas eu de concertation préalable.

2.2 Cadre réglementaire et avis sur le respect de la procédure

Le commissaire enquêteur a pu vérifier que le cadre réglementaire et en particulier l'arrêté préfectoral 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 prescrivant cette enquête

unique ont été scrupuleusement respectés dans leur application par tous les acteurs de l'enquête, chacun pour ce qui le concerne et pour chaque enquête conjointe, notamment l'article 8 concernant les délibérations des conseils au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement.

Le procès-verbal des observations (annexe 1 du rapport) a été adressé par le commissaire enquêteur le vendredi 24 décembre 2021 au responsable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Le mémoire en réponse de la Métropole TPM (annexe 2 du rapport) a été adressé au commissaire enquêteur le vendredi 7 janvier 2022.

2.3 Composition et avis sur le dossier d'enquête

Le dossier de l'enquête publique unique, réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils et remis en forme par les services de la Métropole TPM, mis à la disposition du public comprend 3 parties : partie A un préambule et un résumé non technique, partie B un dossier enquête de déclaration d'utilité publique, partie C un dossier d'enquête parcellaire.

Par nécessité des différentes procédures, les parties et les annexes du dossier sont redondantes avec 5 notices de présentations et 38 annexes pour un total d'environ 600 pages. La pièce A6 est particulièrement détaillée et complète, elle rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

Les différentes parties sont très bien structurées, facilement identifiables dans les sommaires. Non présents initialement dans le dossier, les avis des services instructeurs, la direction départementale des territoires et de la mer du Var et l'agence régionale de santé du Var, y ont été intégrés.

2.4 Bilan numérique de l'enquête unique et climat

La participation du public a été limitée et peu dense, 16 personnes. La répartition est assez équilibrée entre la mairie de Toulon (10) et celle du Revest-les-Eaux (5), une observation a été adressée par mail et par courrier.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi

qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitudes d'utilité publique.

3 AVIS ET CONCLUSIONS SUR L'ENQUETE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX DE DERIVATION D'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE DU CAPTAGE DE LA SOURCE SAINT ANTOINE, SITUEE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TOULON

3.1 Objectifs de l'enquête relative à la déclaration d'utilité publique

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), propriétaire de la source de saint Antoine, souhaite exploiter de nouveau cette ressource utilisée à des fins d'alimentation en eau potable.

Aussi, la démarche, initiée par la ville de Toulon et reprise par la Métropole TPM, est une démarche de régularisation et de mise en conformité réglementaire de cette source. Les périmètres de protection finaux ont été définis par un hydrogéologue agréé en date du 29 juillet 2021.

L'utilité publique est justifiée par la réglementation, la diversification de la ressource, la sécurité et la mise en conformité des installations de traitement et de surveillance :

- Afin d'être conforme à la législation et à la réglementation de façon pérenne, une source de captage d'eau destinée à la consommation humaine doit obtenir les actes suivants : une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) concernant les périmètres de protection et leurs instaurations, les travaux de dérivation des eaux, l'autorisation préfectorale d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, l'autorisation de prélèvement.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la demande en eau potable des toulonnais qui augmente en période estivale en raison de la fréquentation touristique en particulier durant les mois de juillet et août.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la raréfaction de la ressource en raison des changements climatiques et de diversifier l'alimentation de la ressource.
- Il s'agit de réduire les volumes prélevés à partir de la retenue de Carcès classé en zone de répartition des eaux (ZRE zone présentant une insuffisance des ressources par rapport aux besoins) permettant une gestion équilibrée des prélèvements.
- Il s'agit de déterminer et de mettre en place des périmètres de protection autour de la source pour la sécuriser.
- Pour la reprise de l'exploitation, il est nécessaire de moderniser les installations de distribution et en particulier les pompes de refoulement et les moyens de traitement des eaux ainsi que de mettre en œuvre une station d'alerte sur la qualité de l'eau et

des moyens de protections : clôture du périmètre de protection immédiat, sécurisation des accès à la source, systèmes anti intrusion et de vidéosurveillance.

- L'exploitation de la source saint Antoine permet de limiter le complément en ressource d'eau nécessaire à la consommation toulonnaise qui est achetée à la société du Canal de Provence.
- L'investissement nécessaire évalué à 517 500 € entre la réalisation des travaux et l'acquisition d'une partie de la parcelle EW 235 est très limité au regard du coût d'achat d'eau à la société Canal de Provence estimé à 2 millions €/an.

3.2 Composition du dossier d'enquête pour la DUP et réglementation

La réglementation de la déclaration d'utilité publique portant sur les travaux de dérivation en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine est concernée par les articles L1321-2 et L1321-3 du code de la santé publique et l'article L215-13 du code de l'environnement.

Les deux parties B1 et B2 du dossier présentent donc la demande de déclaration d'utilité publique portant sur l'instauration des périmètres de protection et les travaux de dérivation. Chacune des parties comporte les documents nécessaires à la procédure de demande au titre du code de l'environnement (B1) et du code de la santé publique (B2) : identification du demandeur, localisation, description du contexte géologique et hydrogéologique, de l'ouvrage, l'arrêté préfectoral concernant le dossier cas par cas de l'étude d'impact environnemental, un dossier d'incidence sur les sites Natura 2000, le rapport de l'hydrogéologue agréé, l'analyse des eaux brutes.

3.3 Conclusions et avis motivé sur l'enquête relative à la Déclaration d'Utilité Publique

Après avoir examiné l'ensemble des remarques relevées durant l'enquête publique unique relative à la mise en conformité de la source saint Antoine sur les communes de Toulon et du Revest-les-Eaux, le commissaire-enquêteur :

Estime que le projet :

- A respecté la procédure pour cause d'utilité publique de l'article L215-13 du code de l'environnement concernant les travaux de dérivation des eaux.
- A permis d'informer le public sur l'utilité publique de la reprise de l'exploitation de la source.
- En raison de l'exploitation temporaire jusqu'en 2022, il a déjà été réalisé les travaux de modernisation concernant la dérivation, les installations d'exploitation et les moyens de protection et de détection d'intrusion du périmètre de protection immédiate ainsi que la mise en œuvre d'une station d'alerte sur la qualité de l'eau au niveau du périmètre de protection rapproché disjoint aval situé sur le Las.
- A son financement assuré pour les travaux et l'acquisition de parcelle par le budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.
- Est compatible avec les documents d'urbanisme : PLU, PRR...notamment les travaux sont compatibles avec les règles d'urbanisme définies dans les zones UC et Nc concernées.

- Est sans incidence sur un site Natura 2000. Il n'y a donc pas de mesure compensatoire mise en place au titre de Natura 2000.
- N'est concerné par aucun schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et que l'exploitation des eaux de la source saint Antoine est en accord avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et Corse 2016-2021.
- A reçu une majorité d'avis favorables de la part du public qui s'est présenté pendant l'enquête publique sur la remise en exploitation de la source.
- Répond aux objectifs d'intérêt général.
- A répondu aux interrogations du public sur les prescriptions proposées pour les périmètres de protection rapprochée concernant la servitude d'utilité publique.

Regrette que :

- La participation de public ait été limitée malgré le nombre de propriétaires concernés par la servitude d'utilité publique des périmètres de protection rapprochée.

Ayant constaté :

Que la demande de déclaration d'utilité publique de la Métropole TPM a suivi la procédure pour cause d'utilité publique de l'article L215-13 du code de l'environnement concernant les travaux de dérivation des eaux.

Qu'un avis favorable a été émis, après la phase d'examen, par l'Agence Régionale de Santé PACA avec des observations, par l'Office Française de la Biodiversité avec des observations, par la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA et par le Service Prospective et Planification de la DDTM.

Qu'un avis favorable a été émis par le conseil municipal de la commune de Toulon en date du 17 décembre 2021 et par le conseil municipal de la commune du Revest en date du 13 décembre 2021.

Que le projet est compatible avec le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Que le projet ne nécessite pas de mise en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

Que sur décision de l'autorité environnementale du 12 janvier 2018, le projet n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact.

Que le projet n'a pas d'incidence sur des sites Natura 2000.

Que la protection du périmètre de protection immédiate et la protection de l'accès à la galerie de la source et à la trappe d'accès à la dérivation a été réalisée par la mise en place de grillage, de moyens de vidéosurveillance et anti-intrusion.

Qu'au vu de ce qui précède les remarques relevées, pour la demande de déclaration d'utilité publique, si elles peuvent être prises en considération, ne sont pas de nature à constituer des motifs à rejeter le projet.

En conclusion, le commissaire enquêteur considère que la demande concernant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine située sur le territoire de la commune de Toulon présente un intérêt général et est d'utilité publique et

donne un avis favorable.

Cet avis est accompagné de la recommandation suivante :

Recommandation 1 :

Les propriétaires des parcelles EW 70, 72, 74, 75, 241 et 251 situées le long de la voie 3850, voie privée ouverte à la circulation appartenant à la Métropole TPM, ne peuvent plus accéder à leur terrain car un portail cadenassé est en place sur cette voie.

Le maître d'ouvrage propose d'effectuer une étude avec les services fonciers et techniques afin de répondre et de solutionner cette difficulté. Il propose aussi de faire déplacer par le délégataire un compteur d'eau appartenant au propriétaire de la parcelle EW 241 et qui ne peut plus être relevé.

Il est demandé au maître d'ouvrage d'informer les propriétaires sur la suite donnée de la solution retenue.

Annexe 4

Département du Var

Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE avec une enquête parcellaire conjointe préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

CONCLUSIONS MOTIVEES

sur la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

Commissaire enquêteur : B.NICOLAS

Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon

N° E21000058/83 du 15 octobre 2021

rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde, le 14 janvier 2022
Monsieur Bertrand NICOLAS



1 OBJET DE L'ENQUETE ET PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La source saint Antoine située à Toulon est exploitée depuis le XVIIIème siècle mais ne répond pas aux dispositions légales et réglementaires applicables à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est compétente en matière de production et de distribution d'eau potable. Elle a entrepris, comme pétitionnaire, de régulariser la situation administrative et la modernisation des installations de la source saint Antoine afin de se mettre en conformité avec la réglementation, pour exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique de cette source.

L'exploitation a été confiée en délégation de service public à la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat de délégation de service public valable jusqu'à la fin 2021.

La consommation actuelle de la ville de Toulon est d'environ 12.5 millions de m³ soit 135 l/j/habitant. Les variations saisonnières importantes de la consommation d'eau potable sont liées : au tourisme, aux activités portuaires (port de commerce, Marine Nationale) et à l'arrosage municipal.

Les ressources en eau alimentant l'agglomération toulonnaise sont le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole pour près de 64%, le barrage de Dardennes pour près de 17% et l'achat de 3.2 millions de m³ à la Société du Canal de Provence (SCP) pour le reste.

La source saint Antoine sert donc ponctuellement car elle bénéficie par arrêté préfectoral d'une autorisation d'exploitation temporaire jusqu'au 9 mars 2022. Après étude de l'évolution des débits et des volumes prélevables la Métropole TPM a établi la demande de prélèvement sur les bases d'un débit d'exploitation de 150 l/s, d'un débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s et d'un volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³. Le dernier point fort de cette ressource est sa qualité stable et bonne.

En 2021, l'avis d'un hydrogéologue agréé a permis de mettre en évidence les besoins de protection du point d'eau, notamment avec l'ensemble des traçages réalisés dans les massifs nord toulonnais.

Le périmètre de protection immédiate (PPI), d'une surface d'environ 6 700 m² sur 3 parcelles, comprend l'accès à la galerie et à l'exutoire, dans ce périmètre toute activité ou fait autre que ceux qui sont nécessités par l'entretien des ouvrages sont interdits.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est délimité en fonction des critères géologiques avec un périmètre principal d'une superficie avoisinant les 34 ha sur le territoire de Toulon sur 74 parcelles et deux périmètres disjoints sur le territoire du Revest-les-Eaux amont d'une superficie d'environ 1.4 ha sur 9 parcelles et aval d'une superficie de 1.5 ha sur 7 parcelles. Dans ce périmètre de protection rapprochée des interdictions et des servitudes sont instituées sur les terrains.

Le périmètre de protection éloignée (PPE) est limité au seul massif du mont Faron. Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée

Le projet, qui a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas par le pétitionnaire MTPM auprès de l'Autorité Environnementale (AE), n'a pas été soumis à étude d'impact. Mais il est sollicité une autorisation d'exploitation par dérivation d'une partie des eaux de la source de Saint Antoine, conformément à l'article R.214-6 du Code de l'Environnement.

Les activités pouvant présenter des risques de pollution ont été listées : une savonnerie artisanale en rive droite du Las, les activités impliquant le secteur de la mécanique en aval de la retenue de Dardennes, le mémorial du débarquement de Provence, des zones de dépôts sauvages, les structures devant mettre en conformité leur installation d'assainissement non collectif, les centres équestres, les axes de circulation, la carrière du lieu-dit «Fierraqueb», l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Tourris.

Pour l'exploitation de la source, il a été réalisé la sécurisation de la zone du PPI, la remise en état de l'usine de traitement et la mise en place des systèmes de traitement et de transport de l'eau et d'un système de surveillance de la qualité de l'eau ainsi que la mise en place d'un système d'alerte sur la qualité de l'eau du Las dans la zone du périmètre de protection rapprochée disjoint aval. La totalité des travaux a été financé par le budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.

2 CONCLUSIONS SUR LE DÉROULEMENT ET BILAN DE L'ENQUÊTE UNIQUE

2.1 Calendrier, permanences et publicité

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 29 novembre 2021 à 0h00 au 17 décembre 2021 à 24h00 soit 19 jours consécutifs, dans les mairies de Toulon, siège des enquêtes, et du Revest les Eaux.

Les 8 permanences fixées en concertation avec le prescripteur de l'enquête, le préfet du Var, ont été tenues aux jours et heures dits.

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Les formalités de publicité ont été vérifiées conformes aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 et à la réglementation (Code de l'environnement).

Il n'y a pas eu de concertation préalable.

2.2 Cadre réglementaire et avis sur le respect de la procédure

Le commissaire enquêteur a pu vérifier que le cadre réglementaire et en particulier l'arrêté préfectoral 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 prescrivant cette enquête unique ont été scrupuleusement respectés dans leur application par tous les acteurs de

l'enquête, chacun pour ce qui le concerne et pour chaque enquête conjointe, notamment l'article 8 concernant les délibérations des conseils au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement.

Le procès-verbal des observations (annexe 1 du rapport) a été adressé par le commissaire enquêteur le vendredi 24 décembre 2021 au responsable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Le mémoire en réponse de la Métropole TPM (annexe 2 du rapport) a été adressé au commissaire enquêteur le vendredi 7 janvier 2022.

2.3 Composition et avis sur le dossier d'enquête

Le dossier de l'enquête publique unique, réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils et remis en forme par les services de MTPM, mis à la disposition du public comprend 3 parties : partie A un préambule et un résumé non technique, partie B un dossier enquête de déclaration d'utilité publique, partie C un dossier d'enquête parcellaire.

Par nécessité des différentes procédures, les parties et les annexes du dossier sont redondantes avec 5 notices de présentations et 38 annexes pour un total d'environ 600 pages. La pièce A6 est particulièrement détaillée et complète, elle rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

Les différentes parties sont très bien structurées, facilement identifiables dans les sommaires. Non présents initialement dans le dossier, les avis des services instructeurs, la direction départementale des territoires et de la mer du Var et l'agence régionale de santé du Var, y ont été intégrés.

2.4 Bilan numérique de l'enquête unique et climat

La participation du public a été limitée et peu dense, 16 personnes. La répartition est assez équilibrée entre la mairie de Toulon (10) et celle du Revest-les-Eaux (5), une observation a été adressée par mail et par courrier.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi

qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitudes d'utilité publique.

3 AVIS ET CONCLUSIONS SUR L'ENQUETE PRÉALABLE RELATIVE À L'INSTAURATION DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE, RAPPROCHÉ ET ÉLOIGNÉE, VALANT SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE POUR LES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION RAPPROCHÉE ET ÉLOIGNÉE, SUR LES TERRITOIRES DES COMMUNES DE TOULON ET DU REVEST-LES-EAUX ;

3.1 Objectifs de l'enquête relative à la déclaration d'utilité publique

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), propriétaire de la source de saint Antoine, souhaite exploiter de nouveau cette ressource utilisée à des fins d'alimentation en eau potable.

Aussi, la démarche, initiée par la ville de Toulon et reprise par la Métropole TPM, est une démarche de régularisation et de mise en conformité réglementaire de cette source. Les périmètres de protection finaux ont été définis par un hydrogéologue agréé en date du 29 juillet 2021.

L'utilité publique est justifiée par la réglementation, la diversification de la ressource, la sécurité et la mise en conformité des installations de traitement et de surveillance :

- Afin d'être conforme à la législation et à la réglementation de façon pérenne, une source de captage d'eau destinée à la consommation humaine doit obtenir les actes suivants : une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) concernant les périmètres de protection et leurs instaurations, les travaux de dérivation des eaux, l'autorisation préfectorale d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, l'autorisation de prélèvement.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la demande en eau potable des toulonnais qui augmente en période estivale en raison de la fréquentation touristique en particulier durant les mois de juillet et août.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la raréfaction de la ressource en raison des changements climatiques et de diversifier l'alimentation de la ressource.
- Il s'agit de réduire les volumes prélevés à partir de la retenue de Carcès classé en zone de répartition des eaux (ZRE zone présentant une insuffisance des ressources par rapport aux besoins) permettant une gestion équilibrée des prélèvements.
- Il s'agit de déterminer et de mettre en place des périmètres de protection autour de la source pour la sécuriser.
- Pour la reprise de l'exploitation, il est nécessaire de moderniser les installations de distribution et en particulier les pompes de refoulement et les moyens de traitement

des eaux ainsi que de mettre en œuvre une station d'alerte sur la qualité de l'eau et des moyens de protections : clôture du périmètre de protection immédiat, sécurisation des accès à la source, systèmes anti intrusion et de de vidéosurveillance.

- L'exploitation de la source saint Antoine permet de limiter le complément en ressource d'eau nécessaire à la consommation toulonnaise qui est acheté à la société du Canal de Provence.
- L'investissement nécessaire évalué à 517 500 € entre la réalisation des travaux et l'acquisition d'une partie de la parcelle EW 235 est très limité au regard du coût d'achat d'eau à la société Canal de Provence estimé à 2 millions €/an.

La Métropole TPM n'a pas été prévu d'indemnisation au regard de la mise en place de la servitude d'utilité publique au vu des faibles contraintes estimées que génèrent les périmètres de protection instaurés à l'égard des parcelles concernées.

3.2 Composition du dossier d'enquête pour la DUP et réglementation

La réglementation de la déclaration d'utilité publique portant sur l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux est concernée par les articles L 1321-2 et L 1321-3 du code de la santé publique.

Les deux parties B1 et B2 du dossier présentent donc la demande de déclaration d'utilité publique portant sur l'instauration des périmètres de protection et les travaux de dérivation. Chacune des parties comporte les documents nécessaires à la procédure de demande au titre du code de l'environnement (B1) et du code de la santé publique (B2) : identification du demandeur, localisation, description du contexte géologique et hydrogéologique, de l'ouvrage, l'arrêté préfectoral concernant le dossier cas par cas de l'étude d'impact environnemental, un dossier d'incidence sur les sites Natura 2000, l'analyses des eaux brutes.

Le rapport de l'hydrogéologue agréé du 29 juillet 2021 décrit les critères retenus pour l'établissement des périmètres de protection, les prescriptions imposées dans chaque périmètre et les réserves à lever.

3.3 Conclusions et avis motivé sur l'enquête relative à la Déclaration d'Utilité Publique

Après avoir examiné l'ensemble des remarques relevées durant l'enquête-publique unique relative à la mise en conformité de la source saint Antoine sur les communes de Toulon et du Revest-les-Eaux, le commissaire-enquêteur :

Estime que le projet :

- A respecté la procédure pour cause d'utilité publique de l'article L.1321-2 et 3 du code de la santé publique, (CSP) concernant les périmètres de protection et leurs instaurations.

- A permis d'informer le public et de recueillir son avis sur l'utilité publique d'instaurer des périmètres de protection et sur les conséquences de la mise en place d'une servitude d'utilité publique sur les périmètres de protection rapprochée.
- Est compatible avec les documents d'urbanisme :PLU, PRR...
- Est susceptible de constituer une charge pour les propriétaires en limitant leur droit de construire par l'instauration de la servitude d'utilité publique sur les périmètres de protection rapprochée.
- Est sans incidence sur un site Natura 2000. Il n'y a donc pas de mesure compensatoire mise en place au titre de Natura 2000.
- N'est concerné par aucun schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et que l'exploitation des eaux de la source saint Antoine est en accord avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et Corse 2016-2021.
- Est conforme aux prescriptions du rapport de l'hydrogéologue du 29 juillet 2021 quant à l'instauration des périmètres de protection.
- A fait l'objet d'une analyse multicritères par le bureau Artelia permettant d'obtenir une carte de la vulnérabilité de l'aquifère.
- A listé précisément, par de nombreux traçages réalisés dans les massifs nord toulonnais, la vulnérabilité de la source liée aux pollutions possibles dans chaque périmètre à travers l'assainissement, l'occupation du sol, la circulation routière et les activités industrielles.
- A permis d'établir une liste de prescriptions et d'interdictions instituées sur les terrains des périmètres de protection rapprochée et éloignée.
- Répond aux objectifs d'intérêt général.
- A répondu aux interrogations du public sur les prescriptions proposées pour les périmètres de protection rapprochée liées à la servitude d'utilité publique.

Regrette que :

- La participation de public ait été limitée malgré le nombre de propriétaires concernés par la servitude d'utilité publique des périmètres de protection rapprochée.
- Un document synthétique listant les interdictions ou réglementations proposées pour le périmètre de protection rapprochée à l'application de la servitude d'utilité publique n'ait pas été inséré dans le dossier.
- Les prescriptions demandées par l'expert hydrogéologue pour sécuriser les périmètres de protection, notamment les périmètres de protection rapprochée, n'aient pas eu la totalité des réponses avant le début de l'enquête.
- L'information auprès des propriétaires de parcelle sur les conséquences de la servitude d'utilité publique n'ait pas été suffisamment claire.

Ayant constaté :

Que la demande de déclaration d'utilité publique de la Métropole TPM a suivi la procédure pour cause d'utilité publique de l'article L.1321-2 et 3 du code de la santé publique, (CSP) concernant les périmètres de protection et leurs instaurations.

Qu'un avis favorable a été émis, après la phase d'examen, par l'Agence Régionale de Santé PACA avec des observations, par l'Office Française de la Biodiversité avec des observations, par la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA et par le Service Prospective et Planification de la DDTM.

Qu'un avis favorable a été émis par le conseil municipal de la commune de Toulon en date du 17 décembre 2021 et par le conseil municipal de la commune du Revest en date du 13 décembre 2021.

Que le projet est compatible avec le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Que le projet ne nécessite pas de mise en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme

Que la servitude d'utilité publique instituera une charge limitant le droit à construire des propriétaires de parcelles situées en zone urbaine des périmètres de protection rapprochée.

Que sur décision de l'autorité environnementale du 12 janvier 2018, le projet n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact.

Que le projet n'a pas d'incidence sur des sites Natura 2000.

Que la délimitation des trois périmètres de protection s'est basée sur les études géologiques, hydrogéologiques et les résultats de campagnes de traçages en de nombreux versants hydrogéologiques et a fait l'objet d'une analyse multicritères par le bureau Artelia permettant d'obtenir une carte de la vulnérabilité de l'aquifère.

Qu'au vu de ce qui précède les remarques relevées, pour la demande de déclaration d'utilité publique si elles peuvent être prises en considération, ne sont pas de nature à constituer des motifs à rejeter le projet.

En conclusion, le commissaire enquêteur considère que la demande concernant la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux présente un intérêt général et est d'utilité publique et

donne un avis favorable.

Cet avis est accompagné de la réserve suivante :

Réserve 1 :

Dans l'annexe 2 du rapport de l'Agence Régionale de Santé (ARS) en date du 6 octobre 2021, le projet sur les prescriptions proposées pour les périmètres de protection rapprochée de la source saint Antoine interdit l'ouverture d'excavations autres que carrières ou gravières au-delà de 2 m de profondeur (y compris pour la réalisation de travaux temporaires).

En réponse le maître d'ouvrage rappelle que les règles d'urbanisme sont inchangées mais que les fondations des constructions projetées devront être adaptées afin de respecter cette nouvelle disposition protectrice de la ressource exploitée.

De plus, il est demandé à l'ARS de proposer une rédaction complémentaire permettant de concilier la protection de la ressource et le respect des possibilités de construire actuelles dans les périmètres de protection rapprochée.

La proposition concernant l'ouverture d'excavations, carrières, gravières est donc en attente d'une reformulation de la part de l'ARS. Aussi, il est demandé au maître d'ouvrage d'informer les propriétaires des parcelles EW 68, 69, 125 et 128 situées sur la commune de Toulon si une nouvelle proposition est formulée et de leur en communiquer la teneur ou si l'ancienne est conservée.

Annexe 5

Département du Var

Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE avec une enquête parcellaire conjointe préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

CONCLUSIONS MOTIVEES sur l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement

Commissaire enquêteur : B.NICOLAS
Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon
N° E21000058/83 du 15 octobre 2021
rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde, le 14 janvier 2022
Monsieur Bertrand NICOLAS



1 OBJET DE L'ENQUETE ET PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La source saint Antoine située à Toulon est exploitée depuis le XVIII^{ème} siècle mais ne répond pas aux dispositions légales et réglementaires applicables à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est compétente en matière de production et de distribution d'eau potable. Elle a entrepris, comme pétitionnaire, de régulariser la situation administrative et la modernisation des installations de la source saint Antoine afin de se mettre en conformité avec la réglementation, pour exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique de cette source.

L'exploitation a été confiée en délégation de service public à la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat de délégation de service public valable jusqu'à la fin 2021.

La consommation actuelle de la ville de Toulon est d'environ 12.5 millions de m³ soit 135 l/j/habitant. Les variations saisonnières importantes de la consommation d'eau potable sont liées : au tourisme, aux activités portuaires (port de commerce, Marine Nationale) et à l'arrosage municipal.

Les ressources en eau alimentant l'agglomération toulonnaise sont le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole pour près de 64%, le barrage de Dardennes pour près de 17% et l'achat de 3.2 millions de m³ à la Société du Canal de Provence (SCP) pour le reste.

La source saint Antoine sert donc ponctuellement car elle bénéficie par arrêté préfectoral d'une autorisation d'exploitation temporaire jusqu'au 9 mars 2022. Après étude de l'évolution des débits et des volumes prélevables la Métropole TPM a établi la demande de prélèvement sur les bases d'un débit d'exploitation de 150 l/s, d'un débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s et d'un volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³. Le dernier point fort de cette ressource est sa qualité stable et bonne.

En 2021, l'avis d'un hydrogéologue agréé a permis de mettre en évidence les besoins de protection du point d'eau, notamment avec l'ensemble des tracés réalisés dans les massifs nord toulonnais.

Le périmètre de protection immédiate (PPI), d'une surface d'environ 6 700 m² sur 3 parcelles, comprend l'accès à la galerie et à l'exutoire, dans ce périmètre toute activité ou fait autre que ceux qui sont nécessités par l'entretien des ouvrages sont interdits.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est délimité en fonction des critères géologiques avec un périmètre principal d'une superficie avoisinant les 34 ha sur le territoire de Toulon sur 74 parcelles et deux périmètres disjoints sur le territoire du Revest-les-Eaux amont d'une superficie d'environ 1.4 ha sur 9 parcelles et aval d'une superficie de 1.5 ha sur 7 parcelles. Dans ce périmètre de protection rapprochée des interdictions et des servitudes sont instituées sur les terrains.

Le périmètre de protection éloignée (PPE) est limité au seul massif du mont Faron. Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée

Le projet, qui a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas par le pétitionnaire MTPM auprès de l'Autorité Environnementale (AE), n'a pas été soumis à étude d'impact. Mais il est sollicité une autorisation d'exploitation par dérivation d'une partie des

eaux de la source de Saint Antoine, conformément à l'article R.214-6 du Code de l'Environnement.

Les activités pouvant présenter des risques de pollution ont été listées : une savonnerie artisanale en rive droite du Las, les activités impliquant le secteur de la mécanique en aval de la retenue de Dardennes, le mémorial du débarquement de Provence, des zones de dépôts sauvages, les structures devant mettre en conformité leur installation d'assainissement non collectif, les centres équestres, les axes de circulation, la carrière du lieu-dit «Fierraquet», l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Tourris.

Pour l'exploitation de la source, il a été réalisé la sécurisation de la zone du PPI, la remise en état de l'usine de traitement et la mise en place des systèmes de traitement et de transport de l'eau et d'un système de surveillance de la qualité de l'eau ainsi que la mise en place d'un système d'alerte sur la qualité de l'eau du Las dans la zone du périmètre de protection rapprochée disjoint aval. La totalité des travaux a été financé par le budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.

2 CONCLUSIONS SUR LE DÉROULEMENT ET BILAN DE L'ENQUÊTE UNIQUE

2.1 Calendrier, permanences et publicité

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 29 novembre 2021 à 0h00 au 17 décembre 2021 à 24h00 soit 19 jours consécutifs, dans les mairies de Toulon, siège des enquêtes, et du Revest les Eaux.

Les 8 permanences fixées en concertation avec le prescripteur de l'enquête, le préfet du Var, ont été tenues aux jours et heures dits.

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Les formalités de publicité ont été vérifiées conformes aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 et à la réglementation (Code de l'environnement).

Il n'y a pas eu de concertation préalable.

2.2 Cadre réglementaire et avis sur le respect de la procédure

Le commissaire enquêteur a pu vérifier que le cadre réglementaire et en particulier l'arrêté préfectoral 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 prescrivant cette enquête unique ont été scrupuleusement respectés dans leur application par tous les acteurs de l'enquête, chacun pour ce qui le concerne et pour chaque enquête conjointe, notamment l'article 8 concernant les délibérations des conseils au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement.

Le procès-verbal des observations (annexe 1 du rapport) a été adressé par le commissaire enquêteur le vendredi 24 décembre 2021 au responsable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Le mémoire en réponse de la Métropole TPM (annexe 2 du rapport) a été adressé au commissaire enquêteur le vendredi 7 janvier 2022.

2.3 Composition et avis sur le dossier d'enquête

Le dossier de l'enquête publique unique, réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils et remis en forme par les services de MTPM, mis à la disposition du public comprend 3 parties : partie A un préambule et un résumé non technique, partie B un dossier enquête de déclaration d'utilité publique, partie C un dossier d'enquête parcellaire.

Par nécessité des différentes procédures, les parties et les annexes du dossier sont redondantes avec 5 notices de présentations et 38 annexes pour un total d'environ 600 pages. La pièce A6 est particulièrement détaillée et complète, elle rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

Les différentes parties sont très bien structurées, facilement identifiables dans les sommaires. Non présents initialement dans le dossier, les avis des services instructeurs, la direction départementale des territoires et de la mer du Var et l'agence régionale de santé du Var, y ont été intégrés.

2.4 Bilan numérique de l'enquête unique et climat

La participation du public a été limitée et peu dense, 16 personnes. La répartition est assez équilibrée entre la mairie de Toulon (10) et celle du Revest-les-Eaux (5), une observation a été adressée par mail et par courrier.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitudes d'utilité publique.

3 AVIS ET CONCLUSIONS SUR L'AUTORISATION DE PRÉLEVER L'EAU AU TITRE DES ARTICLES L214-1 À L214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 Objectifs de l'enquête relative à la demande d'autorisation

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), propriétaire de la source de saint Antoine, souhaite exploiter de nouveau cette ressource utilisée à des fins d'alimentation en eau potable.

Aussi, la démarche, initiée par la ville de Toulon et reprise par la Métropole TPM, est une démarche de régularisation et de mise en conformité réglementaire de cette source.

La ressource de la source saint Antoine présente un intérêt technique certain.

- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la demande en eau potable des toulonnais qui augmente en période estivale en raison de la fréquentation touristique en particulier durant les mois de juillet et août.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la raréfaction de la ressource en raison des changements climatiques et de diversifier l'alimentation de la ressource.
- Il s'agit de réduire les volumes prélevés à partir de la retenue de Carcès classé en zone de répartition des eaux (ZRE zone présentant une insuffisance des ressources par rapport aux besoins) permettant une gestion équilibrée des prélèvements.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de limiter le complément en ressource d'eau nécessaire à la consommation toulonnaise qui est acheté à la société du Canal de Provence.

3.2 Composition du dossier d'enquête pour la demande d'autorisation et réglementation

La réglementation portant sur les conditions de déclaration de création du captage et d'autorisation de prélèvement d'eaux souterraines (Autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'Eau), est concernée par les articles L.214-1 à 6 et R. 214-1 et suivants du code de l'environnement.

La partie B1 du dossier présente les éléments factuels sur le contexte de l'alimentation de la ville de Toulon, le bilan des consommations avec les variations saisonnières, le bilan des ressources avec les barrages de Carcès, Dardennes et l'achat d'eau à la SCP et les capacités hydrauliques de la source saint Antoine.

Ces éléments ont permis d'établir la demande par délibération de la Métropole le 23 novembre 2018 et délibération modificative du 30 septembre 2021, sur les bases suivantes :

- débit d'exploitation ou de prélèvement de 150 l/s,
- débit journalier maximum de 12 960 m³/j,
- débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s,
- volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³/an.

L'incidence du prélèvement sur les eaux souterraines, sur le milieu hydraulique superficiel et sur le milieu naturel n'est pas significative car il n'y a pas d'usage recensé des eaux de la source à l'aval de la dérivation et les eaux de la source ne participent pas à l'entretien d'un milieu naturel ou apparenté.

Depuis l'évènement polluant de 1997, aucune contamination n'a été détectée sur les eaux de la source saint Antoine. Avec un débit de 150 l/s soit 540 m³/h, la source apporterait environ 15 % des volumes produits par l'aire toulonnaise. De plus cette ressource a une qualité stable et bonne.

Le prélèvement et l'exploitation de la source ont fait l'objet d'un nouveau contrat de délégation de service public d'eau du secteur centre qui a été approuvé par délibération n° 21/09/283 du conseil Métropolitain du 30/09/2021.

Les conditions de protection de la source saint Antoine ont été proposées dans le rapport de l'hydrogéologue établi le 29 juillet 2021. La vulnérabilité a fait l'objet d'une analyse multicritères par le bureau Artelia permettant d'obtenir une carte de la vulnérabilité de l'aquifère.

3.3 Conclusions et avis motivé sur l'enquête relative l'autorisation de prélèvement

Après avoir examiné l'ensemble des remarques relevées durant l'enquête-publique unique relative à la mise en conformité de la source saint Antoine sur les communes de Toulon et du Revest-les-Eaux, le commissaire-enquêteur :

Estime que le projet :

- A respecté la procédure portant sur l'autorisation de prélèvement d'eaux souterraines concernée par les articles L.214-1 à 6 et R. 214-1 et suivants du code de l'environnement.
- A permis d'informer le public sur le besoin en ressource de l'aire toulonnaise et les conditions de prélèvement d'eau sur la source saint Antoine.
- Présente des débits d'exploitation demandés, journaliers et annuels, compatibles avec la capacité en ressource de la source saint Antoine et avec un débit de 150 l/s

soit 540 m³/h, la source de saint Antoine apporte environ 15% des volumes produits pour l'aire Toulonnaise.

- Est conforme aux prescriptions du rapport de l'hydrogéologue du 29 juillet 2021 quant à l'instauration des périmètres de protection.
- Est compatible avec les documents d'urbanisme : PLU, PRR ...
- Est sans incidence sur un site Natura 2000. Il n'y a donc pas de mesure compensatoire mise en place au titre de Natura 2000.
- N'est concerné par aucun schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et que l'exploitation des eaux de la source saint Antoine est en accord avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et Corse 2016-2021.
- Répond aux objectifs d'intérêt général.
- A reçu une majorité d'avis favorables de la part du public qui s'est présenté pendant l'enquête publique sur les conditions de prélèvement et de protection de la source.

Ayant constaté :

Que la demande d'autorisation de prélèvement d'eaux souterraines (Autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'Eau), a suivi la procédure prévue par les articles L.214-1 à 6 et R. 214-1 et suivants du code de l'environnement.

Qu'un avis favorable a été émis, après la phase d'examen, par l'Agence Régionale de Santé PACA avec des observations, par l'Office Française de la Biodiversité avec des observations, par la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA et par le Service Prospective et Planification de la DDTM.

Qu'un avis favorable a été émis par le conseil municipal de la commune de Toulon en date du 17 décembre 2021 et par le conseil municipal de la commune du Revest en date du 13 décembre 2021.

Que les débits d'exploitation demandés, journaliers et annuels, sont compatibles avec la capacité en ressource de la source saint Antoine.

Que les parcelles du périmètre de protection immédiate sont soit en cours d'acquisition pour une partie de la parcelle EW 235 soit en cours de transfert de propriété pour les parcelles EW 263 et 267 au bénéfice de la Métropole TPM.

Que le projet est compatible avec le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Que le projet ne nécessite pas de mise en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

Que sur décision de l'autorité environnementale du 12 janvier 2018, le projet n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact.

Que le projet n'a pas d'incidence sur des sites Natura 2000

Qu'au vu de ce qui précède les remarques relevées, pour la demande d'autorisation de prélever l'eau sur la source saint Antoine, si elles peuvent être prises en considération, ne sont pas de nature à constituer des motifs à rejeter le projet.

En conclusion, le commissaire enquêteur considère que la demande d'autorisation de prélever l'eau sur la source saint Antoine située sur la commune de Toulon présente un intérêt général et est d'utilité publique et

donne un avis favorable.

Cet avis est accompagné d'aucune recommandation, ni réserve.

Annexe 6

Département du Var

Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE avec une enquête parcellaire conjointe préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;
au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

CONCLUSIONS MOTIVEES

sur l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine

Commissaire enquêteur : B.NICOLAS

Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon

N° E21000058/83 du 15 octobre 2021

rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde, le 14 janvier 2022
Monsieur Bertrand NICOLAS



1 OBJET DE L'ENQUETE ET PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La source saint Antoine située à Toulon est exploitée depuis le XVIII^{ème} siècle mais ne répond pas aux dispositions légales et réglementaires applicables à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est compétente en matière de production et de distribution d'eau potable. Elle a entrepris, comme pétitionnaire, de régulariser la situation administrative et la modernisation des installations de la source saint Antoine afin de se mettre en conformité avec la réglementation, pour exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique de cette source.

L'exploitation a été confiée en délégation de service public à la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat de délégation de service public valable jusqu'à la fin 2021.

La consommation actuelle de la ville de Toulon est d'environ 12.5 millions de m³ soit 135 l/j/habitant. Les variations saisonnières importantes de la consommation d'eau potable sont liées : au tourisme, aux activités portuaires (port de commerce, Marine Nationale) et à l'arrosage municipal.

Les ressources en eau alimentant l'agglomération toulonnaise sont le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole pour près de 64%, le barrage de Dardennes pour près de 17% et l'achat de 3.2 millions de m³ à la Société du Canal de Provence (SCP) pour le reste.

La source saint Antoine sert donc ponctuellement car elle bénéficie par arrêté préfectoral d'une autorisation d'exploitation temporaire jusqu'au 9 mars 2022. Après étude de l'évolution des débits et des volumes prélevables la Métropole TPM a établi la demande de prélèvement sur les bases d'un débit d'exploitation de 150 l/s, d'un débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s et d'un volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³. Le dernier point fort de cette ressource est sa qualité stable et bonne.

En 2021, l'avis d'un hydrogéologue agréé a permis de mettre en évidence les besoins de protection du point d'eau, notamment avec l'ensemble des tracés réalisés dans les massifs nord toulonnais.

Le périmètre de protection immédiate (PPI), d'une surface d'environ 6 700 m² sur 3 parcelles, comprend l'accès à la galerie et à l'exutoire, dans ce périmètre toute activité ou fait autre que ceux qui sont nécessités par l'entretien des ouvrages sont interdits.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est délimité en fonction des critères géologiques avec un périmètre principal d'une superficie avoisinant les 34 ha sur le territoire de Toulon sur 74 parcelles et deux périmètres disjoints sur le territoire du Revest-les-Eaux amont d'une superficie d'environ 1.4 ha sur 9 parcelles et aval d'une superficie de 1.5 ha sur 7 parcelles. Dans ce périmètre de protection rapprochée des interdictions et des servitudes sont instituées sur les terrains.

Le périmètre de protection éloignée (PPE) est limité au seul massif du mont Faron. Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée

Le projet, qui a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas par le pétitionnaire MTPM auprès de l'Autorité Environnementale (AE), n'a pas été soumis à étude d'impact. Mais il est sollicité une autorisation d'exploitation par dérivation d'une partie des eaux de la source de Saint Antoine, conformément à l'article R.214-6 du Code de l'Environnement.

Les activités pouvant présenter des risques de pollution ont été listées : une savonnerie artisanale en rive droite du Las, les activités impliquant le secteur de la mécanique en aval de la retenue de Dardennes, le mémorial du débarquement de Provence, des zones de dépôts sauvages, les structures devant mettre en conformité leur installation d'assainissement non collectif, les centres équestres, les axes de circulation, la carrière du lieu-dit «Fierraqueb», l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Tourris.

Pour l'exploitation de la source, il a été réalisé la sécurisation de la zone du PPI, la remise en état de l'usine de traitement et la mise en place des systèmes de traitement et de transport de l'eau et d'un système de surveillance de la qualité de l'eau ainsi que la mise en place d'un système d'alerte sur la qualité de l'eau du Las dans la zone du périmètre de protection rapprochée disjoint aval. La totalité des travaux a été financé par le budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.

2 CONCLUSIONS SUR LE DÉROULEMENT ET BILAN DE L'ENQUÊTE UNIQUE

2.1 Calendrier, permanences et publicité

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 29 novembre 2021 à 0h00 au 17 décembre 2021 à 24h00 soit 19 jours consécutifs, dans les mairies de Toulon, siège des enquêtes, et du Revest les Eaux.

Les 8 permanences fixées en concertation avec le prescripteur de l'enquête, le préfet du Var, ont été tenues aux jours et heures dits.

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Les formalités de publicité ont été vérifiées conformes aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 et à la réglementation (Code de l'environnement).

Il n'y a pas eu de concertation préalable.

2.2 Cadre réglementaire et avis sur le respect de la procédure

Le commissaire enquêteur a pu vérifier que le cadre réglementaire et en particulier l'arrêté préfectoral 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 prescrivant cette enquête

unique ont été scrupuleusement respectés dans leur application par tous les acteurs de l'enquête, chacun pour ce qui le concerne et pour chaque enquête conjointe, notamment l'article 8 concernant les délibérations des conseils au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement.

Le procès-verbal des observations (annexe 1 du rapport) a été adressé par le commissaire enquêteur le vendredi 24 décembre 2021 au responsable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Le mémoire en réponse de la Métropole TPM (annexe 2 du rapport) a été adressé au commissaire enquêteur le vendredi 7 janvier 2022.

2.3 Composition et avis sur le dossier d'enquête

Le dossier de l'enquête publique unique, réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils et remis en forme par les services de MTPM, mis à la disposition du public comprend 3 parties : partie A un préambule et un résumé non technique, partie B un dossier enquête de déclaration d'utilité publique, partie C un dossier d'enquête parcellaire.

Par nécessité des différentes procédures, les parties et les annexes du dossier sont redondantes avec 5 notices de présentations et 38 annexes pour un total d'environ 600 pages. La pièce A6 est particulièrement détaillée et complète, elle rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

Les différentes parties sont très bien structurées, facilement identifiables dans les sommaires. Non présents initialement dans le dossier, les avis des services instructeurs, la direction départementale des territoires et de la mer du Var et l'agence régionale de santé du Var, y ont été intégrés.

2.4 Bilan numérique de l'enquête unique et climat

La participation du public a été limitée et peu dense, 16 personnes. La répartition est assez équilibrée entre la mairie de Toulon (10) et celle du Revest-les-Eaux (5), une observation a été adressée par mail et par courrier.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi

qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitudes d'utilité publique.

3 AVIS ET CONCLUSIONS SUR L'AUTORISATION D'UTILISER L'EAU EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

3.1 Objectifs de l'enquête relative à la demande d'autorisation d'utiliser l'eau prélevée

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), propriétaire de la source de saint Antoine, souhaite exploiter de nouveau cette ressource utilisée à des fins d'alimentation en eau potable.

Aussi, la démarche, initiée par la ville de Toulon et reprise par la Métropole TPM, est une démarche de régularisation et de mise en conformité réglementaire de cette source.

L'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine est justifiée.

- Afin d'être conforme à la législation et à la réglementation de façon pérenne, une source de captage d'eau destinée à la consommation humaine doit obtenir les actes suivants : une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) concernant les périmètres de protection et leurs instaurations, les travaux de dérivation des eaux, l'autorisation préfectorale d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, l'autorisation de prélèvement.
- Il s'agit de déterminer et de mettre en place des périmètres de protection autour de la source pour la sécuriser.
- Pour la reprise de l'exploitation, il est nécessaire de moderniser les installations de distribution et en particulier les pompes de refoulement et les moyens de traitement des eaux ainsi que de mettre en œuvre une station d'alerte sur la qualité de l'eau et des moyens de protections : clôture du périmètre de protection immédiat, sécurisation des accès à la source, systèmes anti intrusion et de vidéosurveillance.

Les périmètres de protection finaux ont été définis par un hydrogéologue agréé dans son rapport en date du 29 juillet 2021. Et la vulnérabilité a fait l'objet d'une analyse multicritères par le bureau Artelia permettant d'obtenir une carte de la vulnérabilité de l'aquifère.

Aucune contamination n'a été détectée sur les eaux de la source de saint Antoine. Et cette ressource a une qualité d'eau stable et bonne.

Un nouveau contrat de délégation de service public d'eau du secteur centre a été approuvé par délibération n° 21/09/283 du conseil Métropolitain du 30/09/2021.

Les travaux de remise en service et de modernisation de l'usine saint Antoine ont été réalisés en 2019 pour le remplacement des équipements électromécaniques et en 2020-2021 pour l'installation de réacteurs de désinfection UV permettant la reprise de la production. Une station d'alerte a été installée au niveau des pertes du Las, sur le PPR disjoint aval.

L'acquisition des parcelles du périmètre de protection immédiate est en cours. Et les travaux de sécurisation et anti-intrusion ont été réalisés.

Les éléments d'alerte en cas d'incident ou d'accident polluant sont précisés dans le cadre du Plan Intercommunal de Sauvegarde.

Les risques de pollution évoqués dans les périmètres de protection, comme le panneautage et eau de ruissellement de la RD 46, la sécurisation de l'accès de l'aven du Ragage du mont Faron, les démarches de contrôles par le Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) du restaurant le Drap d'Or et du zoo, les deux zones de dépôts sauvages, les travaux du bassin de rétention de la société SOTEM, ils ont été soit résolus soit pris en compte par la Métropole TPM.

3.2 Composition du dossier d'enquête pour la demande d'autorisation et réglementation

La réglementation portant sur l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine est concernée par l'article L.1321-7 du code de la santé publique.

La partie B2 du dossier présente l'environnement du captage, les risques liés aux activités industrielles, aux activités de pacage, aux dépôts sauvages, à l'assainissement non collectif, aux axes principaux de circulation, le contexte hydrogéologique et les campagnes de traçage pour détecter le cheminement des infiltrations.

3.3 Conclusions et avis motivé sur l'enquête relative à la demande d'autorisation

Après avoir examiné l'ensemble des remarques relevées durant l'enquête-publique unique relative à la mise en conformité de la source saint Antoine sur les communes de Toulon et du Revest-les-Eaux, le commissaire-enquêteur :

Estime que le projet :

- A respecté la procédure portant sur l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine concernée par l'article L.1321-7 du code de la santé publique.
- A permis d'informer le public sur la qualité de l'eau de la source saint Antoine, la rénovation de l'usine de traitement, les moyens d'intervention en cas d'incident et les prescriptions proposées pour les périmètres de protection rapprochée.
- A recensé les activités industrielles, de pacage, les zones de dépôts sauvages, les installations d'assainissement non collectif présentant des risques de pollution pour la source, y compris en dehors du périmètre de protection éloignée.
- A permis d'effectuer, après une prospection, un nettoyage de la galerie de la source en évacuant les déchets et autres objets hétéroclites.

- A recensé 10 installations d'assainissement non collectif défectueuses mais aucune ne se situe dans le périmètre de protection rapprochée.
- A identifié par traçage effectué sur les bassins d'alimentation de la source les deux zones vulnérables à prendre en compte : les pertes du Las et l'aven du Ragage du mont Faron.
- Est compatible avec les documents d'urbanisme : PLU, PRR ...
- Est sans incidence sur un site Natura 2000. Il n'y a donc pas de mesure compensatoire mise en place au titre de Natura 2000.
- A reçu une majorité d'avis favorables de la part du public qui s'est présenté pendant l'enquête publique.
- Répond aux objectifs d'intérêt général.
- A répondu aux interrogations du public sur les prescriptions proposées pour les périmètres de protection rapprochée concernant la servitude d'utilité publique.

Ayant constaté :

Que la demande d'autorisation d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine de la Métropole TPM a suivi la procédure de l'article L.1321-7 du code de la santé publique.

Qu'un avis favorable a été émis, après la phase d'examen, par l'Agence Régionale de Santé PACA avec des observations, par l'Office Française de la Biodiversité avec des observations, par la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA et par le Service Prospective et Planification de la DDTM.

Qu'un avis favorable a été émis par le conseil municipal de la commune de Toulon en date du 17 décembre 2021 et par le conseil municipal de la commune du Revest en date du 13 décembre 2021.

Que le projet est compatible avec le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Que le projet ne nécessite pas de mise en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

Que la protection du périmètre de protection immédiate et la protection de l'accès à la galerie de la source et à la trappe d'accès à la dérivation a été réalisée par la mise en place de grillage, de moyens de vidéosurveillance et anti-intrusion.

Qu'au vu de ce qui précède les remarques relevées, pour la demande d'autorisation d'utiliser l'eau en vue d'une consommation humaine de la source saint Antoine, si elles peuvent être prises en considération, ne sont pas de nature à constituer des motifs à rejeter le projet.

En conclusion, le commissaire enquêteur considère que la demande d'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine de la source saint Antoine située sur la commune de Toulon présente un intérêt général et est d'utilité publique et

donne un avis favorable.

Cet avis est accompagné des quatre recommandations suivantes :

Recommandation 1 :

Afin de limiter le risque de pollution accidentelle, il est demandé de limiter la vitesse du trafic de la route départementale RD 46 le long cours du Las au niveau des pertes du Las par la mise en place d'un panneautage (50 km/h partiellement existant).

Recommandation 2 :

De même, pour limiter le risque de pollution chronique lié au ressuyage de la RD 46 par les eaux superficielles, il est demandé que les eaux de ruissellement soient récupérées par des cunettes avant d'être renvoyées au réseau pluvial.

Recommandation 3 :

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif du restaurant le Drap d'Or et du Zoo doit être entrepris comme proposé par le maître d'ouvrage en 2022 par le Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) afin de mettre en conformité leur installation ANC si nécessaire.

Recommandation 4 :

La Métropole TPM n'est pas compétente pour faire intégrer dans l'arrêté d'exploitation de la société SOMECA les huit prescriptions (page 33 du sous dossier B1), recensées par l'Agence Régionale de Santé, qui garantissent la qualité de l'eau.
Il est demandé au maître d'ouvrage de solliciter l'autorité responsable du suivi de l'arrêté d'exploitation.

Annexe 7

Département du Var

Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE avec une enquête parcellaire conjointe préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;
au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

CONCLUSIONS MOTIVEES

sur la déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique

Commissaire enquêteur : B.NICOLAS

Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon
N° E21000058/83 du 15 octobre 2021
rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde, le 14 janvier 2022
Monsieur Bertrand NICOLAS



1 OBJET DE L'ENQUETE ET PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La source saint Antoine située à Toulon est exploitée depuis le XVIII^{ème} siècle mais ne répond pas aux dispositions légales et réglementaires applicables à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est compétente en matière de production et de distribution d'eau potable. Elle a entrepris, comme pétitionnaire, de régulariser la situation administrative et la modernisation des installations de la source saint Antoine afin de se mettre en conformité avec la réglementation, pour exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique de cette source.

L'exploitation a été confiée en délégation de service public à la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat de délégation de service public valable jusqu'à la fin 2021.

La consommation actuelle de la ville de Toulon est d'environ 12.5 millions de m³ soit 135 l/j/habitant. Les variations saisonnières importantes de la consommation d'eau potable sont liées : au tourisme, aux activités portuaires (port de commerce, Marine Nationale) et à l'arrosage municipal.

Les ressources en eau alimentant l'agglomération toulonnaise sont le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole pour près de 64%, le barrage de Dardennes pour près de 17% et l'achat de 3.2 millions de m³ à la Société du Canal de Provence (SCP) pour le reste.

La source saint Antoine sert donc ponctuellement car elle bénéficie par arrêté préfectoral d'une autorisation d'exploitation temporaire jusqu'au 9 mars 2022. Après étude de l'évolution des débits et des volumes prélevables la Métropole TPM a établi la demande de prélèvement sur les bases d'un débit d'exploitation de 150 l/s, d'un débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s et d'un volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³. Le dernier point fort de cette ressource est sa qualité stable et bonne.

En 2021, l'avis d'un hydrogéologue agréé a permis de mettre en évidence les besoins de protection du point d'eau, notamment avec l'ensemble des tracés réalisés dans les massifs nord toulonnais.

Le périmètre de protection immédiate (PPI), d'une surface d'environ 6 700 m² sur 3 parcelles, comprend l'accès à la galerie et à l'exutoire, dans ce périmètre toute activité ou fait autre que ceux qui sont nécessités par l'entretien des ouvrages sont interdits.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est délimité en fonction des critères géologiques avec un périmètre principal d'une superficie avoisinant les 34 ha sur le territoire de Toulon sur 74 parcelles et deux périmètres disjoints sur le territoire du Revest-les-Eaux amont d'une superficie d'environ 1.4 ha sur 9 parcelles et aval d'une superficie de 1.5 ha sur 7 parcelles. Dans ce périmètre de protection rapprochée des interdictions et des servitudes sont instituées sur les terrains.

Le périmètre de protection éloignée (PPE) est limité au seul massif du mont Faron. Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée

Le projet, qui a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas par le pétitionnaire MTPM auprès de l'Autorité Environnementale (AE), n'a pas été soumis à étude d'impact. Mais il est sollicité une autorisation d'exploitation par dérivation d'une partie des eaux de la source de Saint Antoine, conformément à l'article R.214-6 du Code de l'Environnement.

Les activités pouvant présenter des risques de pollution ont été listées : une savonnerie artisanale en rive droite du Las, les activités impliquant le secteur de la mécanique en aval de la retenue de Dardennes, le mémorial du débarquement de Provence, des zones de dépôts sauvages, les structures devant mettre en conformité leur installation d'assainissement non collectif, les centres équestres, les axes de circulation, la carrière du lieu-dit «Fierraquet», l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Tourris.

Pour l'exploitation de la source, il a été réalisé la sécurisation de la zone du PPI, la remise en état de l'usine de traitement et la mise en place des systèmes de traitement et de transport de l'eau et d'un système de surveillance de la qualité de l'eau ainsi que la mise en place d'un système d'alerte sur la qualité de l'eau du Las dans la zone du périmètre de protection rapprochée disjoint aval. La totalité des travaux a été financé par le budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.

2 CONCLUSIONS SUR LE DÉROULEMENT ET BILAN DE L'ENQUÊTE UNIQUE

2.1 Calendrier, permanences et publicité

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 29 novembre 2021 à 0h00 au 17 décembre 2021 à 24h00 soit 19 jours consécutifs, dans les mairies de Toulon, siège des enquêtes, et du Revest-les-Eaux.

Les 8 permanences fixées en concertation avec le prescripteur de l'enquête, le préfet du Var, ont été tenues aux jours et heures dits.

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Les formalités de publicité ont été vérifiées conformes aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 et à la réglementation (Code de l'environnement).

Il n'y a pas eu de concertation préalable.

2.2 Cadre réglementaire et avis sur le respect de la procédure

Le commissaire enquêteur a pu vérifier que le cadre réglementaire et en particulier l'arrêté préfectoral 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 prescrivant cette enquête

unique ont été scrupuleusement respectés dans leur application par tous les acteurs de l'enquête, chacun pour ce qui le concerne et pour chaque enquête conjointe, notamment l'article 8 concernant les délibérations des conseils au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement.

Le procès-verbal des observations (annexe 1 du rapport) a été adressé par le commissaire enquêteur le vendredi 24 décembre 2021 au responsable de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée (MTPM).

Le mémoire en réponse de la Métropole TPM (annexe 2 du rapport) a été adressé au commissaire enquêteur le vendredi 7 janvier 2022.

2.3 Composition et avis sur le dossier d'enquête

Le dossier de l'enquête publique unique, réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils et remis en forme par les services de MTPM, mis à la disposition du public comprend 3 parties : partie A un préambule et un résumé non technique, partie B un dossier enquête de déclaration d'utilité publique, partie C un dossier d'enquête parcellaire.

Par nécessité des différentes procédures, les parties et les annexes du dossier sont redondantes avec 5 notices de présentations et 38 annexes pour un total d'environ 600 pages. La pièce A6 est particulièrement détaillée et complète, elle rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

Les différentes parties sont très bien structurées, facilement identifiables dans les sommaires. Non présents initialement dans le dossier, les avis des services instructeurs, la direction départementale des territoires et de la mer du Var et l'agence régionale de santé du Var, y ont été intégrés.

2.4 Bilan numérique de l'enquête unique et climat

La participation du public a été limitée et peu dense, 16 personnes. La répartition est assez équilibrée entre la mairie de Toulon (10) et celle du Revest-les-Eaux (5), une observation a été adressée par mail et par courrier.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi

qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitudes d'utilité publique.

3 AVIS ET CONCLUSIONS SUR LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE EN VUE DE L'ACQUISITION EN PLEINE PROPRIÉTÉ DES TERRAINS DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE L1321-2 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

3.1 Objectifs de l'enquête relative à la déclaration d'utilité publique

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), propriétaire de la source de saint Antoine, souhaite exploiter de nouveau cette ressource utilisée à des fins d'alimentation en eau potable.

Aussi, la démarche, initiée par la ville de Toulon et reprise par la Métropole TPM, est une démarche de régularisation et de mise en conformité réglementaire de cette source. Les périmètres de protection finaux ont été définis par un hydrogéologue agréé en date du 29 juillet 2021.

L'utilité publique est justifiée par la réglementation, la diversification de la ressource, la sécurité et la mise en conformité des installations de traitement et de surveillance :

- Afin d'être conforme à la législation et à la réglementation de façon pérenne, une source de captage d'eau destinée à la consommation humaine doit obtenir les actes suivants : une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) concernant les périmètres de protection et leurs instaurations, les travaux de dérivation des eaux, l'autorisation préfectorale d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, l'autorisation de prélèvement.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la demande en eau potable des toulonnais qui augmente en période estivale en raison de la fréquentation touristique en particulier durant les mois de juillet et août.
- L'exploitation de la source saint Antoine permet de répondre à la raréfaction de la ressource en raison des changements climatiques et de diversifier l'alimentation de la ressource.
- Il s'agit de réduire les volumes prélevés à partir de la retenue de Carcès classé en zone de répartition des eaux (ZRE zone présentant une insuffisance des ressources par rapport aux besoins) permettant une gestion équilibrée des prélèvements.
- Il s'agit de déterminer et de mettre en place des périmètres de protection autour de la source pour la sécuriser.
- Pour la reprise de l'exploitation, il est nécessaire de moderniser les installations de distribution et en particulier les pompes de refoulement et les moyens de traitement des eaux ainsi que de mettre en œuvre une station d'alerte sur la qualité de l'eau et

des moyens de protections : clôture du périmètre de protection immédiat, sécurisation des accès à la source, systèmes anti intrusion et de de vidéosurveillance.

- L'exploitation de la source saint Antoine permet de limiter le complément en ressource d'eau nécessaire à la consommation toulonnaise qui est acheté à la société du Canal de Provence.
- L'investissement nécessaire évalué à 517 500 € entre la réalisation des travaux et l'acquisition d'une partie de la parcelle EW 235 est très limité au regard du coût d'achat d'eau à la société Canal de Provence estimé à 2 millions €/an.

3.2 Composition du dossier d'enquête pour la DUP et réglementation

La réglementation de la déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate est concernée par l'article L1321-2 du code de la santé publique.

Cet article précise : « En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, la déclaration d'utilité publique (...) détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété (...) ».

Les deux parties B1 et B2 du dossier présentent donc la demande de déclaration d'utilité publique portant sur l'instauration des périmètres de protection et les travaux de dérivation. Chacune des parties comporte les documents nécessaires à la procédure de demande au titre du code de l'environnement (B1) et du code de la santé publique (B2) : identification du demandeur, localisation, description du contexte géologique et hydrogéologique, de l'ouvrage, l'arrêté préfectoral concernant le dossier cas par cas de l'étude d'impact environnemental, un dossier d'incidence sur les sites Natura 2000, le rapport de l'hydrogéologue agréé, l'analyse des eaux brutes.

3.3 Conclusions et avis motivé sur l'enquête relative à la Déclaration d'Utilité Publique

Après avoir examiné l'ensemble des remarques relevées durant l'enquête-publique unique relative à la mise en conformité de la source saint Antoine sur les communes de Toulon et du Revest-les-Eaux, le commissaire-enquêteur :

Estime que le projet :

- A respecté la procédure pour cause d'utilité publique de l'article L1321-2 du code de la santé publique.
- A déterminé avec précision les biens situés dans le périmètre de protection immédiate et a identifié leurs propriétaires avec un état et un plan parcellaire.
- A son financement assuré pour l'acquisition de la partie de parcelle privée par la Métropole TPM.
- Est compatible avec les documents d'urbanisme : PLU, PRR ...
- Est sans incidence sur un site Natura 2000. Il n'y a donc pas de mesure compensatoire mise en place au titre de Natura 2000.
- N'est concerné par aucun schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et que l'exploitation des eaux de la source saint Antoine est en accord avec le schéma

directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et Corse 2016-2021.

- Répond aux objectifs d'intérêt général.
- A répondu aux interrogations du public sur les prescriptions proposées pour le périmètre de protection rapprochée concernant la servitude d'utilité publique.

Ayant constaté :

Que la demande de déclaration d'utilité publique de la Métropole TPM est conforme à la procédure pour cause d'utilité publique de l'article L1321-2 du code de la santé publique.

Qu'un avis favorable a été émis, après la phase d'examen, par l'Agence Régionale de Santé PACA avec des observations, par l'Office Française de la Biodiversité avec des observations, par la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA et par le Service Prospective et Planification de la DDTM.

Qu'un avis favorable a été émis par le conseil municipal de la commune de Toulon en date du 17 décembre 2021 et par le conseil municipal de la commune du Revest-les-Eaux en date du 13 décembre 2021.

Que les parcelles du périmètre de protection immédiate sont soit en cours d'acquisition pour une partie de la parcelle EW 235 soit en cours de transfert de propriété pour les parcelles EW 263 et 267 au bénéfice de la Métropole TPM.

Que dans le cadre de l'enquête parcellaire l'ensemble des propriétaires des parcelles du périmètre de protection immédiate a été informé par un courrier recommandé de la réalisation de l'enquête publique dont le dossier contenait un état et un plan parcellaire et qu'un affichage a été fait en mairie pour les propriétaires sans retour de réception de leur courrier recommandé.

Que le projet ne nécessite pas de mise en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

Que sur décision de l'autorité environnementale du 12 janvier 2018, le projet n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact.

Que le projet n'a pas d'incidence sur des sites Natura 2000.

Qu'au vu de ce qui précède les remarques relevées, pour la demande de déclaration d'utilité publique si elles peuvent être prises en considération, ne sont pas de nature à constituer des motifs à rejeter le projet.

En conclusion, le commissaire enquêteur considère que la demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate présente un intérêt général et est d'utilité publique et

donne un avis favorable.

Cet avis est accompagné d'aucune recommandation, ni réserve.

Annexe 8

Département du Var

Communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE avec une enquête parcellaire conjointe préalables à

La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source saint Antoine, située sur le territoire de la commune de Toulon ;

La déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

L'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

L'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine ;

La déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition en pleine propriété des terrains du périmètre de protection immédiate, conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

La cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique ;

au bénéfice de la métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Arrêté préfectoral en date 27 octobre 2021
rectifié par arrêté préfectoral du 29 octobre 2021

CONCLUSIONS MOTIVEES

sur la cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate,
au titre de l'article L1321-2 du code de la santé publique


Commissaire enquêteur : B.NICOLAS

Désignation du Président du Tribunal Administratif de Toulon

N° E21000058/83 du 15 octobre 2021

rectifiée par décision du 25 octobre 2021

Fait à La Garde, le 14 janvier 2022
Monsieur Bertrand NICOLAS



1 OBJET DE L'ENQUETE ET PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La source saint Antoine située à Toulon est exploitée depuis le XVIII^{ème} siècle mais ne répond pas aux dispositions légales et réglementaires applicables à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est compétente en matière de production et de distribution d'eau potable. Elle a entrepris, comme pétitionnaire, de régulariser la situation administrative et la modernisation des installations de la source saint Antoine afin de se mettre en conformité avec la réglementation, pour exploiter de façon sécurisée et durable la ressource hydrique historique de cette source.

L'exploitation a été confiée en délégation de service public à la société VEOLIA dans le cadre d'un contrat de délégation de service public valable jusqu'à la fin 2021.

La consommation actuelle de la ville de Toulon est d'environ 12.5 millions de m³ soit 135 l/j/habitant. Les variations saisonnières importantes de la consommation d'eau potable sont liées : au tourisme, aux activités portuaires (port de commerce, Marine Nationale) et à l'arrosage municipal.

Les ressources en eau alimentant l'agglomération toulonnaise sont le barrage de Carcès alimenté par le Caramy et l'Issole pour près de 64%, le barrage de Dardennes pour près de 17% et l'achat de 3.2 millions de m³ à la Société du Canal de Provence (SCP) pour le reste.

La source saint Antoine sert donc ponctuellement car elle bénéficie par arrêté préfectoral d'une autorisation d'exploitation temporaire jusqu'au 9 mars 2022. Après étude de l'évolution des débits et des volumes prélevables la Métropole TPM a établi la demande de prélèvement sur les bases d'un débit d'exploitation de 150 l/s, d'un débit minimum à l'aval de la prise d'eau de 25 l/s et d'un volume maximal annuel à prélever de 4,73 millions de m³. Le dernier point fort de cette ressource est sa qualité stable et bonne.

En 2021, l'avis d'un hydrogéologue agréé a permis de mettre en évidence les besoins de protection du point d'eau, notamment avec l'ensemble des tracés réalisés dans les massifs nord toulonnais.

Le périmètre de protection immédiate (PPI), d'une surface d'environ 6 700 m² sur 3 parcelles, comprend l'accès à la galerie et à l'exutoire, dans ce périmètre toute activité ou fait autre que ceux qui sont nécessités par l'entretien des ouvrages sont interdits.

Le périmètre de protection rapprochée (PPR) est délimité en fonction des critères géologiques avec un périmètre principal d'une superficie avoisinant les 34 ha sur le territoire de Toulon sur 74 parcelles et deux périmètres disjoints sur le territoire du Revest-les-Eaux amont d'une superficie d'environ 1.4 ha sur 9 parcelles et aval d'une superficie de 1.5 ha sur 7 parcelles. Dans ce périmètre de protection rapprochée des interdictions et des servitudes sont instituées sur les terrains.

Le périmètre de protection éloignée (PPE) est limité au seul massif du mont Faron. Dans ce périmètre, la réglementation en vigueur doit être particulièrement respectée

Le projet, qui a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas par le pétitionnaire MTPM auprès de l'Autorité Environnementale (AE), n'a pas été soumis à étude d'impact. Mais il est sollicité une autorisation d'exploitation par dérivation d'une partie des eaux de la source de Saint Antoine, conformément à l'article R.214-6 du Code de l'Environnement.

Les activités pouvant présenter des risques de pollution ont été listées : une savonnerie artisanale en rive droite du Las, les activités impliquant le secteur de la mécanique en aval de la retenue de Dardennes, le mémorial du débarquement de Provence, des zones de dépôts sauvages, les structures devant mettre en conformité leur installation d'assainissement non collectif, les centres équestres, les axes de circulation, la carrière du lieu-dit «Fierraquet», l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI) de Tourris.

Pour l'exploitation de la source, il a été réalisé la sécurisation de la zone du PPI, la remise en état de l'usine de traitement et la mise en place des systèmes de traitement et de transport de l'eau et d'un système de surveillance de la qualité de l'eau ainsi que la mise en place d'un système d'alerte sur la qualité de l'eau du Las dans la zone du périmètre de protection rapprochée disjoint aval. La totalité des travaux a été financé par le budget annexe de l'Eau de la Métropole TPM.

2 CONCLUSIONS SUR LE DÉROULEMENT ET BILAN DE L'ENQUÊTE UNIQUE

2.1 Calendrier, permanences et publicité

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 29 novembre 2021 à 0h00 au 17 décembre 2021 à 24h00 soit 19 jours consécutifs, dans les mairies de Toulon, siège des enquêtes, et du Revest-les-Eaux.

Les 8 permanences fixées en concertation avec le prescripteur de l'enquête, le préfet du Var, ont été tenues aux jours et heures dits.

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Les formalités de publicité ont été vérifiées conformes aux prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 et à la réglementation (Code de l'environnement).

Il n'y a pas eu de concertation préalable.

2.2 Cadre réglementaire et avis sur le respect de la procédure

Le commissaire enquêteur a pu vérifier que le cadre réglementaire et en particulier l'arrêté préfectoral 27 octobre 2021 et son modificatif du 29 octobre 2021 prescrivant cette enquête

unique ont été scrupuleusement respectés dans leur application par tous les acteurs de l'enquête, chacun pour ce qui le concerne et pour chaque enquête conjointe, notamment l'article 8 concernant les délibérations des conseils au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement.

Le procès-verbal des observations (annexe 1 du rapport) a été adressé par le commissaire enquêteur le vendredi 24 décembre 2021 au responsable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

Le mémoire en réponse de la Métropole TPM (annexe 2 du rapport) a été adressé au commissaire enquêteur le vendredi 7 janvier 2022.

2.3 Composition et avis sur le dossier d'enquête

Le dossier de l'enquête publique unique, réalisé en août 2021 par la société Artélia ville et transport avec l'aide du cabinet de géologie 2M conseils et remis en forme par les services de MTPM, mis à la disposition du public comprend 3 parties : partie A un préambule et un résumé non technique, partie B un dossier enquête de déclaration d'utilité publique, partie C un dossier d'enquête parcellaire.

Par nécessité des différentes procédures, les parties et les annexes du dossier sont redondantes avec 5 notices de présentations et 38 annexes pour un total d'environ 600 pages. La pièce A6 est particulièrement détaillée et complète, elle rappelle l'ensemble des textes régissant la procédure au titre des dispositions du code de l'environnement, du code de la santé publique, du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, du code de l'urbanisme, du code général des collectivités territoriales et du code civil régissant la procédure.

Les différentes parties sont très bien structurées, facilement identifiables dans les sommaires. Non présents initialement dans le dossier, les avis des services instructeurs, la direction départementale des territoires et de la mer du Var et l'agence régionale de santé du Var, y ont été intégrés.

2.4 Bilan numérique de l'enquête unique et climat

La participation du public a été limitée et peu dense, 16 personnes. La répartition est assez équilibrée entre la mairie de Toulon (10) et celle du Revest-les-Eaux (5), une observation a été adressée par mail et par courrier.

L'utilité publique, en tant que telle, n'a pas été un sujet évoqué dans les remarques car l'exploitation de la source saint Antoine existe depuis de nombreuses années et la continuité et la pérennisation de son exploitation semblent une évidence pour tous.

Le sujet le plus évoqué par les personnes venues aux permanences concerne le courrier reçu par les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de protection rapprochée (PPR). Ce courrier destiné à informer les propriétaires contenait les références de la parcelle, le nom des propriétaires, le plan de situation de la parcelle dans le PPR ainsi

qu'une information écrite qui faisait référence au code de l'expropriation indiquant que si un accord amiable n'était pas trouvé une procédure d'expropriation pouvait être initiée.

Les explications du commissaire enquêteur ont permis de rassurer ces personnes en expliquant que seule une parcelle de 72 m² incluse dans le périmètre de protection immédiate est concernée par une possible procédure d'expropriation. En revanche, il a insisté sur les interdictions et réglementations liées à la servitude d'utilité publique qui seront effectives sur leur parcelle à la parution de l'arrêté d'utilité publique valant servitudes d'utilité publique.

3 AVIS ET CONCLUSIONS SUR LA CESSIBILITÉ DES TERRAINS DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE, AU TITRE DE L'ARTICLE L1321-2 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

3.1 Objectifs de l'enquête parcellaire

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), propriétaire de la source de saint Antoine, souhaite exploiter de nouveau cette ressource utilisée à des fins d'alimentation en eau potable.

Aussi, la démarche, initiée par la ville de Toulon et reprise par la Métropole TPM, est une démarche de régularisation et de mise en conformité réglementaire de cette source. Les périmètres de protection finaux ont été définis par un hydrogéologue agréé en date du 29 juillet 2021.

La reprise de l'exploitation de la source nécessite l'accomplissement de plusieurs démarches réglementaires tendant à garantir la potabilité de cette ressource destinée à la consommation humaine notamment l'instauration de périmètres de protection contraignant l'usage des biens immeubles qui y sont compris, soit en ce qu'ils doivent être pleinement acquis par la Métropole TPM soit en ce qu'ils seront grevés de servitudes d'utilité publique restreignant leur usage.

L'enquête parcellaire porte sur les parcelles concernées

- par le périmètre de protection immédiate, le code de la santé publique impose la maîtrise foncière des parcelles impactées par le périmètre de protection immédiate,
- et par les périmètres de protection rapprochée, sur les parcelles où des servitudes d'utilité publique doivent être instaurées.

Le périmètre de protection immédiate est constitué de trois parcelles sur le territoire de la commune de Toulon EW 235, 263 et 267. Une partie privée de 72 m² de la parcelle section EW 235 située en zone UC d'une copropriété doit être acquise. Les parcelles EW 263 et 267 situées en zone Nc doivent faire l'objet d'un transfert de gestion entre la ville de Toulon et la Métropole TPM.

Les périmètres de protection rapprochée sont constitués

- de 77 parcelles sur la commune de Toulon pour le PPR principal, situées en zones Uc, UEp, N, Nc et Ns,

- de 9 parcelles sur la commune du Revest-les-Eaux pour le PPR disjoint amont, située en zones Ucr3, Uer3,
- de 7 parcelles sur la commune du Revest-les-Eaux pour le PPR disjoint aval, situées en zones Ub, Nr3 et N.

L'enquête parcellaire a pour but de déterminer avec précision les terrains et immeubles affectés par la réalisation du projet, elle permet d'identifier avec exactitude leurs propriétaires, titulaires de droits réels, elle permet aux intéressés de prendre connaissance des limites de l'emprise du projet et d'appréhender son impact pour chacune des parcelles les concernant, de vérifier l'exactitude des renseignements en possession de la Métropole TPM et d'apporter leurs observations afin de faire valoir leurs droits, et enfin de lister les parcelles qui seront grevées par la servitude d'utilité publique que les périmètres de protection du captage font peser sur les parcelles en question.

3.2 Composition du dossier d'enquête parcellaire

La réglementation de l'enquête parcellaire est concernée par les articles R 131-3 à R 131-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

La partie CP1 du dossier présente l'enquête parcellaire son cadre réglementaire, les plans et les états parcellaires des périmètres de protection.

Le dossier d'enquête parcellaire indique :

- dans les plans parcellaires l'ensemble des parcelles à acquérir, potentiellement par voie d'expropriation, dans le périmètre de protection immédiate et localisant les parcelles grevées par les périmètres de protection rapprochée. Ces plans situent les parcelles cadastrales concernées par le projet (référéncées par sections et numéros cadastraux) en fonction du type de périmètre qui les concernent,
- dans les états parcellaires la liste des propriétaires qui a été établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le service de la publicité foncière. L'état parcellaire comprend les informations relatives au bien (Commune, lieu-dit, section, numéro de parcelle, nature, contenance, numéro de plan, emprise, la surface des parcelles concernées grevée et restant au propriétaire...) et aux titulaires de droits réels (état civil, adresse complète, nom du représentant le cas échéant...).

Tous les propriétaires concernés ont été informés par un courrier recommandé des modalités de réalisation de l'enquête parcellaire. Un affichage a été fait en mairie pour les propriétaires sans retour de réception de leur courrier recommandé, constaté par huissier de justice le 9 novembre 2021.

3.3 Conclusions et avis motivé sur l'enquête parcellaire

Après avoir examiné l'ensemble des remarques relevées durant l'enquête parcellaire sur la cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate, le commissaire enquêteur :

Estime que le projet :

- A respecté la procédure d'enquête parcellaire pour cause d'utilité publique des articles R 131-3 à R 131-14 du code de l'expropriation.
- A déterminé avec précision les biens situés dans le périmètre de protection immédiate et a identifié leurs propriétaires avec un état et un plan parcellaire.
- A déterminé les parcelles dans les périmètres de protection rapprochée et a identifié leurs propriétaires avec un état et un plan parcellaire en cohérence avec la servitude d'utilité publique.
- A été mis à la connaissance de tous les propriétaires connus par l'envoi d'un courrier recommandé individuel avant l'ouverture de l'enquête parcellaire. Sur les 72 courriers envoyés, seuls 9 courriers n'ont pas été réclamés et ont faits l'objet d'un affichage en mairie (dont une personne décédée).
- A son financement assuré par la Métropole TPM pour l'acquisition de la partie de parcelle privée.
- Est compatible avec les documents d'urbanisme : PLU, PRR ...
- Est sans incidence sur un site Natura 2000. Il n'y a donc pas de mesure compensatoire mise en place au titre de Natura 2000.
- Répond aux objectifs d'intérêt général.
- A répondu aux interrogations du public sur les prescriptions proposées pour le périmètre de protection rapprochée concernant la servitude d'utilité publique.

Ayant constaté :

Que l'enquête parcellaire est conforme à la procédure pour cause d'utilité publique des articles R 131-3 à R 131-14 du code de l'expropriation.

Qu'un avis favorable a été émis, après la phase d'examen, par l'Agence Régionale de Santé PACA avec des observations, par l'Office Française de la Biodiversité avec des observations, par la Direction Régionale des Affaires Culturelles PACA et par le Service Prospective et Planification de la DDTM.

Qu'un avis favorable a été émis par le conseil municipal de la commune de Toulon en date du 17 décembre 2021 et par le conseil municipal de la commune du Revest en date du 13 décembre 2021.

Que les parcelles du périmètre de protection immédiate sont soit en cours d'acquisition pour une partie de la parcelle EW 235 soit en cours de transfert de propriété pour les parcelles EW 263 et 267 au bénéfice de la Métropole TPM.

Que le correctif de la Métropole en date du 26 novembre 2021 inséré dans le dossier donne les modifications des plans cadastraux suite à la division parcellaire de la parcelle EW 286.

Que l'ensemble des propriétaires des parcelles concernées par l'enquête parcellaire a été informé par un courrier recommandé de la réalisation de l'enquête publique dont le

dossier contenait un état et un plan parcellaire et qu'un affichage a été fait en mairie pour les propriétaires sans retour de réception de leur courrier recommandé.

Que le projet ne nécessite pas de mise en compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

Que sur décision de l'autorité environnementale du 12 janvier 2018, le projet n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact.

Que le projet n'a pas d'incidence sur des sites Natura 2000.

Qu'au vu de ce qui précède les remarques relevées, pour l'enquête parcellaire si elles peuvent être prises en considération, ne sont pas de nature à constituer des motifs à rejeter le projet.

En conclusion, le commissaire enquêteur considère que l'enquête parcellaire concernant la cessibilité de tout ou partie de parcelles du périmètre de protection immédiate nécessaire à la mise en conformité de l'exploitation de la source saint Antoine située sur le territoire de la commune de Toulon présente un intérêt général et est d'utilité publique et

donne un avis favorable.

Cet avis est accompagné d'aucune recommandation ni réserve.

ch/rep	date départ	TYPE	n° LRAR	COMMUNE	Type de PPC	parcelles	N° compte PROPRIÉTAIRE	N° du plan parcellaire	DESTINATAIRE	adresse	OBJET	AR COURRIER	Retour Questionnaire	Prise de contact auprès de MTPM suite courrier de notification (+ aide à la complétude du questionnaire, direction vers le site de la préfecture, les lieux d'enquête et le CEI)
812	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6352 7	TOULON	PPI ET PPR	EW 235	001	1 PPI 5 PPR	BOSCA - Syndic copro 804 av des Moulins	2709, Les Hauts des Augustins 83 136 Mèounes-les-Montrieux	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	non - mais accord pour l'acquisition du PPI obtenu (PV d'AGL)	échanges de mails, courriers et appels
813	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6393 0	TOULON	PPI ET PPR	VOIR LISTE	003	VOIR LISTE sur courrier	Commune de Toulon	Avenue de la République CS 71407 83056 toulon cedex	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	échanges de mails et appels
814	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6354 1	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 282	004	24	ANGELICO Daniel	391, Av. Maréchal Lédere de Hautedoque 83 390 CUERS	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
815	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6353 4	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 282	004	24	ANGELICO Enzo	1072, Chemin du Grand Vallat 83 390 CUERS	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
816	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6351 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 282	004	24	ANGELICO Joseph	Villa Daniel Frédéric 345, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	COURRIER NON RECLAME - AFFICHE EN MAIRIE	NON	
817	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6355 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 282	004	24	ANGELICO Immacolata	Villa Daniel Frédéric 345, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	COURRIER NON RECLAME - AFFICHE EN MAIRIE	NON	
818	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6438 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 290 291 296	005	25-1 25-2 25-3	AUDEMAR Christian	100, rue Julien 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	COURRIER NON RECLAME - AFFICHE EN MAIRIE	NON	
819	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6439 5	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 290 291 296	005	25-1 25-2 25-3	AUDEMAR Henri	Villa Clair Matin 9, rue des Cottages Fleuris 83 000 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
820	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6358 9	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 290 291 296	005	25-1 25-2 25-3	AUDEMAR Reine	Villa Clair Matin 9, rue des Cottages Fleuris 83 000 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
821	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1A 171 842 6359 6 1A 171 842 6441 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 118	006	26	COP EW 118 + notif indiv 877, 878, 879	169 B, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	Envois 1 et 2: courriers non distribués - AFFICHE EN MAIRIE	Oui, voir ci- dessous à BALDACCIO Met J.	
877	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1A 171 842 6431 9 1A 171 842 6442 5	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 118	006	26	COP EW 118 BALBACCI J	169 B, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
878	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1A 171 842 6432 6 1A 171 842 6443 2	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 118	006	26	COP EW 118 BALBACCI M	169 B, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
879	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1A 171 842 6433 3 1A 171 842 6444 9	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 118	006	26	COP EW 118 COUPPEY C	169 B, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	Envois 1 et 2: courriers non distribués - AFFICHE EN MAIRIE	NON	

822	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6360 2	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 297	007	27-28	CAMPELLONI Corinne	Les Brusses 30 410 MOULIERES-SUR-CEZE	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
823	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6361 9	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 297	007	27-28	CAMPELLONI Jean-Louis	82, Boulevard Saint-Jacques 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	COURRIER NON RECLAME - AFFICHE EN MAIRIE	NON	
824	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6362 6	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 297	007	27-28	CAMPELLONI Monique	279, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
825	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6364 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 254 255	008	29 30	PROLETAZUR	Immeuble La Mouette 73 Avenue d'Entrecasteaux 83000 Toulon	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
826	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6365 7	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 281	009	31	BILLON SYCOLOGE SYNDIC GGP L'Olympe	Immeuble Le Renoir 52 Boulevard Cuneo 83000 Toulon	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
827	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6366 4	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 75 76	010	32 33	C pantei Immo Syndic Cop Le Mont des Eaux	50 Rue Gilmelli 83000 Toulon	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
828	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6367 1	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 68 69 125 128	011 012	34 35 36	COSTA CLAUDE	141 Chemin de L'Aubisque 83200 Toulon	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	échanges de mails et appels et COURRIER LRAR
829	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6368 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 69	012	37	COSTA née POURRAIN Odette	Campagne Marianne Chemin de L'Aubisque 83200 Toulon	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	échanges de mails et appels et COURRIER LRAR
830	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1 A 171 842 6369 5 1 A 171 842 6447 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 115	013	38	D'ESPOSITO RHETORE C	269 Chemin du Fort Rouge → 28 Impasse des Citronniers 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	1) courrier non distribué 2) AR OK	NON	
831	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1 A 171 842 6370 1 1 A 171 842 6448 7	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 115	013	38	D'ESPOSITO RHETORE A	269 Chemin du Fort Rouge → 28 Impasse des Citronniers 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	1) courrier non distribué 2) AR OK	NON	
832	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6371 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 148	014	39	D'AUJACH F	469 Chemin du Fort Rouge 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
833	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6372 5	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 148	014	39	D'AUJACH B	469 Chemin du Fort Rouge 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
834	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6373 2	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 280	015	40	DE SOUZA M	637 E Chemin du Fort Rouge 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	mail et appel
835	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6374 9	TOULON	PPR PRINCIPAL	280	015	40	DE SOUZA L	637 E Chemin du Fort Rouge 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	mail et appel
836	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6434 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 231	016	41	DIAALEB ALI	851 Avenue des Moulins 83000 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
837	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6376 3	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 231	016	41	DIAALEB AICHA	851 Avenue des Moulins 83000 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
838	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6377 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 92 143 145	017	42 43 44	DURNEZ JM	994 Avenue des Moulins 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	appel
839	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6378 7	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 92 143 145	017	42 43 44	DURNEZ R	994 T Avenue des Moulins 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	

840	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6379 4	TOULON	PPR PRINCIPAL	234	018	45	GAUCHAIS	643 Chemin du Fort Rouge 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
841	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6380 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 72 241	019	46 47	FOGU LUCIANI M	762 Route du Vallon 83320 CARQUEIRANNE	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
842	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6381 7	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 72 241	019	46 47	LUCIANI R	762 Route du Vallon 83320 CARQUEIRANNE	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
843	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6382 4	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 72 241	019	46 47	PASQUANI LUCIANI S	La Croix du Sud Bât. 16 176 Rue Bessuet 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
844	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6383 1	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 39	020	48	GAUBERT	7 Allée du Mirocaulier 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	échanges de mails et appels
845	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6384 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 84	021	49	GAMBOTTI J	686 Avenue des Moulins 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	ok	échanges de mails et appels - voir ligne ci-dessous
846	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6385 5	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 84	021	49	MARRACCINO S	686 Avenue des Moulins 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	ok	échanges de mails et appels
847	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6386 2	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 6 134	022	50 51	SCI LA DAME DU MONT FARON chez SAS ESCURIAL	41 Rue du Capitaine Guymer 92400 COURBEVOIE	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok		
848	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6387 9	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 91	023	52	LABOIS B	696 Avenue des Moulins 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	RETOURNE CAR DECEDE	Info des successibles concernés par Mme LABOIS - courriers de notification adressés le 2,12,21 après avis CE et info par tel en // - voir ci-dessous	tel et courriers avec les 3 enfants de M LABOIS
952	02/12/2021	LRAR	1 A 171 842	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 91	023	52	Benoit LABOIS	88 Rue de la Duchée 50100 CHERBOURG	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	NON mais informations portée sur le questionnaire de Mme LABOIS Jeanne	TEL le 2/12/21 - succession en cours
953	02/12/2021	LRAR	1 A 171 842	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 91	023	52	SCOTTO DI VETTIMO née LABOIS Catherine	124 Rue des Baumelles 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	NON mais informations portée sur le questionnaire de Mme LABOIS Jeanne	TEL le 2/12/21 - succession en cours
954	02/12/2021	LRAR	1 A 171 842	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 91	023	52	LABOIS Laurent	612 Avenue de Rigoumel 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	NON mais informations portée sur le questionnaire de Mme LABOIS Jeanne	TEL le 2/12/21 - succession en cours
849	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6435 7	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 91	023	52	LABOIS née FEREC J	696 Avenue des Moulins 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	
850	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1 A 171 842 6390 3 1 A 171 842 6445 6	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 217 274	024	53 54	LIOT JF	269 0 Chemin du Fort Rouge → 56 Impasse des Mitonniers 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	1) courrier non distribué 2) AR OK	NON	
851	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1 A 171 842 6390 9 1 A 171 842 6446 3	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 273	025	55	LIOT R	269 0 Chemin du Fort Rouge → 23/70 Impasse des Mitonniers 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	1) courrier non distribué 2) AR OK	NON	

852	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6437 1	TOULON	PPR PRINCIPAL	37	026	56	THM	Le St Matthieu Avenue Franklin Roosevelt 83000 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	
853	29/10/2021	LRAR	1 A 171 842 6392 3	TOULON	PPR PRINCIPAL	286 (301 à 366)	026 BIS	57	CORNICHE FARON	120 Rue Bugeaud 69006 LYON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
854	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6409 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 70 74	027	58 59	PALOMARES	133, Boulevard Fourmiol 83200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	appel de son épouse
855	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6408 1	TOULON	PPR PRINCIPAL	EW 70 74	027	58 59	JUBELIN	133, Boulevard Fourmiol 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	appel
856	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6410 4	TOULON	PPR PRINCIPAL	96	028	60	CREPIN	335 Chemin Barthélemy Flarent Les Moniques - Bât. D 3 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	appel et mail de sa mère par procuration
857	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6411 1	TOULON	PPR PRINCIPAL	253	029	61	PEUGNIEZ C	299 Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	appel de son épouse
858	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6412 8	TOULON	PPR PRINCIPAL	253	029	61	PEUGNIEZ V	299, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	appel
859	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6413 5	TOULON	PPR PRINCIPAL	4	030	62	REVILLET Ginette Chez M. CLAVIERIE Mathieu	38, rue du Président Kennedy 56 250 LARMOR-PLAGE	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	NON	appel (pb appartenance parcelle à régulariser) - M. Clavierie dit être légalitaire de Mme REVILLET, décédée demande de communication titre de propriété pour MAJ état parcellaire - non reçu à ce jour - enquête foncière en cours
860	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6414 2	TOULON	PPR PRINCIPAL	283	031	63	RISS	758, Avenue des Moulins 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	NON	
861	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6440 1	TOULON	PPR PRINCIPAL	283	031	63	REINA	758, Avenue des Moulins 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	NON	
862	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6417 3	TOULON	PPR PRINCIPAL	164 165 166 264 265 266	032	64 65 66 67 68 69	UBUNTU	189 Chemin du Pelvoux 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	ok	OUI	échanges de mails et appels
863	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6416 6	TOULON	PPR PRINCIPAL	277	033	70	SCI SIDX BRAHIM	533, chemin des Bâtons 83 260 LA CRAU	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	NON	
864	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6418 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	252	034	71	TERRIN M	174, chemin de l'Aubisque 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	
865	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6419 7	TOULON	PPR PRINCIPAL	251	035	72	TERRIN R	174, chemin de l'Aubisque 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	

866	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6420 3	TOULON	PPR PRINCIPAL	260 261	036	74 75	VAR HABITAT	BP 29 83 040 TOULON CEDEX 9	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	En parallèle, échange avec le notaire de Var habitant hors DUP pour régularisation de l'appartenance de la parcelle EV 261 (appartenant à la Ville de Toulon et devant être transférée à la Métropole au titre de la compétence eau potable)
867	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6422 7	TOULON	PPR PRINCIPAL	144	037 038	75 76	VERSE M	Clos Crispada 1010, Avenue des Moulins 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	échanges de mails et appels (fils)
868	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6421 0	TOULON	PPR PRINCIPAL	146	038	76	VERSE G	Clos Crispada 1010, Avenue des Moulins 83 200 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	échanges de mails et appels (fils)
869	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6423 4	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AR 157	039	77	ARNAUBEC P	La Colline Chemin de Roberti 83 160 LA VALETTE DU VAR	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	échanges de mails et appels
870	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6424 1	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AR 157	039	77	ARNAUBEC C	La Colline Chemin de Roberti 83 160 LA VALETTE DU VAR	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	
871	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6425 8	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AR 102	040	85	CALOIN T	298 Route de la Valette 83 200 LE REVEST-LES-EAUX	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	
872	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6426 5	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AR 102	040	85	CALOIN V	298 Route de la Valette 83 200 LE REVEST-LES-EAUX	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	
873	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6427 2	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AP 35 40	041	86 87	COMMUNE DU REVEST M. Ange MASSO Mairie du REVEST LES EAUX	Hôtel de Ville Place Jean Jaures 83 200 LE REVEST-LES-EAUX	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	OUI	échanges de mails et appels
874	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6428 9	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AS 125 AP 41	042	87	DÉPARTEMENT DU VAR M. Marc GIRAUD Président du Département du Var	350 avenue des Lices 83 000 TOULON	Notification Enquête parcellaire St Antoine	OK	NON	échanges de mails et appels
875	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6429 6	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AP 36	043	84 89	REYNAUD M	282 route de la Valette 83 200 LE REVEST-LES-EAUX	Notification Enquête parcellaire St Antoine	COURRIER NON RECLAME - AFFICHE EN MAIRIE	NON	
876	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6430 2	LE REVEST LES EAUX	PPR DISJOINT	AP 36	043	84 89	LORENZINI D	282 route de la Valette 83 200 LE REVEST-LES-EAUX	Notification Enquête parcellaire St Antoine	COURRIER NON RECLAME - AFFICHE EN MAIRIE	NON	

Nicolas DENJEAN-PIERRET



Amaury VERNANGE

MAITRES EN DROIT

HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
Société Titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice
227, Rue Jean Jaurès – 83000 TOULON
☎ : 04.94.20.94.30 - 📠 : 04.94.27.19.08

Certificat de début d'affichage

De l'avis d'ouverture d'enquête publique unique préalable aux décisions suivantes :

la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine; la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ; la déclaration d'utilité publique du périmètre de protection immédiate en vue de l'expropriation avec cessibilité des biens au profit de MTPM ; l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ; l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine. la cessibilité de tout ou partie d'immeubles et de droits réels immobiliers, nécessaires à la réalisation de l'opération, sur le territoire de la commune de Toulon ;

Je soussigné, Nicolas DENJEAN-PIERRET, Huissier de Justice Associé de la SAS DENJEAN-PIERRET VERNANGE ET ASSOCIES, titulaire d'un Office d'Huissier de Justice à Toulon (Var) y demeurant 227 rue Jean Jaurès, atteste par la présente, que l'affichage* a été réalisé au 804 et 896 avenue des Moulins 83200 TOULON à compter du 9 Novembre 2021.

*(Enquête de 30 jours au moins => au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête) »

Pour servir et valoir ce que de droit.

Toulon, le 09 Novembre 2021

Nicolas DENJEAN-PIERRET





MAIRIE DE TOULON

Délibération prise conformément à l'ordre du jour

Affichée le : 20 décembre 2021

Transmise au contrôle de légalité le : 21 décembre 2021

ID Téléransmission : 083-218301372-20211217-lmc1142168-DE-1-1

Date AR Téléransmission : 21/12/21

DÉLIBÉRATION

SEANCE PUBLIQUE DU 17 DÉCEMBRE 2021

N° 2021/289/S

Objet : Avis du Conseil Municipal sur les travaux, l'instauration de périmètres de protection, les prélèvements d'eau et l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine du captage de la Source Saint Antoine situé sur le territoire de la commune de Toulon

Les membres du Conseil municipal de la Ville de TOULON, tous régulièrement convoqués, se sont réunis dans les lieux accoutumés de leurs séances, en conformité avec le Code Général des Collectivités Territoriales, sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO

Conseillers Municipaux en exercice :	59	Présents :	47
		Absent(s) :	0
		Excusé(s) :	0
Quorum nécessaire :	20	Procuration(s) :	12

Monsieur Hubert FALCO – Maire – PRESENT

ADJOINTS PRESENTS :

Monsieur Yannick CHENEVARD, Madame Josée MASSI, Monsieur Robert CAVANNA, Madame Magali TURBATTE, Monsieur Yann TAINGUY, Monsieur Laurent JEROME, Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Patrice CAZAUX, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Valérie MONDONE, Monsieur Luc DE SAINT-SERNIN, Madame Hélène AUDIBERT, Monsieur Laurent BONNET, Monsieur Christophe MORENO, Madame Martine BERARD, Monsieur Amaury CHARRETON, Madame Caroline DEPALLENS, Madame Marcelle GHERARDI

CONSEILLERS MUNICIPAUX PRESENTS :

Madame Geneviève LEVY, Monsieur Guy LE BERRE, Monsieur Guy RAYNAUD, Monsieur Albert TANGUY, Madame Corinne JOUVE, Monsieur Thierry CAMPUS, Monsieur Pierre BONNEFOY, Madame Béatrice MANZANARES, Monsieur Jean-Charles BROCHOT, Madame Katia BIZAT, Monsieur Pierre PARDIGON, Madame Manon FORTIAS, Monsieur Benoît PELLETIER, Madame Karima DRIDI, Madame Amandine LAYEC, Madame Anaïs DIR, Monsieur Romain PELISSOU, Madame Béatrice VEYRAT-MASSON, Madame Marisa DIAZ, Monsieur Alain DHO, Monsieur Nicolas KOUTSEFF, Madame Rachel ROUSSEL, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Philippe LEROY, Madame Magali BRUNEL, Monsieur André DE UBEDA, Monsieur Pierre-Jacques DEPALLENS, Madame Cécile MUSCHOTTI

ABSENTS REPRESENTES :

Madame Virginie PIN donne pouvoir à Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Pascale JANVIER donne pouvoir à Monsieur Laurent JEROME, Madame Josy CHAMBON donne pouvoir à Monsieur Christophe MORENO, Monsieur Erick MASCARO donne pouvoir à Monsieur Laurent BONNET, Monsieur Emilien LEONI donne pouvoir à Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Léopold TROUILLAS donne pouvoir à Monsieur Benoît PELLETIER, Madame Brigitte GENETELLI donne pouvoir à Madame Martine BERARD, Monsieur Denis GUTIERREZ donne pouvoir à Monsieur Yannick CHENEVARD, Madame Sonia MOUSSAOUI donne pouvoir à Monsieur Alain DHO, Madame Audrey PASQUALI-CERNY donne pouvoir à Madame Josée MASSI, Madame Jade VALLIORGUES donne pouvoir à Monsieur Luc DE SAINT-SERNIN, Madame Laure LAVALETTE donne pouvoir à Monsieur Amaury NAVARRANNE

Par arrêté du 27 octobre 2021 complété par un arrêté rectificatif du 29 octobre 2021, sur demande du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique et parcellaire conjointe préalable à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source de Saint Antoine, situé sur le territoire de la commune de Toulon,
- la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux,
- la cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique,
- l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement,
- l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

Dans le contexte actuel de diminution des prélèvements sur la ressource de Carcès, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite remettre en exploitation la source Saint Antoine en toute conformité réglementaire. Seule la présente démarche permet de pérenniser l'utilisation de ce captage.

Dans ce sens, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a poursuivi la démarche engagée par la Commune dès 2016 et initié une étude préalable de l'aquifère de la source Saint Antoine afin d'estimer les potentialités hydriques de cette ressource ainsi que les possibilités de sa mise en sécurité par la mise en place des périmètres de protection. L'autorisation préfectorale portera sur un prélèvement maximum de :

Source Saint Antoine	
Débit de prélèvement	150 l/s
Débit journalier moyen	12 960 m³/j
Débit de prélèvement annuel	365 000 m³/an

Dans le cadre de cette enquête publique, et au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement, les conseils municipaux de Toulon et du Revest-Les-Eaux sont invités à donner leur avis sur l'autorisation de prélèvement d'eau, notamment au regard des incidences environnementales notables sur leur territoire.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à réaliser ces prélèvements de manière à respecter le milieu environnant sur le plan hydraulique, hydrogéologique, faunistique, floristique et paysager.

Le Conseil Municipal, réuni en séance publique le 17 décembre 2021,

Où l'exposé de Monsieur Yannick CHENEVARD, 1er Adjoint au Maire, adjoint délégué :
PREVENTION ET GESTION DES RISQUES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L120-1, L123-1 et suivants, L126-1, L181-10, L210-1, L214-1 à 6, L215-13, R123-1 et suivants, R181-36 et R181-38 ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L1321-2, L1321-7, R1321-6, R1321-8, R1321-13 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Toulon n°2016/125/S du 27 mai 2016,

Vu les délibérations du Conseil Métropolitain n°18/11/367 et n°21/09/67 des 23 novembre 2018 et 30 septembre 2021,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du 27 octobre 2021 et l'arrêté rectificatif du 29 octobre 2021, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe ;

Vu le dossier d'enquête publique,

Vu l'avis favorable de la Commission Action Territoriale et Proximité du 30 novembre 2021,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 1^{er} décembre 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de donner un avis favorable :

▣ aux travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source de Saint Antoine, situé sur le territoire de la commune de Toulon ;

▣ à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

▣ à l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

▣ à l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

- de dire que le présent avis sera transmis à Monsieur le Préfet du Var et à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

- d'autoriser Monsieur le Maire de Toulon, Ancien Ministre, à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

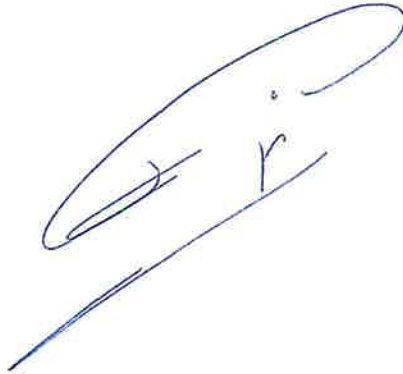
Avis favorable du Conseil Municipal sur les travaux, l'instauration de périmètres de protection, les prélèvements d'eau et l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine du captage de la Source Saint Antoine situé sur le territoire de la commune de Toulon

SIGNE : Hubert FALCO, Maire

CERTIFIE CONFORME

Maire de Toulon

Ancien Ministre



Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Avis du Conseil Municipal sur les travaux, l'instauration de périmètres de protection, les prélèvements d'eau et l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine du captage de la Source Saint Antoine situé sur le territoire de la commune de Toulon

Date de transmission de l'acte : 21/12/2021

Date de réception de l'accusé de réception : 21/12/2021

Numéro de l'acte : lmc1142168 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 083-218301372-20211217-lmc1142168-DE

Date de décision : 17/12/2021

Acte transmis par : Anne RODRIGUEZ ID

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de compétences par themes
8.8. Environnement



Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

L'an deux mille vingt et un et le treize décembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal dûment convoqué en date du 30 novembre 2021, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Ange MUSSO, Maire.

Président : M. MUSSO

Secrétaire de séance : Mme VERGOS

Membres présents :

Ange MUSSO
Richard NGUYEN VAN NUOI
Jacques ROUVIERE
Michelle BROCHEN
René SIMIAN
Josiane VERGOS
Jeanne MOGGIA

Claude DEMAI
Gilles ROMANI
Thierry JEAN
Frédéric MEYRIEU
Nathalie FEVRE
Gabriel GOZZO
Flavia GIANNINI AUDDINO

Ingrid FASS
Julien GAZAIX
Christiane MARTEL
Marie-Hélène TAILLARD
Jean-Philippe FERAUD
Régis DURAND.

Membres absents et représentés :

Sophie ROUSSEAU CHESNAUD.

Nicole LE TIEC donne procuration à René SIMIAN
Jean-Marc VIZIALE donne procuration à Frédéric MEYRIEU
Christine LORENZINI donne procuration à Richard NGUYEN VAN NUOI
Christine DOURLET donne procuration à Michelle BROCHEN
Magali DUPRE-BARRY donne procuration à Jacques ROUVIERE
Florian TOCANIER donne procuration à Ange MUSSO

OBJET : Avis du Conseil Municipal sur les travaux, l'instauration de périmètres de protection, les prélèvements d'eau et l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source Saint Antoine situé sur le territoire de la commune de Toulon.

Monsieur le Maire expose,

Par arrêté du 27 octobre 2021 complété par un arrêté rectificatif du 29 octobre 2021, sur demande du Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique et parcellaire conjointe préalable à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source de Saint Antoine, situé sur le territoire de la commune de Toulon ;
- la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;

- la cessibilité des terrains du périmètre de protection immédiate conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique ;
- l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;
- l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

Dans le contexte actuel de diminution des prélèvements sur la ressource de Carcès, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) souhaite remettre en exploitation la source Saint Antoine.

Dans ce sens, MTPM a initié une étude préalable de l'aquifère de la source Saint Antoine afin d'estimer les potentialités hydriques de cette ressource ainsi que les possibilités de sa mise en sécurité par la mise en place des périmètres de protection. L'objectif est de mettre en conformité réglementaire l'exploitation de la source Saint Antoine. L'autorisation préfectorale portera sur un prélèvement maximum de :

Source Saint Antoine	
Débit de prélèvement	150 l/s
Débit journalier moyen	12 960 m ³ /j
Débit de prélèvement annuel	365 000 m ³ /an

Dans le cadre de cette enquête publique, et au titre de l'article R181-38 du code de l'environnement, les conseils municipaux de Toulon et de Revest-Les-Eaux sont invités à donner leur avis sur l'autorisation de prélèvement d'eau et notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à réaliser ces prélèvements de manière à respecter le milieu environnant sur le plan hydraulique, hydrogéologique, faunistique, floristique et paysager.

Aussi je vous propose d'émettre un avis favorable.

Ceci étant exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L120-1, L123-1 et suivants, L126-1, L181-10, L210-1, L214-1 à 6, L215-13, R123-1 et suivants, R181-36 et R181-38 ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L1321-2, L1321-7, R1321-6, R1321-8, R1321-13 ;

Vu les délibérations du Conseil Métropolitain en dates des 23 novembre 2018 et 30 septembre 2021,

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du 27 octobre 2021 et l'arrêté rectificatif du 29 octobre 2021, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe ;

Vu le dossier d'enquête publique,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'EMETTRE un avis favorable :

- Aux travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine du captage de la source de Saint Antoine, situé sur le territoire de la commune de Toulon ;
- A l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ;
- A l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;
- A l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

ARTICLE 2 : DE DIRE que le présent avis sera transmis à Monsieur le Préfet du Var et à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le conseil municipal, ouï cet exposé, à l'unanimité des suffrages exprimés, adopte la délibération présentée.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus.

LE MAIRE
Ange MUSSO

Certifié exécutoire par Monsieur le Maire, compte tenu :

- de la réception en Préfecture, le *17 décembre 2021*
- de la publication, le *03 janvier 2022*

A Le Revest-Les-Eaux, le *03 janvier 2022*.

LE MAIRE



#signature#



Toulon, le 26 NOV 2021

Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur EVENCE RICHARD, Préfet du Var
Préfecture du Var
Bureau de l'Environnement et du Développement
Durable - CS 31209
Boulevard du 112^e Régiment d'Infanterie
83070 TOULON CEDEX

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE

Affaire suivie par :
Anaïs COUVREUR
04.94.36.33.19
anicolas@metropoletpm.fr
Laurent SANNIER
04.94.36.48.60
lsannier@metropoletpm.fr

N/Réf : DIF/SAF/MM/AC/2021/935

OBJET : Enquête Publique Unique et parcellaire conjointe du 29 novembre au 17 décembre 2021 - Mise en conformité de l'exploitation de la Source Saint Antoine à Toulon – arrêtés préfectoraux des 27 et 29 octobre 2021 et avis d'ouverture d'enquête.

V/Réf : PREF83/DCPPAT/BEDD – EP Unique et parcellaire - Source Saint Antoine -
Affaire suivie par M. Alexandre KHAIR-EDDINE

Monsieur le Préfet,

En suite du dépôt en vos Services du dossier susmentionné et dans l'optique de l'ouverture imminente de l'enquête publique unique et parcellaire conjointe portant sur ce projet, je vous prie de trouver, en attache, les copies des courriers de notification adressés aux propriétaires concernés, un état des retours obtenus à ce jour de ces derniers ainsi que les plan et états parcellaires mis à jour au regard des réponses ainsi fournies.

Par ailleurs, je vous prie de noter que les horaires d'ouverture au public de la Mairie du Revest-Les-Eaux, lieu de la présente enquête, sont les suivants : 8h30 à 12h / 14h à 17h30 et non 13h30 à 17h30.

Aussi convient-il le lire tant dans les arrêtés susvisés et que l'avis d'ouverture d'enquête que le dossier est consultable en Mairie du Revest-Les-Eaux comme suit :

Lieux d'enquête	Jours et heures
Mairie du Revest-Les-Eaux Place Jean Moulin 83200 LE REVEST-LES-EAUX	Du Lundi au Vendredi : 8h30 à 12h – 14h à 17h30

Cette précision est également portée à la connaissance des Communes de Toulon et du Revest-Les-Eaux.

Vous remerciant par avance pour le versement de ces pièces au dossier concerné, je vous prie de recevoir, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Président,
Par délégation,



Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint Finances et Moyens

Copies :

Commune de Toulon

Commune du Revest-Les-Eaux

Commissaire-enquêteur pour insertion aux dossiers

DECISION DU

15/10/2021

N° E21000058 /83

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON

**LE MAGISTRAT EN CHARGE DES ENQUÊTES
PUBLIQUES**

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 07/10/2021, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet du Var demande la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

- *Mise en conformité de la source Saint Antoine ;*

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établies au titre de l'année 2021 ;

Vu la décision par laquelle la Présidente du Tribunal a désigné M. RIFFARD comme magistrat délégué aux enquêtes publiques ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Bertrand NICOLAS est désigné en qualité de commissaire-enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet du Var, à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à Monsieur Bertrand NICOLAS.

Fait à TOULON, le 15/10/2021

Le Magistrat désigné,



Denis RIFFARD

Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

25/10/2021

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON

N° E21000058 /83

LE MAGISTRAT EN CHARGE DES ENQUETES
PUBLIQUES

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 07/10/2021, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet du Var demande la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder à une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe ayant pour objet :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection ;
- la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et la cessibilité des propriétés au titre de l'article L. 1321-2 al.1 ;
- l'autorisation préfectorale d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine ;
- l'autorisation de prélèvement du code de l'environnement sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établies au titre de l'année 2021 ;

Vu la décision par laquelle la Présidente du Tribunal a désigné M. RIFFARD comme magistrat délégué aux enquêtes publiques ;

Vu la décision de désignation N° E21000058 /83 du 15 octobre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le 1^{er} visa de la décision sus-visée est ainsi modifié :

« Vu enregistrée le 07/10/2021, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet du Var demande la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder à une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe ayant pour objet :

- o la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection ;
- o la déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation et la cessibilité des propriétés au titre de l'article L. 1321-2 al.1 ;
- o l'autorisation préfectorale d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine ;
- o l'autorisation de prélèvement du code de l'environnement sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux. ».

ARTICLE 2 : Les autres visas et dispositions de la décision de désignation du 15 octobre 2021 susvisée restent inchangés.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet du Var, à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à Monsieur Bertrand NICOLAS.

Fait à TOULON, le 25/10/2021

Le Magistrat désigné,



Denis RIFFARD

Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.



République Française
VILLE DE TOULON

Hôtel de Ville - Avenue de la République - CS 71407 - 83056 TOULON Cedex - 04 94 36 30 00

**SERVICE
ENVIRONNEMENT URBAIN**
Stéphanie MARTIN-MIRALLES
Chef de service
Tél. 04 94 36 86 33
stmartin-miralles@mairie-toulon.fr

M. le Préfet du Var
Boulevard du 112^{ème} Régime d'Infanterie
83070 TOULON CEDEX

OBJET : Certificat d'affichage

N.REF. :

D : SS/DEU/2021-181

Dossier suivi par Sophie SCHMITT
(04-94-36-33-87 – sschmitt@mairie-toulon.fr)

CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je soussigné, Hubert Falco, Maire de Toulon, Ancien Ministre, certifie que l’avis d’ouverture d’enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l’exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon, a été réalisé en mairie, aux lieux habituellement prévus à cet usage à compter du 03/11/2021.

Fait ce jour pour servir et valoir ce que de droit

Toulon, le **08 NOV. 2021**

Pour le Maire de Toulon
Ancien Ministre

Mohamed MAHALI
Adjoint Délégué



**MAIRIE DE
LE REVEST-LES-EAUX**



Place Jean Jaurès 83200

(VAR)

☎ 04.94.98.19.90

☎ 04.94.98.19.99

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

Le 26 Novembre 2021

LE MAIRE DE LE REVEST-LES-EAUX

Nos références : AM/FS - n° D202101332.

Affaire suivie par : Fabienne SAUVAIRE.

Objet : **ATTESTATION AFFICHAGE.**

Je soussigné, Ange Musso, Maire de la Commune du Revest-les-eaux, atteste que l'avis d'ouverture d'une enquête publique avec une enquête parcellaire conjointe concernant la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon, se déroulant du 29 novembre 2021 au 17 décembre 2021, a été affiché en mairie le 8 novembre 2021.

En foi de quoi il a été délivré la présente attestation

Ange MUSSO

*Maire de Le Revest-Les-Eaux
Vice-Président de Toulon-Provence-Méditerranée*



République Française
VILLE DE TOULON

Hôtel de Ville - Avenue de la République - CS 71407 - 83056 TOULON Cedex - 04 94 36 30 00

**SERVICE
ENVIRONNEMENT URBAIN**
Stéphanie MARTIN-MIRALLES
Chef de service
Tél. 04 94 36 86 33
smartin-miralles@mairie-toulon.fr

Dossier suivi par Mme SCHMITT

M. le Préfet du Var
Boulevard du 112^{ème} Régime d'Infanterie
83070 TOULON CEDEX

OBJET : Certificat d'affichage
N.REF. :
D : SS/DEU/2021-223

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Hubert Falco, Maire de Toulon, Ancien Ministre, certifie que l'avis d'ouverture d'enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon, a été réalisé en mairie, aux lieux habituellement prévus à cet usage du 10 novembre 2021 au 17 décembre 2021 inclus.

Fait pour servir et valoir ce que de droit

Toulon, le

22 DEC. 2021

Pour le Maire de Toulon
Ancien Ministre

Mohamed MAHALI
Adjoint Délégué





**SERVICE
ENVIRONNEMENT URBAIN**
Stéphanie MARTIN-MIRALLES
Chef de service
Tél. 04 94 36 86 33
smartin-miralles@mairie-toulon.fr

République Française

VILLE DE TOULON

Hôtel de Ville - Avenue de la République - CS 71407 - 83056 TOULON Cedex - 04 94 36 30 00

M. le Préfet du Var
Boulevard du 112^{ème} Régime d'Infanterie
83070 TOULON CEDEX

OBJET : Certificat d'affichage
N.REF. :
D : SMM/DEU/2021-226
P.J. : 1

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Hubert Falco, Maire de Toulon, Ancien Ministre, certifie que, dans le cadre de l'enquête publique unique avec enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon, les courriers de notification desdites enquêtes aux propriétaires identifiés dans le tableau joint au présent certificat, ont été affichés en mairie, aux lieux habituellement prévus à cet usage du 26 novembre 2021 au 17 décembre 2021 inclus.

Fait pour servir et valoir ce que de droit

Toulon, le **22 DEC. 2021**

Pour le Maire de Toulon
Ancien Ministre

Mohamed MAHALI
Adjoint Délégué



chrono	date départ	TYPE	n° LRAR	COMMUNE	parcelles	compte PROP	N° parcelle	SIGN	CONTACT	DESTINATAIRE	adresse	OBJET	AR COURRIER
816	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6351 0	TOULON	EW 282	004	24	CW	AC	ANGELICO Joseph	Villa Daniel Frédéric 345, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcelle St Antoine	COURRIER NON RECLAME - A AFFICHER EN MAIRIE
817	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6355 8	TOULON	EW 282	004	24	CW	AC	ANGELICO Immacolata	Villa Daniel Frédéric 345, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcelle St Antoine	COURRIER NON RECLAME - A AFFICHER EN MAIRIE
818	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6438 8	TOULON	290 291 296	005	25-1 25-2 25-3	CW	AC	AUDEMAR Christian	100, rue Julien 83 200 TOULON	Notification Enquête parcelle St Antoine	COURRIER NON RECLAME - A AFFICHER EN MAIRIE
821	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1A 171 842 6359 6 1A 171 842 6441 8	TOULON	EW 118	006	26	CW	AC	COP EW 118 + notif indiv 877, 878, 879	469 B, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcelle St Antoine	Envois 1 et 2: courrier non distribué - A AFFICHER EN MAIRIE
823	29/10/2021	LRAR	1A 171 842 6361 9	TOULON	297	007	27-28	CW	AC	CAMPELLONI Jean-Louis	82, Boulevard Saint Jacques 83 200 TOULON	Notification Enquête parcelle St Antoine	COURRIER NON RECLAME - A AFFICHER EN MAIRIE
879	29/10/2021 10/11/2021	LRAR	1A 171 842 6433 3 1A 171 842 6444 9	TOULON	EW 118	006	26	CW	AC	COP EW 118 COUPPEY C	469 B, Chemin du Fort Rouge 83 200 TOULON	Notification Enquête parcelle St Antoine	Envois 1 et 2: courrier non distribué - A AFFICHER EN MAIRIE

AVIS D'OUVERTURE

D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 27 octobre 2021, sur demande du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon. Les communes concernées par ces enquêtes sont Toulon et le Revest-les-Eaux.

Ces enquêtes sont préalables aux décisions suivantes : la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine ; la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ; la déclaration d'utilité publique du périmètre de protection immédiate en vue de l'expropriation avec cessibilité des biens au profit de MTPM ; l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ; l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

Le responsable (pétitionnaire) du projet est MTPM, DGST – Territoires et proximité, Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon cedex 9

Le commissaire enquêteur est M. Bertrand NICOLAS. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption des enquêtes.

Communes lieux des enquêtes : Toulon, Le Revest-les-Eaux. **Siège des enquêtes : Toulon.**

Les enquêtes se tiendront du lundi 29 novembre 2021 au vendredi 17 décembre 2021 inclus, soit 19 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier complet, comprenant, notamment, un volet sanitaire, un volet environnemental incluant la décision d'examen au cas par cas, un volet parcellaire portant sur les servitudes, un volet code de l'expropriation ainsi que le rapport de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et une notice explicative de la délégation départementale du Var de l'agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, est consultable :

- sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (icône *enquêtes publiques* **en bas de la page d'accueil** / rubrique *enquêtes publiques en cours hors ICPE*).

- sur support papier, dans chaque lieu des enquêtes. Le public, les propriétaires et les tiers intéressés pourront consigner leurs observations et propositions directement sur un registre d'enquête publique unique ou un registre parcellaire dédié à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieux des enquêtes	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Du lundi au vendredi	9h à 12h 14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Du lundi au vendredi	8h30 à 12h 14h à 17h30

- sur un poste informatique dans chaque lieu d'enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessus. Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, **au siège des enquêtes**. Elles sont annexées à l'un des registres du siège des enquêtes.

Les observations et propositions pourront être formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante :

sourcesaintantoine@administrations83.net

Ces courriels seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet :

<http://www.var.gouv.fr/mise-en-conformite-du-captage-de-la-source-saint-a10288.html>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public aux lieux des enquêtes, aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, dans chacune des mairies concernées, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var et sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du pétitionnaire en écrivant : soit au responsable du projet ; soit à l'adresse courriel suivante : lsannier@metropoletpm.fr.

PROVENCE / ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES

HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 39
toulonpub@lamarseillaise.fr

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE SERVICES

Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice
Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur
Ville de Cavalaire sur Mer (83), Maude DI CARMINÉ - MATHIEU, Place Benjamin Gaillard, 83240 Cavalaire sur Mer, FRANCE.
Tél : +33 494004825, E-mail : acheteur.public@cavalaire.fr.
Adresse(s) internet
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
Principales(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur
Services généraux des administrations publiques.
Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : non

Description du marché
Objet du marché Fourniture et déploiement des services de télécommunications pour la commune de Cavalaire-sur-Mer
Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) 64200000

Caractéristiques principales
Type de marché Services : Services de télécommunications
Type de procédure Procédure adaptée
La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : non
Des variantes seront prises en considération : oui
Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.
L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.
Division en lots : oui
Il convient de soumettre des offres pour : un ou plusieurs lots.
Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) 01 janvier 2022
Durée du marché ou délai d'exécution Durée en mois : 12 (à compter de la date de notification du marché).

Conditions de délai
Date limite de réception des offres ou des demandes de participation Vendredi 03 décembre 2021 - 12:00
Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre
Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).

Informations sur l'accord cadre
Accord-cadre avec un seul opérateur.
Durée de l'accord-cadre : Durée en année(s) : 2

Conditions relatives au marché
Cautionnement et garanties exigés : Cf Règlement de consultation (RC)
Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Cf RC
Forme juridique qui devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Cf RC
Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française Français.
Unité monétaire utilisée : Euro.

Conditions de participation
Critères de sélection des candidatures : Cf RC
Situation juridique - références requises : Cf RC
Capacité économique et financière Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : Cf RC
Capacité technique Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : Cf RC

Conditions propres aux marchés de services
La prestation est réservée à une profession particulière : non

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat
Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle il a le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise (document à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/da/marches_publics/formulaires/DC1dai_dc.html).
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/da/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/da/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).
- Si l'appui, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT1) :
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Autre justificatif / Commentaire :
Autre justificatif : Un exemple de prestation similaire réalisée par le candidat dans les 3 dernières années, et références clients y afférentes

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Une enchère électronique sera effectuée : non

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice

Informations sur les lots

LOT N° 1 : Fourniture d'abonnements internet y compris la fibre optique et de téléphonie fixe

Description succincte : Fourniture d'abonnements internet y compris la fibre optique et de téléphonie fixe

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 64200000

Indications quant à une autre durée du marché ou une autre date de commencement d'achèvement

Durée en mois : 12 (à compter de la date de notification du marché).

LOT N° 2 : Téléphonie mobile de la ville de Cavalaire-sur-Mer

Description succincte : Téléphonie mobile de la ville de Cavalaire-sur-Mer

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 64200000

Indications quant à une autre durée du marché ou une autre date de commencement d'achèvement

Durée en mois : 12 (à compter de la date de notification du marché).

LOT N° 3 : La gestion de réseau sans fil public de la ville de Cavalaire-sur-Mer

Description succincte : La gestion de réseau sans fil public de la ville de Cavalaire-sur-Mer

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 64200000

Indications quant à une autre durée du marché ou une autre date de commencement d'achèvement

Durée en mois : 12 (à compter de la date de notification du marché).

Date d'envoi du présent avis 08 novembre 2021

20210562



Préfet
du Var

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial Bureau de l'environnement
et du développement durable

AVIS D'OUVREMENT D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 27 octobre 2021, sur demande du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MPM), le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon. Les communes concernées par ces enquêtes sont Toulon et le Revest-les-Eaux.

Ces enquêtes sont préalables aux décisions suivantes : la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine ; la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ; la déclaration d'utilité publique du périmètre de protection immédiate en vue de l'expropriation avec possibilité des biens au profit de MTPM ; l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L.121-1 à L.121-6 du code de l'environnement ; l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

Le responsable (pétitionnaire) du projet est MTPM, DGST - Territoires et proximité, Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon cedex 9

Le commissaire enquêteur est M. Bertrand NICOLAS. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption des enquêtes : Toulon, Le Revest-les-Eaux. Sièges des enquêtes : Toulon.

Les enquêtes se tiendront du lundi 29 novembre 2021 au vendredi 17 décembre 2021 inclus, soit 19 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier complet, comprenant, notamment, un volet sanitaire, un volet environnemental incluant la décision d'examen au cas par cas, un volet parcellaire portant sur les servitudes, un volet code de l'expropriation ainsi que le rapport de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et une notice explicative de la délégation départementale du Var de l'Agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, est consultable :

- sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (icône enquêtes publiques en bas de la page d'accueil / rubrique enquêtes publiques en cours hors ICPE).
- sur support papier, dans chaque lieu des enquêtes. Le public, les propriétaires et les tiers intéressés pourront consigner leurs observations et propositions directement sur un registre d'enquête publique

unique ou un registre parcellaire dédié à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieux des enquêtes
Mairie de Toulon
Avenue de la République
83056 Toulon cedex

Jours
Du lundi au vendredi

Heures
9h à 12h
14h à 16h30

Mairie du Revest-les-Eaux
Place Jean Jaurès
83200 Le Revest-les-Eaux

Jours
Du lundi au vendredi

Heures
8h30 à 12h
13h30 à 17h30

- sur un poste informatique dans chaque lieu d'enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessus. Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes. Elles sont annexées à l'un des registres du siège des enquêtes.

Les observations et propositions pourront être formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante :

sourcesaintantoine@administrations83.net

Ces courriels seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site Internet :

<http://www.var.gouv.fr/mise-en-conformite-du-captage-de-la-source-saint-antoine>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public aux lieux des enquêtes, aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur

Lieux
Mairie de Toulon
Avenue de la République
83056 Toulon cedex

Jours
Lundi 29 novembre 2021

Heures
9h à 12h
14h à 16h30

Jeu 2 décembre 2021

14h à 16h30

Merc 8 décembre 2021

9h à 12h

Vend 17 décembre 2021

14h à 16h30

Mairie du Revest-les-Eaux
Place Jean Jaurès
83200 Le Revest-les-Eaux

Jours
Lundi 29 novembre 2021

Heures
14h à 17h

Jeu 9 décembre 2021

14h à 17h

Mardi 14 décembre 2021

9h à 12h

Vend 17 décembre 2021

9h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, dans chacune des mairies concernées, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var et sur Internet à l'adresse suivante :

<http://www.var.gouv.fr>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du pétitionnaire en écrivant : soit au responsable du projet ; soit à l'adresse courriel suivante : lsannier@metropoletm.fr.

20210712

Annonces

Demandes d'emploi

- GARDES À DOMICILE**
- DAME DE COMPAGNIE polonoise, qualifiée, professionnelle, diplômée, cherche emploi garde de personnes âgées même handicapées, le week-end véhiculé sur Cannes, Antibes, Vallauris et environs. PARTICULIER. Tél : 06.11.58.07.38.
- JEUNE FEMME avec références contrôlables, cherche accompagnement personne âgée ou handicapée, courses, repas, cuisine, heures de ménage, libre 7/7, sur NICE. Tél. 06.99.93.54.
- AIDE-SOIGNANTE DPE, véhiculée, cherche emploi chez personne âgée, jour et/ou nuit, soins, préparation des repas, dispo de suite. Tél. 06.96.59.98.
- AIDE SOIGNANTE/ garde malade expérimentée et spécialisée dans le handicap cherche emploi de nuit ou dame de compagnie sur Antibes, Cannes et environs. Tél. 06.18.59.79.35.
- JF française très sérieuse, expérience 15 ans dans hôtels 4 étoiles, cherche heures de ménage ou aide-assistante de vie. Travail soigné, libre de suite. Secteur Nice centre. Tél. 06.68.18.56.52.
- DAME 30 ans d'expérience dans la garde de personnes âgées, patiente, gentille et professionnelle. Cherche personne âgée pour garde de jour et de nuit. Tél. 06.95.80.05.57. Pas sérieux s'abstenir.
- DAME, libre, gentille, dévouée, non-fumeuse, patiente, cherche emploi DAME DE COMPAGNIE logée, jour et nuit, références contrôlables. Tél. 06.31.22.50.71.
- ASSISTANTE DE VIE retraitée, véhiculée, expérience seniors/personnes dépendantes : courses, repas, linge, ménage, soutien psychologique, accompagnement rendez-vous ou sorties, suivi administratif. Tél. 06.07.05.62.74.
- INFIRMIÈRE française parlant anglais, permis de travail monnaie, garde-rienne personne âgée à domicile, jour et nuit. Possède véhicule. Tél. 06.26.16.06.91.
- AUXILIAIRE DE VIE avec références contrôlables, cherche place pour garder personne âgée gratuitement, jour ou nuit, parle français/espagnol, notions d'italien. Nice et environs. Tél. 06.73.82.27.36.
- AUXILIAIRE DE VIE sérieuse, véhiculée, avec expériences contrôlables, cherche emploi chez personnes âgées : ménage, repassage, cuisine, garde de nuit. Secteur Nice, Monaco. Tél. 06.19.23.79.09.
- Jeune femme sérieuse avec expérience cherche emploi : accompagnement de personnes âgées, sorties, courses, repas. Jour ou nuit. Véhiculée. Tél. 07.58.00.40.18.
- GARDIENNAGE, SÉCURITÉ**
- COUPLE DE GARDIEN, 9 ans d'expérience, offre ses services pour assurer tout complet, extérieur/intérieur de votre propriété secondaire. Monsieur ex-ingénieur, madame secteur hôtellerie. Mobilité, salaire souhaité 3.900€ net pour le couple + logement fourni. Faire offre. Tél. 06.72.28.18.72.

NOUVEAU VOTRE ANNONCE DEMANDE D'EMPLOI À PARTIR DE 10€/JOUR*



sur engagement forfait 14 jours
PASSEZ VOS ANNONCES DANS LE JOURNAL EN 3 CLICS !
RENDEZ-VOUS SUR
www.emploi.nicematin.com

Demande d'emploi
RAPIDE • FACILE • EFFICACE
Pas de paiement en ligne sécurisé PAYZEN - Offres réservées aux particuliers
nice-matin var-matin monaco-matin

Appels d'offres

var-matin
Vendredi 12 novembre 2021

32

AVIS DE PROCÉDURE ADAPTÉE

AVIS DE MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE

Pouvoir adjudicateur :
Commune du PLAN DE LATOUR
Hôtel de Ville - Place Foch - 83120 LE PLAN DE LATOUR
Téléphone : 04 94 55 07 55 - Profil d'acheteur : <https://www.marches-securites.fr>

Objet du marché :
Fourniture, installation, mise en œuvre et maintenance du système de vidéoprotection de la commune du Plan de la Tour (Var).

Forme du marché :
Procédure adaptée ouverte.

Accord-cadre à bons de commande monomotivatoire.

Durée maximale de l'accord-cadre :
48 mois.

Montant de l'accord-cadre :
Montant maximum de commandes pour la durée initiale (12 mois) : 80 000,00 euros HT.

Montant maximum de commandes pour la durée de chaque reconduction (12 mois) :
40 000,00 euros HT.

Découpage des prestations : Il n'est

pas prévu de découpage en lots.

Variants : Les variantes sont autorisées.

Présentation des candidatures : conformément à l'article 4 du règlement de consultation.

Critères d'attribution :

Prix des prestations incluant le prix de la maintenance : note sur 50

Valeur technique de l'offre : note sur 45

Valeur technique de la maintenance : note sur 5

Délivrance du DCE : Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

Conditions de remise des offres : par transmission électronique sur le profil d'acheteur.

Date limite de remise des offres : Mardi 30 novembre 2021 à 12h00.

Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal administratif de Toulon
5 rue Racine - 83040 Toulon cedex 9
Tél : 04.94.42.79.30 - Courriel : gref-fe-la-toulon@juradm.fr

Date d'envoi de l'avis à la publication : Lundi 8 novembre 2021

AVIS D'APPELS



Commune de MONTAURoux (VAR)

AVIS D'APPEL PUBLIC LA CONCURRENCE

- 1) - Nom et adresse officiels du Pouvoir Adjudicateur :**
Commune de MONTAURoux
Place du Clos - 83440 MONTAURoux - Tél. 04.94.50.41.00 - Fax : 04.94.50.41.10
Profil acheteur : <http://www.marches-securites.fr>
- 2) - Objet du marché :** INSTALLATION CHAUFFAGE ET CLIMATISATION (PAC) - Ecole du lac
- 3) - Référence :** 2021-012
- 4) - Type de marché :** Travaux
- 5) - Mode de passation :** Marché à procédure adaptée (MAPA)
- 6) - Localisation :** Ecole du lac - Commune de MONTAURoux.
- 7) - Caractéristiques principales :** Le marché a pour objet l'installation d'un chauffage et d'une climatisation par pompe à chaleur (PAC) au sein de l'école du lac.
- 8) - Variantes :** Les variantes sont autorisées.
- 9) - Affectation :** Néant
- 10) - Durée prévisionnelle du marché :** 1,5 mois (en cours des vacances scolaires)
- 11) - Critères d'attribution et pondérations :**
Critères : Pondérations
Prix : 40 %
Valeur technique : 60 %
- 12) - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :**
Les candidats fourniront à l'appui de leur offre conformément aux articles R2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.
- 13) - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de**

création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles :

- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Les cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et présentent d'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Pour les marchés publics de travaux, de services ou pour les marchés publics de fournitures comportant également des travaux de pose et d'installation ou des prestations de services, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
- Une description de l'outilage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- 13) - Date limite de réception des candidatures et des offres :** vendredi 26 novembre 2021 à 12 h 00.
- 14) - Adresse auprès de laquelle les plis du marché pourront être obtenus :** Les plis du marché pourront être retirés sur le profil acheteur de la Commune : <http://www.marches-securites.fr>
- 15) - Délai minimum de validité des offres :** 90 jours à compter de la date limite de réception des offres
- 16) - Date d'envoi du présent avis à la publication :** Lundi 8 novembre 2021
- 17) - Instance chargée des procédures de recours :** Tribunal Administratif de Toulon - 5, rue Jean Racine - BP 46510 - 83041 Toulon Cedex 9 - Tél. 04.94.42.79.30 - Fax 04.94.42.79.89 (www.telerecours.fr)

AVIS RECTIFICATIF

AVIS RECTIFICATIF du 27/10/21

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Commune de la Farlède.

Correspondant : Monsieur le Maire Hôtel de ville - 140, Place de la liberté 83210 La Farlède - Tél : 04 94 27 85 85 - Fax : 04 94 27 85 70

Site de la ville :
<http://www.lafarledede.fr>

Référence : 20-2021
Objet : Fourniture de gaz naturel « rendu site » pour les bâtiments communaux de la ville de la Farlède.

Site de la ville :
<http://www.lafarledede.fr>

Remise des offres : au lieu de : 16/11/21 à 08h00 au plus tard. lire : 23/11/21 à 10h00 au plus tard.

Le dépôt des réponses s'effectue OBLIGATOIREMENT par voie électronique via le profil acheteur de l'acheteur public : www.marches-securites.fr

Légales

AVIS D'ENQUÊTES



Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et du développement durable

AVIS D'OUVREURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 27 octobre 2021, sur demande du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon. Les communes concernées par ces enquêtes sont Toulon et le Revest-les-Eaux.

Ces enquêtes sont préalables aux décisions suivantes : la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine ; la déclaration d'utilité publique relative à l'installation de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ; la déclaration d'utilité publique du périmètre de protection immédiate en vue de l'expropriation avec cessibilité des biens au profit de MTM ; l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-8 du code de l'environnement ; l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

Le responsable (pétitionnaire) du projet est MTM. DGST - Territoires et proximité, Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon cedex 9. Le commissaire enquêteur est M. Bertrand NICOLAS. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption des enquêtes.

Communes lieux des enquêtes : Toulon, Le Revest-les-Eaux. Siege des enquêtes : Toulon.

Les enquêtes se tiendront du lundi 29 novembre 2021 au vendredi 17 décembre 2021 inclus, soit 19 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier complet, comprenant, notamment, un volet sanitaire, un volet environnemental incluant la décision d'examen au cas par cas, un volet parcellaire portant sur les servitudes, un volet code de l'expropriation ainsi que le rapport de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et une notice explicative de la délégation départementale du Var de l'agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, est consultable :

- sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (liens enquêtes publiques en bas de la page d'accueil / rubrique enquêtes publiques en cours hors ICPPE).
- sur support papier, dans chaque lieu des enquêtes. Le public, les propriétaires et les tiers intéressés pourront consigner leurs observations et propositions directement sur un registre d'enquête publique unique ou un registre parcellaire dédié à feuillets non mobiles, côté et paré par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieux des enquêtes ; Jours Heures
Mairie de Toulon, avenue de la République, 83056 Toulon cedex ; Du lundi au vendredi : 9h à 12h - 14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux, place Jean Jaurès, 83200 Le Revest-les-Eaux ; Du lundi au vendredi : 9h30 à 12h - 13h30 à 17h30
- sur un poste informatique dans chaque lieu d'enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessus. Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant la durée des enquêtes.

Les observations et propositions pourront être formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante : sourcesaintantoine@administrations33.net

Ces courriels seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet : <http://www.var.gouv.fr/mise-en-conformite-du-captage-de-la-source-saint-antoine.html>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public aux lieux des enquêtes, aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur
Lieux : Jours ; Heures
Mairie de Toulon, avenue de la République, 83056 Toulon cedex
Lundi 29 novembre 2021 9h à 12h
Jeudi 2 décembre 2021 14h à 16h30
Mercredi 8 décembre 2021 9h à 12h
Vendredi 17 décembre 2021 14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux, place Jean Jaurès, 83200 Le Revest-les-Eaux
Lundi 29 novembre 2021 14h à 17h
Jeudi 8 décembre 2021 14h à 17h
Mardi 14 décembre 2021 9h à 12h
Vendredi 17 décembre 2021 9h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, dans chacune des mairies concernées, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var et sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>

réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du pétitionnaire en écrivant : soit au responsable du projet ; soit à l'adresse courriel suivante : lsanier@metropoletpm.fr.

Conformément à l'arrêté du ministère de la Culture et de la Communication (NORM : MCCE1327120A) le prix de la ligne de référence des annonces légales, tel que défini à l'article premier, est fixé pour l'année 2021 au tarif de base de 4,07 € HT pour le Var.

PROVENCE

LA GARDE La marche du Téléthon

La Marche du Téléthon partira du parvis de l'hôtel de ville (avenue J.B. Lavène) à l'esplanade Gérard-Philipe. Manifestez votre soutien à la recherche mercredi 1^{er} décembre à 14h. L'occasion de participer à un élan de solidarité unique auquel sont conviés les familles gardéennes, aux côtés des enfants du Conseil de ville des jeunes

et des centres de loisirs, avec pour finir un temps fort : une flashmob géante sur l'air de *Jerusalem*. Bonnets et écharpes aux couleurs du Téléthon seront disponibles sur le stand du Téléthon du Village de Noël. Le week-end suivant, du samedi 4 à 14h au dimanche 5 décembre, au complexe sportif Guy-Môquet 1, le Tennis club de La Garde organise un relais tennis de 24 heures pour la bonne cause.

HYÈRES Le marché paysan a fêté ses 48 ans

Il y a 48 ans, le 20 novembre 1973, une grève nationale des commerçants déclenche le regroupement de 33 agriculteurs hyérois qui unissent leur savoir-faire pour proposer aux consommateurs, désireux de pouvoir se fournir en fruits et légumes, une

vente directe de leurs produits. De là est né le marché paysan d'Hyères, créé par Andrée Pellegrino, sa présidente depuis 43 ans et Michel Ricci, vice-président et trésorier, soutenus par le Syndicat agricole et horticoles et la Ville d'Hyères, qui autorisa l'installation du marché avenue Gambetta. Depuis, le marché paysan est toujours présent, chaque mardi, jeudi (l'été) et samedi matin.

ANNONCES LEGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 39
toulonpub@lamarseillaise.fr

PRÉFET DU VAR
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et du développement durable
AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Par arrêté du 22 octobre 2021, sur demande du maire de la commune de Gonfaron, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique nécessaire à la mise en conformité du captage de la source et du forage de Maraval, sur le territoire de la commune de Gonfaron.

Cette enquête est préalable aux décisions suivantes : la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine et l'instauration des périmètres de protection valant servitude d'utilité publique.

Le responsable (pétitionnaire) du projet est la commune de Gonfaron, Hôtel de ville, place de la Victoire, 83590 Gonfaron.

Le commissaire enquêteur est M. René LESTMANS. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption de l'enquête.

Commune lieu d'enquête : Gonfaron.

Siège de l'enquête : Gonfaron.

L'enquête se tiendra du **lundi 29 novembre 2021 au mardi 14 décembre 2021 inclus**, soit 16 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés).

Pendant la durée de l'enquête, le dossier complet, comprenant, notamment, un volet sanitaire, un volet parcellaire ainsi qu'une notice explicative de la délégation départementale du Var de l'agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, est consultable :

- sur internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (icône enquêtes publiques en bas de la page d'accueil / rubrique enquêtes publiques en cours hors ICPE).
- sur support papier, en mairie de Gonfaron. Le public, les propriétaires et les tiers intéressés pourront consigner leurs observations et propositions directement sur un registre d'enquête publique unique dédié à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieu d'enquête	Jours	Heures
Mairie de Gonfaron Hôtel de ville place de la Victoire 83590 GONFARON	du lundi au vendredi	8 à 12h 14h à 17h

- sur un poste informatique en mairie aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessus. Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant la durée de l'enquête.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège de l'enquête. Elles sont annexées au registre d'enquête du siège de l'enquête.

Les observations et propositions pourront être formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante : maraval-cvvar@administrations83.net

Ces courriels seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet : <http://www.var.gouv.fr/mise-en-conformite-du-captage-de-la-source-et-du-10274.html>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Gonfaron, aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieu	Jours	Heures
Mairie de Gonfaron Hôtel de ville place de la Victoire 83590 GONFARON	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Mardi 14 décembre 2021	14h à 17h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, en mairie de Gonfaron, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var et sur internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du pétitionnaire en écrivant : soit à la commune de Gonfaron, Hôtel de ville, place de la Victoire, 83590 Gonfaron ; soit à l'adresse courriel suivante : caroline.vassetti@gonfaron.fr.

PRÉFET DU VAR
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial Bureau de l'environnement
et du développement durable
AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTE

Par arrêté du 27 octobre 2021, sur demande du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon. Les communes concernées par ces enquêtes sont Toulon et Le Revest-les-Eaux.

Ces enquêtes sont préalables aux décisions suivantes : la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine ; la déclaration d'utilité publique relative à l'instauration des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ; la déclaration d'utilité publique du périmètre de protection immédiate en vue de l'expropriation avec cessibilité des biens au profit de MTPM ; l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ; l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

Le responsable (pétitionnaire) du projet est MTPM, DGST - Territoires et proximité, Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri Fabre, CS 30538, 83041 Toulon cedex 9.

Le commissaire enquêteur est M. Bertrand NICOLAS. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption des enquêtes.

Communes lieux des enquêtes : Toulon, Le Revest-les-Eaux. **Siège des enquêtes :** Toulon.

Les enquêtes se tiendront du lundi 29 novembre 2021 au vendredi 17 décembre 2021 inclus, soit 19 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier complet, comprenant, notamment, un volet sanitaire, un volet environnemental incluant la décision d'examen au cas par cas, un volet parcellaire portant sur les servitudes, un volet code de l'expropriation ainsi que le rapport de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et une notice explicative de la délégation départementale du Var de l'agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, est consultable :

- sur internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (icône enquêtes publiques en bas de la page d'accueil / rubrique enquêtes publiques en cours hors ICPE).
- sur support papier, dans chaque lieu des enquêtes. Le public, les propriétaires et les tiers intéressés pourront consigner leurs observations et propositions directement sur un registre d'enquête publique

unique ou un registre parcellaire dédié à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieux des enquêtes	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Du lundi au vendredi	9h à 12h 14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Du lundi au vendredi	8h30 à 12h 14h à 17h30

- sur un poste informatique dans chaque lieu d'enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessus. Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes. Elles sont annexées à l'un des registres du siège des enquêtes.

Les observations et propositions pourront être formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante : sourcesaintantoine@administrations83.net

Ces courriels seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet : <http://www.var.gouv.fr/mise-en-conformite-du-captage-de-la-source-saint-a10288.html>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public aux lieux des enquêtes, aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur		
Lieux	Jours	Heures
Mairie de Toulon Avenue de la République 83056 Toulon cedex	Lundi 29 novembre 2021	9h à 12h
	Jeudi 2 décembre 2021	14h à 16h30
	Mercredi 8 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	14h à 16h30
Mairie du Revest-les-Eaux Place Jean Jaurès 83200 Le Revest-les-Eaux	Lundi 29 novembre 2021	14h à 17h
	Jeudi 9 décembre 2021	14h à 17h
	Mardi 14 décembre 2021	9h à 12h
	Vendredi 17 décembre 2021	9h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, dans chacune des mairies concernées, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var et sur internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>, à réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du pétitionnaire en écrivant : soit au responsable du projet ; soit à l'adresse courriel suivante : lsannier@metropoletpm.fr.

Ve des sociétés

AVIS DE DISSOLUTION

YES HABITAT
Société par actions simplifiée au capital de 40 000 Euros
Siège social : Quartier des Pradeaux - Le Salamanca
83270 SAINT-CYR-SUR-MER
530 271 154 R.C.S. TOULON

Aux termes d'une décision en date du 09/11/2021, la société LOC-HABITAT, Société par actions simplifiée, au capital de 107 187 50 Euros, dont le siège social est à SAINT-CYR-SUR-MER (83270), Quartier des Pradeaux - Le Salamanca, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON sous le numéro 500 643 697, associée unique de la société YES HABITAT, a décidé la dissolution anticipée de ladite société.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code de Commerce et de l'article 8, alinéa 2 du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la Société YES HABITAT peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis, auprès du tribunal de Commerce TOULON.

L'effet rétroactif fiscal de l'opération soumise au régime de faveur des fusions, a été fixé au 1^{er} janvier 2021.

Cette dissolution mettra fin aux fonctions de Président de ladite société, occupées par la société OFFICE HOTELIER DU LOGEMENT ETUDIANT - OHLE.

Pour avis,

RAPIDITÉ, EFFICACITÉ
sur 4 départements (13/83/30/34)

AVIS DE CONSTITUTION

Par ASSP du 18/11/2021 a été constituée la Société :

DENOMINATION SOCIALE : SC ATOME

FORME SOCIALE : SC

SIÈGE SOCIAL : 3787 ancien chemin de Toulon - 24 les Mas de la plaine du Roy 83110 SANARY SUR MER

OBJET SOCIAL : - la propriété, l'acquisition et la gestion active de titres de sociétés et ce, par tous moyens, notamment par voie d'achat, souscription, cession ou apport de titres, et notamment la gestion de toutes participations ;

- la mise en place de garanties et de financements au profit de sociétés au capital desquelles la Société tiendrait directement ou indirectement une participation ; - éventuellement et exceptionnellement, l'aliénation de ceux des actifs de la Société au moyen de vente, échange ou apport en société ;
- l'acquisition par voie d'apport ou d'achat, la propriété, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement et l'attribution de tous immeubles bâtis ou non bâtis ;
- éventuellement la mise à la disposition des associés et/ou gérants des actifs propriétés, administrés, pris à bail ou autrement ;
- éventuellement et exceptionnellement, l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la Société au moyen de vente, échange ou apport en société ;
- des prestations administratives et de gestion en faveur de filiales et actifs de la Société ;
- et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières de caractère purement civil et se rattachant à l'objet social.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans

CAPITAL SOCIAL : 200.000€ divisé 12.500 parts sociales de 16€

GERANT STATUTAIRE : Laurence FOURTANIER 3787 ancien chemin de Toulon - 24 les Mas de la plaine du Roy 83110 SANARY SUR MER

CLAUSE RELATIVE À L'AGREEMENT DES CESSIONNAIRES DE PARTS : Toutes les mutations de parts ou usufruit ou nue-propriété de parts sont soumises à l'agrément à l'exception des mutations, opérations et transmissions intervenant entre associés et au profit des descendants de Madame Laurence FOURTANIER.

Immatriculation : GTC TOULON

Annonces légales

var-matin
Lundi 29 novembre 2021

Annonces

33

Avis d'Enquêtes



Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et du développement durable

AVIS D'OUVERTURE

D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE AVEC UNE ENQUÊTE PARCELLAIRE
CONJOINTE

Par arrêté du 27 octobre 2021, sur demande du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MPM), le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique avec une enquête parcellaire conjointe nécessaires à la mise en conformité réglementaire de l'exploitation de la source Saint Antoine sise sur le territoire de la commune de Toulon. Les communes concernées par ces enquêtes sont Toulon et le Revest-les-Eaux.

Ces enquêtes sont préalable aux décisions suivantes : la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine ; la déclaration d'utilité publique relative à l'insaturation des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée, valant servitudes d'utilité publique pour les périmètres de protection rapprochée et éloignée, sur les territoires des communes de Toulon et du Revest-les-Eaux ; la déclaration d'utilité publique du périmètre de protection immédiate en vue de l'expropriation avec cessibilité des biens au profit de MTPM ; l'autorisation de prélever l'eau au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ; l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.

Le responsable (pétitionnaire) du projet est MTPM, DGST - Territoires et proximité, Hôtel de la Métropole, 102 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon cedex 9. La commissaire enquêteur est M. Bertrand NICOLAS. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption des enquêtes.

Communes lieux des enquêtes : Toulon, Le Revest-les-Eaux. Siège des enquêtes : Toulon.

Les enquêtes se tiendront du lundi 29 novembre 2021 au vendredi 17 décembre 2021 inclus, soit 19 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, le dossier complet, comprenant, notamment, un volet sanitaire, un volet environnemental incluant la décision d'examen au cas par cas, un volet parcellaire portant sur les servitudes, un volet code de l'expropriation ainsi que le rapport de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et une notice explicative de la délégation départementale du Var de l'Agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, est consultable :

- sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (icône enquêtes publiques en bas de la page d'accueil / rubrique enquêtes publiques en cours hors ICPE).

- sur support papier, dans chaque lieu des enquêtes. Le public, les propriétaires et les tiers intéressés pourront consigner leurs observations et propositions directement sur un registre d'enquête publique unique ou un registre parcellaire dédié à feuilles non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieux des enquêtes : Jours Heures
Mairie de Toulon, avenue de la République, 83056 Toulon cedex ; Du lundi au vendredi : 9h à 12h - 14h à 16h30

Mairie du Revest-les-Eaux, place Jean Jaurès, 83200 Le Revest-les-Eaux ; Du lundi au vendredi de 9h à 12h - 14h (au lieu de 13h30) à 17h30

- sur un poste informatique dans chaque lieu d'enquêtes aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessus. Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant la durée des enquêtes.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège des enquêtes. Elles sont annexées à l'un des registres du siège des enquêtes. Les observations et propositions pourront être formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante : sourcesaintantoine@administrations3.net

Ces courriels seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet : <http://www.var.gouv.fr/mise-en-conformite-du-captage-de-la-source-saint-a10286.html>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public aux lieux des enquêtes, aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur
Lieux : Jours Heures
Mairie de Toulon, avenue de la République, 83056 Toulon cedex
Lundi 29 novembre 2021 9h à 12h
Jeudi 2 décembre 2021 14h à 16h30
Mercredi 8 décembre 2021 9h à 12h
Vendredi 17 décembre 2021 14h à 16h30

Mairie du Revest-les-Eaux, place Jean Jaurès, 83200 Le Revest-les-Eaux
Lundi 29 novembre 2021 14h à 17h
Jeudi 8 décembre 2021 14h à 17h
Mardi 14 décembre 2021 9h à 12h
Vendredi 17 décembre 2021 14h à 12h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, dans chacune des mairies concernées, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var et sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>

réception et pendant un an à compter de la clôture des enquêtes. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du pétitionnaire en écrivant : soit au responsable du projet ; soit à l'adresse courriel suivante : lsannier@metropoletpm.fr.

Conformément à l'arrêté du ministère de la Culture et de la Communication (INORM - MCEC1327/2021) le prix de la ligne de référence des annonces légales, tel que défini à l'article premier, est fixé pour l'année 2021 au tarif de base de 4,07 € HT pour le Var.



Direction de la coordination
des politiques publiques et
de l'appui territorial

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Par arrêté du 22 octobre 2021, sur demande du maire de la commune de Gonfaron, le Préfet du Var a prescrit l'ouverture d'une enquête publique unique nécessaire à la mise en conformité du captage de la source et du forage de Maraval, sur le territoire de la commune de Gonfaron.

Cette enquête est préalable aux décisions suivantes : la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation d'eau en vue de la consommation humaine et l'insaturation des périmètres de protection valant servitude d'utilité publique.

Le responsable (pétitionnaire) du projet est la commune de Gonfaron, Hôtel de ville, place de la Victoire, 83350 Gonfaron.

Le commissaire enquêteur est M. René LEESTMANS. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être nommé après interruption de l'enquête.

Commune lieu d'enquête : Gonfaron.

Siège de l'enquête : Gonfaron.

L'enquête se tiendra du lundi 29 novembre 2021 au mardi 14 décembre 2021 inclus, soit 16 jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés). Pendant la durée de l'enquête, le dossier complet, comprenant, notamment, un volet sanitaire, un volet parcellaire ainsi qu'une notice explicative de la délégation départementale du Var de l'Agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, est consultable :

- sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (icône enquêtes publiques en bas de la page d'accueil / rubrique enquêtes publiques en cours hors ICPE).

- sur support papier, en mairie de Gonfaron. Le public, les propriétaires et les tiers intéressés pourront consigner leurs observations et propositions directement sur un registre d'enquête publique unique dédié à feuilles non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux jours et heures ci-après :

Lieu d'enquête : Jours Heures
Mairie de Gonfaron - Hôtel de ville - place de la Victoire - 83350 GONFARON ; Du lundi au vendredi : 9h à 12h - 14h à 17h

- sur un poste informatique en mairie aux jours et heures indiqués dans le tableau ci-dessus. Un poste informatique est également mis à disposition à l'accueil de la Préfecture du Var pendant la durée de l'enquête.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, au siège de l'enquête. Elles sont annexées au registre d'enquête du siège de l'enquête. Les observations et propositions pourront être formulées par courriel, transmis au commissaire enquêteur, à l'adresse électronique suivante : maraval-epvar@administrations3.net

Ces courriels seront consultables par le public, dans les meilleurs délais, sur le site internet : <http://www.var.gouv.fr/mise-en-conformite-du-captage-de-la-source-et-du-a10274.html>

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Gonfaron, aux jours et heures indiqués ci-après :

Permanences du commissaire enquêteur
Lieu Jours Heures
Mairie de Gonfaron - Hôtel de ville - place de la Victoire - 83350 GONFARON
Lundi 29 novembre 2021 9h à 12h
Mercredi 8 décembre 2021 9h à 12h
Mardi 14 décembre 2021 14h à 17h

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, en mairie de Gonfaron, au bureau de l'environnement et du développement durable de la préfecture du Var et sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr>, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du pétitionnaire en écrivant : soit à la commune de Gonfaron, Hôtel de ville, place de la Victoire, 83350 Gonfaron ; soit à l'adresse courriel suivante : caroline.vaschetti@confaron.fr.

Vie des Sociétés

MINIATURES FACTORY
SARL au capital de 5 000€
SIRET : 885 174 486 00015
N°A : FR0985174466

Siège social : 36, chemin de la bergère, 83190 Ollioules

AVIS

Suivant l'Assemblée générale extraordinaire du 27 Octobre 2021, il a été décidé de la cession de parts sociales. Marion Simoes la gérante et propriétaire à 100% de la SARL Miniatures Factory a vendu 20% de ses parts à Julien Renucci, contre 10 000€.

La répartition des parts de la SARL est donc à ce jour :

- 80% pour Marion SIMOES

- 20% pour Julien RENUCCI

De ce fait, M. RENUCCI, 1874 Turk Blvd, San Francisco, CA 94115, USA est à cette date associé de la SARL Miniatures Factory.

Les statuts numéro ont été modifiés.

Mention au RCS De Toulon.

Particuliers
passer votre annonce
et payer par
04.93.18.70.00

Immobilier Var

VENTE 2 PIÈCES

Toulon, LA VALETTE,
LA GARDE, LE PRADET

TOULON-EST. - T 2 - (560 € charges comprises) parait éat - à louer sans frais d'agence dans résidence calme entourée grands jardins - possibilité de garages. MICHEL FEBBRAIO 04 94 41 10 28

VENTE PARKINGS - BOXES, GARAGES

TOUS SECTEURS

Vend LOCAL de 105m2 environ à usage de garage, situé à Draguignan 227 Bd J.Collomp, résidence Les Ulis près de la maison de retraite du Malmot. Prix 110.000€. PARTICULIER Tel.06.25.94.25.57.

VENTE VIAGERS

Azur Viager
04.94.54.55.55
www.le-viager.fr
Visite et expertise gratuites sur tout le 83. Viager libre, viager occupé, vente à terme.

TOUS SECTEURS

FRÉJUS : appartement 3P 66,07m2, parking, 2 loggias. Occupé. Monsieur 79 ans et Madame 78 ans. Bouquet 55.000 euros HAI + rente 415 euros indexée. Classe énergie C. ETUDE LODEL VAR 04 94 95 37 55. www.viagerfr.fr

ACHAT VIAGERS

TOUS SECTEURS

Investisseur recherche viager occupé ou nue-propriété, maison, appartement. Secteurs St-Raphaël / Fréjus, Cannes, Nice. Décision rapide possible. PARTICULIER 06 20 55 25 41.

LOCATION 3 PIÈCES

Toulon, LA VALETTE,
LA GARDE, LE PRADET

T 3 - 680 € (charges comprises) parait éat proche du centre du Mourillon à louer sans frais d'agence - possibilité de garages. MICHEL FEBBRAIO 04 94 41 10 28

Immobilier Alpes-Maritimes

VENTE STUDIOS - 1 PIÈCE

NICE OUEST...

Bd de la Madeleine. Vends STUDIO 15m2 terrasse 11m2, proche commodités, mer et Promenade des Anglais, faibles charges, énergie D. 88.000€. PARTICULIER Tel.06 04 86.02.74.

VENTE 3 PIÈCES

CANNES, ARRIÈRE-PAYS CANNOS

CANNES LA BOCCA résidence fermée et sécurisée, piscine, 3P, 64m2 traversant, 36 dernier étage, terrasse + balcon, aperçu mer, clim, stores, 3 placards, box fermé, maison C. GES : A. 278.000€. PARTICULIER 06.76.93.76.98

VENTE TERRAINS

GRASSE, PEYMEHADE,
LE BOUBET, ROQUEFORT

ST CEZAIRE. Vends TERRAIN non constructible, en restanques avec oliviers, 1.800m2, avec cabanon pierres, sans électricité ni eau. 65.000€. PARTICULIER Tel.06.84.37.91.06.

VENTE PARKINGS, BOXES, GARAGES

TOUS SECTEURS

ANTIBES CROIX ROUGE. Superbe GARAGE, 28m2 (8,90 x 3,16, hauteur 2,70) électrifié, double sécurité (bip), facile d'accès, près autoroute, bus et commerces. 41.500€. PARTICULIER Tel.04.93.32.46.27 ou 06.15.84.08.30.

VENTE VIAGERS

TOUS SECTEURS

CANNES. Exceptionnelle VILLA 240m2, quartier Mondonville, construction récente, viager occupé Dame 88 ans. Bouquet 890.000€ absence de rente. PARTICULIER Tel.06.19.48.15.73

LOCATION DEMANDES APPARTEMENTS

TOUS SECTEURS

Nouvelle retraitee cherche STUDIO ou chambre meublée, à Nice ou Antibes, pour son mécanicien, seul, 40 ans. PARTICULIER Tel.06.65.44.83.06.

Immobilier Entreprises-Commerces

ACHAT LOCAUX COMMERCIAUX

TOUS SECTEURS

Investisseur recherche à l'achat murs commerciaux libres ou locatifs, emplacement de qualité, secteurs St-Raphaël / Fréjus, Cannes, Nice. Décision rapide possible. PARTICULIER 06.20.55.25.41.

Autos

OCCASIONS (achat)

ACHAT IMMEDIAT Tous véhicules récents. CANNES AUTO PARK 237 Avenue Francis Tonner 06400 CANNES. Tel. 04.93.45.81.48 / 06.25.27.08.89. www.cannesautomobiles.com

AUTO SURE 06 échelon immédiatement tous véhicules, même sans contrôle technique ou en panne, de 200 € à 60.000 €. Achat 7j/7, service carte grise, enregistrement cession... 37, Bd Saint Roch 06300 NICE. Demander Félix au 06.85.18.05.41

Recherche VOITURES ANCIENNES, super cars, collections de véhicules, directement propriétaire sans intermédiaire, paiement immédiat. PARTICULIER Tel : 377.93.30.02.87.

OCCASIONS (vente)

Hybride, Electrique, Essence, Diesel - Mercedes - Audi - BMW - Porsche - Volkswagen - garantie 24 mois constructeur, provenance Allemagne, occasions récentes - Garage La Fourmi 06.75.30.03.74 - 04.94.63.63.63



Chez nous, il n'y a qu'un vendredi noir et 364 jours de soleil par an

-50%* SUR VOTRE ABONNEMENT

Profilez-en vite au 04 93 18 28 85

nice-matin • var-matin • monaco-matin

*Par rapport au prix Régulier, soit 25€/mois au lieu de 50€. Valeur pour tout abonnement 777 en point de vente

